

4 Décembre

Société par actions simplifiée au capital de 5.787.741 euros
Tour Initiale, 1, terrasse Bellini, 92935 Paris La Défense Cedex
878 313 253 RCS Nanterre

(la « **Société** »)

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 16 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq,
le seize juin
à dix-huit heures,

les associés de la Société se sont réunis en assemblée générale mixte (l'« **Assemblée** »), par voie de téléconférence audiovisuelle, sur convocation faite par le Président de la Société, conformément aux stipulations des statuts de la Société.

Chaque associé a été convoqué par courrier électronique envoyé en date du 6 juin 2025.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque associé présent, au moment de son entrée de séance et par les mandataires des associés représentés, à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés.

La société BDA Paris Audit & Advisory, commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoquée, absente excusée, n'a pas de représentant à l'Assemblée.

La société PWC Audit, commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoquée, absente excusée, n'a pas de représentant à l'Assemblée.

Monsieur Olivier Obst préside la séance en sa qualité de Président.

Madame Victoria Jonemann est désignée comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par la secrétaire de séance, permet de constater que le quorum requis par l'article 14.3 des statuts de la Société est réuni.

Le Président constate que l'Assemblée, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Le Président met à la disposition des associés :

- le texte des projets de résolutions proposées par le Président à l'Assemblée ;
- la feuille de présence à l'Assemblée ;
- le rapport de gestion relatif à l'exercice social clos le 31 décembre 2024 ;
- le rapport spécial du président relatif aux conventions réglementées ;
- le rapport complémentaire du président ;
- le rapport des commissaires aux comptes relatifs à l'exercice social clos le 31 décembre 2024 ;
- le rapport spécial des commissaires aux comptes relatif aux conventions réglementées visé à l'article L. 227-10 du code de commerce ;
- le rapport des commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2024 ;
- les copies de la convocation adressées aux associés de la Société et aux commissaires aux comptes.

Le Président donne lecture de son rapport et rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
2. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
3. Approbation des conventions réglementées ;

4. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
5. Pouvoirs pour formalités.

PREMIERE RESOLUTION

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024

L'Assemblée après avoir pris connaissance :

- des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
- du rapport de gestion relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024 ; et
- du rapport des commissaires aux comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024,

constate que les comptes de l'exercice écoulé comprennent des dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions du 4 de l'article 39 du code général des impôts à hauteur de 17.551 euros,

approuve sans réserve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont présentés et qui font apparaître un bénéfice comptable de 792.385 euros, ainsi que l'inventaire et l'ensemble des opérations traduites dans les comptes et donne quitus entier et sans réserve au président de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des associés présents ou représentés.

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024

L'Assemblée après avoir pris connaissance :

- des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
- du rapport de gestion relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
- du rapport complémentaire du président de la Société ; et
- du rapport des commissaires aux comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024,

décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit la somme de 792.385 euros, en totalité au compte report à nouveau,

- dividendes : 286.207 euros ; et
- report à nouveau 506.178 euros,

constate qu'à l'issue de cette affectation, le compte report à nouveau s'élève à la somme de 23.413.862 euros,

rappelle que les sommes distribuées à titre de dividendes au cours des trois précédents exercices ont été les suivantes :

- exercice clos le 31 décembre 2021 : 286.207 euros ;
- exercice clos le 31 décembre 2022 : 286.207 euros ; et
- exercice clos le 31 décembre 2022 : 286.207 euros.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des associés présents ou représentés.

TROISIEME RESOLUTION

Approbation des conventions réglementées

L'Assemblée après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes visé à l'article L. 227-10 du code de commerce,

prend acte de l'absence de conventions réglementées conclue ou ayant des effets au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des associés présents ou représentés.

QUATRIEME RESOLUTION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024

L'Assemblée après avoir pris connaissance :

- des comptes consolidés clos le 31 décembre 2024 ; et
- du rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2024,

approuve les comptes consolidés au 31 décembre 2024, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport sur la gestion du groupe inclus dans le rapport de gestion.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des associés présents ou représentés.

CINQUIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour formalités

Les associés donnent tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de votre Assemblée, à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des associés présents ou représentés.

* *

*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 18:25.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé électroniquement par le Président, conformément à l'article 14.6 des statuts de la Société et aux dispositions des articles 1366 et suivants du Code civil.

Signé électroniquement via DocuSign,

DocuSigned by:
Olivier Obst
0EAEEDD009724B1...

Le Président de l'Assemblée

Monsieur Olivier OBST

GROUPE 4 DECEMBRE

Etats financiers annuels consolidés 2024

Certifié conforme par le président.

DocuSigned by:
Olivier Obst
0EAEEDD009724B1...

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

SOMMAIRE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2024 3
ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2024..... 4
ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024..... 5
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 20246
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31
DECEMBRE 2024 7

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<i>Activités poursuivies</i>			
Produit des activités ordinaires	4.1	490 078	482 121
Autres produits		4 232	5 234
Achats consommés		(197 485)	(216 186)
Autres achats et charges externes	4.2	(115 240)	(107 397)
Variation des stocks d'encours et de produits finis	4.3	609	2 307
Charges de personnel	4.4	(130 157)	(119 575)
Amortissements et dépréciations des immobilisations		(30 765)	(25 831)
Dotations et reprises de provisions	4.5	306	(4 806)
Autres produits et charges d'exploitation	4.6	(2 729)	2 661
Part du résultat des mises en équivalence	5.5	12 661	13 001
Résultat opérationnel courant incluant la part des mises en équivalence		31 510	33 175
Autres produits et charges opérationnels	4.7	(202)	(620)
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition		31 308	32 555
Pertes de valeur sur les actifs immobilisés		-	-
Résultat opérationnel		31 308	32 555
Coût de l'endettement financier net	4.9	(5 866)	(5 693)
Autres produits et charges financiers	4.9	1 721	(326)
Résultat avant impôt		27 163	26 536
Impôt sur les résultats	4.10	(4 452)	(4 050)
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies		22 711	22 486
Résultat net des activités abandonnées		-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé – total		22 711	22 486
Résultat net – part du groupe		12 789	13 209
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		9 922	9 278

ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2024

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Résultat net total	22 711	22 486
Ecart de conversion sur sociétés intégrées globalement	667	414
Ecart de conversion sur sociétés mises en équivalence	1 901	(784)
Variation de Juste Valeur des instruments financiers	(274)	(938)
Impôts différés sur les éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	69	234
Total des autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	2 363	(1 074)
Pertes et gains actuariels sur sociétés intégrées	(1 700)	(2 534)
Impôts différés sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	425	633
Pertes et gains actuariels sur mise en équivalence	11	(129)
Impôts différés sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net sur mise en équivalence	(2)	22
Total des autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(1 267)	(2 008)
Résultat global	23 808	19 404
<i>dont quote-part du Groupe</i>	13 473	11 350
<i>dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	10 335	8 054

ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
ACTIF			
Ecart d'acquisition	5.1	2 450	888
Immobilisations incorporelles	5.2	5 376	4 334
Immobilisations corporelles	5.3	124 289	117 652
Droits d'utilisation	5.4	30 012	27 056
Participations dans les mises en équivalence	5.5	43 017	39 379
Autres actifs financiers non courants	5.6	1 907	2 468
Actifs d'impôts différés	5.11	9 964	9 326
Autres actifs long terme		-	-
Total actifs non courants		217 015	201 103
Stocks	5.7	62 021	54 233
Clients et autres débiteurs	5.8	138 587	143 330
Créances fiscales		1 742	2 110
Autres actifs courants		11 227	10 806
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.9	33 060	29 018
Total actifs courants		246 637	239 497
Groupes d'actifs destinés à être cédés		-	-
TOTAL ACTIF		463 652	440 600
PASSIF			
Capital	5.10	5 788	5 783
Réserves		81 560	67 072
Résultat net de l'exercice – part du groupe		12 789	13 209
Capitaux propres part du groupe		100 137	86 064
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		62 716	52 016
Capitaux propres		162 853	138 080
Dettes financières non courantes	5.11	45 968	67 760
Dettes de location non courantes	5.11	17 246	15 456
Passifs d'impôts différés	5.12	2 261	1 657
Provisions pour avantages aux salariés	5.13	15 246	13 881
Autres provisions non courantes	5.14	21 842	23 741
Autres passifs long terme		1 744	1 305
Total passifs non courants		104 307	123 800
Fournisseurs et autres créditeurs	5.15	140 291	130 724
Dettes d'impôt		2 490	3 331
Dettes financières courantes	5.11	32 446	25 252
Dettes de location courantes	5.11	10 793	9 595
Autres provisions courantes	5.14	1 708	1 696
Autres passifs courants		8 764	8 122
Total passifs courants		196 492	178 720
Total dettes		300 799	302 520
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés		-	-
TOTAL PASSIF		463 652	440 600

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Résultat net consolidé		22 711	22 486
Elim. des parts des mises en équivalence	5.5	(12 661)	(13 001)
Elim. des amortissements et provisions		29 040	28 743
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		264	(3 212)
Elim. autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		44	(127)
Elim. de l'effet d'actualisation	5.14	(1 353)	(1 126)
Elim. du résultat s/ cessions actions propres		2 182	(128)
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions		2 741	259
Dividendes reçus des co-entreprises	5.5.6	10 932	8 971
Elim. des produits de dividendes (hors-groupe)		-	(29)
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		53 900	42 836
Elim. de la charge (produit) d'impôt	4.10	4 452	4 050
Elim. du coût de l'endettement financier net	4.9	5 866	5 693
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		64 218	52 579
Incidence de la variation du BFR	5.16	8 283	(13 266)
Impôts payés		(5 754)	(4 224)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		66 747	35 089
Incidence des variations de périmètre	5.17	(1 680)	135
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	5.4	(26 496)	(22 531)
Acquisition d'actifs financiers		-	-
Variation des prêts et avances consentis		147	(547)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		1 026	5 715
Dividendes reçus	4.8.1	-	29
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(27 003)	(17 199)
Augmentation de capital		-	-
Augmentations (réductions) de capital auprès des minoritaires		-	-
Emission d'emprunts	5.11	5 034	13 549
Remboursement d'emprunts	5.11	(20 769)	(14 904)
Diminution des dettes de locations	5.11	(12 007)	(10 602)
Intérêts financiers nets versés		(6 152)	(5 687)
Transactions entre actionnaires		(1 193)	(170)
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		(286)	(342)
Dividendes payés aux minoritaires		(1 520)	(548)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(36 893)	(18 704)
Incidences de la variation des taux de change		128	(238)
Autres		-	-
Variation de la trésorerie		2 979	(1 052)
Trésorerie d'ouverture	5.9	27 366	28 418
Trésorerie de clôture	5.9	30 345	27 366
Variation de trésorerie		2 979	(1 052)

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Prime émission	Actions propres	Réserves consolidées et résultat Part du groupe	Réserves de juste valeur	Réserves de conv.	Total capitaux propres Part du groupe	Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres
Total au 31 décembre 2022	5 781	49 592	-	15 594	803	3 235	75 005	45 039	120 044
Reclassements	-	1 868	(18)	(1 850)	-	-	-	-	-
Total au 31 décembre 2022 rectifié	5 781	51 460	(18)	13 744	803	3 235	75 005	45 039	120 044
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	(1 238)	(452)	(169)	(1 859)	(1 224)	(3 083)
Résultat net de l'exercice	-	-	-	13 209	-	-	13 209	9 278	22 486
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	-	11 971	(452)	(169)	11 350	8 054	19 404
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	193	193
Dividendes versés	-	-	-	(343)	-	-	(343)	(535)	(878)
Paiement en action	-	-	-	163	-	-	163	96	259
Variations de périmètre	-	-	-	(24)	-	-	(24)	(833)	(857)
Reclassement	2	2 495	(2 497)	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	(128)	42	-	-	(86)	2	(85)
Total au 31 décembre 2023	5 783	53 955	(2 643)	25 552	351	3 066	86 064	52 016	138 080
Reclassements	-	(2 497)	2 624	(127)	-	-	-	-	-
Total au 31 décembre 2023 rectifié	5 783	51 458	(19)	25 425	351	3 066	86 064	52 016	138 080
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	(818)	(131)	1 633	684	413	1 097
Résultat net de l'exercice	-	-	-	12 789	-	-	12 789	9 922	22 711
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	-	11 971	(131)	1 633	13 473	10 335	23 808
Augmentation de capital	5	(5)	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	(286)	-	-	(286)	(1 520)	(1 806)
Paiement en action	-	-	-	1 686	-	-	1 686	1 055	2 741
Variations de périmètre	-	-	-	(1 633)	-	-	(1 633)	327	(1 306)
Reclassement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	833	-	-	833	504	1 337
Total au 31 décembre 2024	5 788	51 453	(19)	37 996	220	4 699	100 137	62 716	162 853

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

GROUPE 4 DECEMBRE

Annexe aux états financiers annuels consolidés 2024

SOMMAIRE

1	PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	10
2	FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	10
3	PRINCIPES COMPTABLES	13
4.	NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT	26
4.1.	Répartition du chiffre d'affaires	26
4.2.	Autres achats et charges externes Autres achats et charges externes.....	26
4.3.	Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat	26
4.4.	Charges de personnel	27
4.5.	Dotations et reprises de provisions.....	27
4.6.	Autres produits et charges d'exploitation.....	28
4.7.	Autres produits et charges opérationnels	28
4.8.	Frais de recherche et développement	28
4.9.	Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers.....	29
4.10.	Impôt sur les résultats.....	30
5.	NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE	
	CONSOLIDÉE	32
5.1	Ecarts d'acquisition	32
5.2	Immobilisations incorporelles	34
5.3	Immobilisations corporelles	36
5.4	Droits d'utilisation.....	37
5.5	Participation dans les mises en équivalence.....	39
5.6	Autres actifs financiers non courants	43
5.6.1	Détail des instruments dérivés.....	43
5.6.2	Détail des titres de participation non consolidés	44
5.7	Stocks et en cours	45
5.8	Clients et autres débiteurs	45
5.9	Trésorerie et équivalents de trésorerie	47
5.10	Capital	47
5.11	Dettes financières	47
5.12	Impôts différés au bilan.....	51
5.13	Provisions pour avantages aux salariés	52
5.14	Les autres provisions	54
5.15	Fournisseurs et autres créditeurs	55
5.16	La variation du Besoin en Fonds de Roulement	55
5.17	Incidence des variations de périmètre et transactions entre actionnaires	56
5.18	Engagements financiers.....	56
6.	INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES.....	57
6.1	Contrôle	57
6.2	Relation avec les filiales.....	57
6.3	Rémunération du personnel dirigeant-clé	57
6.4	Transactions avec des parties liées.....	57
7.	SOCIÉTÉS DU GROUPE	58
8.	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	60
9.	ÉVÉNEMENTS POST CLOTURE.....	61

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le groupe 4 Décembre est une société par actions simplifiée française immatriculée en France dont le siège est situé Tour Initiale, 1 Terrasse Bellini, 92935 Paris La Défense.

Les comptes consolidés du Groupe 4 Décembre ont été arrêtés par le Président le 25 mars 2025 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 16 juin 2025.

La Société 4 Décembre a procédé le 17 décembre 2020 à la prise de contrôle à 100 % de la société E.J. BARBIER SA - société de droit français immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 572 040 186 - qui a le contrôle majoritaire du Groupe EPC.

Dans le cadre de cette prise de contrôle, la Société a réalisé plusieurs opérations pour la prise de contrôle du Groupe :

- Une augmentation de capital en numéraire pour un montant total de 34 846 570 €, prime d'émission comprise ; des apports de titres rémunérés par une augmentation de capital en nature pour un montant total de 20 250 220 €, prime d'apport incluse ;
- Une émission de 13 347 834 obligations convertibles d'une valeur nominale de 1 € souscrites au pair et ayant bénéficié d'un crédit vendeur de 3 776 239,65 €.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

2.1. Acquisition de Vibraquipo et Vibratesting

Le Groupe EPC a signé le 9 janvier 2024 le contrat d'acquisition de 100% des titres des sociétés Vibraquipo, spécialisée dans la conception et la vente d'instruments de mesure pour les mines et carrières et Vibratesting, spécialisée dans le calibrage de ces instruments de mesure. Les sociétés réalisent un chiffre d'affaires annuel cumulé d'environ 800K€ avec une solide rentabilité opérationnelle.

Elles disposent d'un parc installé important et proposent à la vente des équipements aux meilleurs standards du marché. Vibraquipo, basé en Espagne, est un acteur reconnu au niveau international avec des ventes sur les 5 continents.

Pour accompagner la vente et le développement de ces nouvelles filiales, le groupe EPC a signé un accord pluriannuel de collaboration exclusive avec le fondateur et cédant de Vibraquipo et Vibratesting. C'est une reconnaissance de la contribution essentielle d'Ivan del Castillo au développement passé des sociétés qu'il a créées. Cela traduit aussi la volonté d'EPC de poursuivre leur développement, en synergie avec les activités du Groupe, tout en continuant à apporter un haut niveau de service aux clients historiques de Vibraquipo.

Cette acquisition vient en support au développement des activités de service. Elle permet aussi, grâce aux données collectées, de renforcer la transformation digitale du groupe EPC et l'essor de son activité logicielle. L'activité est consolidée depuis le 1^{er} janvier 2024.

2.2. Acquisition de Blastcon Australia

EPC a acquis le 30 avril 2024 65% des titres de la société Blastcon Australia Pty basée dans le Queensland en Australie, quatrième pays minier au monde (après la Chine, les États-Unis et la Russie) avec plus de 350 sites miniers en activité dans le pays. Après l'acquisition d'EPC Chile en 2022 et la prise de contrôle à 100% d'EPC Andina au Pérou en 2023, le groupe EPC poursuit son développement international dans le service à haute valeur ajoutée au secteur minier.

La société Blastcon Australia a été fondée en 2003, emploie 8 techniciens spécialisés et a réalisé un chiffre d'affaires de 2,7 M AUD (environ 1,6 M€) l'exercice précédent. Elle réalise des missions de conseil, des formations, des études, des audits, du management de performance, pour le secteur minier,

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

la construction d'infrastructures et les carrières en Australie. Blastcon Australia constitue une excellente tête de pont pour développer les activités de service du Groupe sur un marché clef au niveau mondial.

EPC Groupe va mettre à disposition de Blastcon Australia de nouvelles ressources techniques, notamment la suite logicielle Vertex®, qui lui permettra d'accélérer fortement sa croissance. Barry Crowdey, dirigeant fondateur de Blastcon Australia, avec plus de 25 ans d'expérience dans l'exploitation minière (production et développement), les carrières et la construction, continuera d'assurer le développement de la filiale en restant à la direction générale ; il reste également actionnaire aux côtés d'EPC. L'activité est consolidée à compter du 1er juillet 2024.

2.3. Signature de l'avenant de la convention de crédit senior précisant les critères ESG permettant d'ajuster la marge du crédit

Ce trimestre, EPC Groupe et ses partenaires bancaires au sein de sa convention de crédit sénior, notamment BNP Paribas, HSBC, CIC, LBPAM, ont signé un avenant fixant les indicateurs de performance durables qui permettent d'ajuster de 10 points de base la marge applicable au crédit RCF et à la part in fine du crédit mis en place en juillet 2022. EPC s'est engagé à publier ces indicateurs dans le cadre de son état de durabilité dès cette année. Les objectifs fixés ont tous été respectés au 31/12/2024.

La mise en place de ces indicateurs constituait un engagement pris par les parties lors de sa signature. Les critères suivants ont été retenus avec pour chacun un objectif de progression sur toute la durée du crédit :

- Le pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par des Filiales Industrielles et/ou Commerciales ayant une certification santé / sécurité
- Le pourcentage du chiffre d'affaires réalisé des Filiales Industrielles et/ou Commerciales ayant une certification environnementale
- Le niveau d'émission de gaz à effet de serre (en kilogramme) rapporté au chiffre d'affaires du Groupe (soit 1,110 au 31 décembre 2022) calculé conformément à la méthode de l'ADEME.

Ceci traduit de manière concrète l'engagement du groupe et de ses partenaires financiers à toujours progresser dans leur démarche ESG de manière transparente avec les différentes parties prenantes.

2.4. Opération de visite et saisie inopinée des services de l'Autorité de la concurrence française.

Cette intervention ayant eu lieu mi-mai 2024 s'inscrit dans le cadre d'une enquête dans les secteurs de la fabrication et de la distribution d'explosifs à usage civil et du forage-minage pour les carrières et les travaux publics en France.

Comme indiqué par le rapporteur général de l'Autorité de la concurrence, cette opération concerne plusieurs sociétés et ne préjuge bien évidemment pas de la culpabilité des entreprises concernées.

La Société coopère pleinement avec l'Autorité de la concurrence et ne fera aucun autre commentaire. Le cas échéant, elle fera valoir ses droits le moment venu.

2.5. EPC Groupe et TotalEnergies s'associent dans le cadre d'un projet de centrale solaire d'envergure en région Occitanie

Une promesse de bail a été signée avec Total Energies sur un terrain détenu par EPC Groupe en région Occitanie. Cette promesse porte sur une superficie totale pouvant atteindre 42 hectares.

Cette signature intervient dans le cadre d'un projet de centrale solaire qui sera développée, construite et exploitée par TotalEnergies. La puissance estimée (avant étude d'impact) est comprise entre 15 et 20 MWc.

Le projet est en phase d'études et de concertation avec les partenaires locaux avant son dépôt pour instruction auprès des autorités compétentes. Compte tenu des démarches restant à effectuer, la mise en service de cette installation est prévue en 2029.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

La participation du groupe EPC à ce projet s'inscrit de manière cohérente dans la stratégie du Groupe qui entend :

- Participer par les moyens à sa disposition à la transition énergétique et à l'atténuation du changement climatique, que ce soit dans la mine naturelle ou la mine urbaine, ou en mettant à contribution son patrimoine foncier ;
- Valoriser son patrimoine immobilier en saisissant les opportunités qui se présentent.
- Ce projet contribue à valoriser un site industriel en activité, grâce à un projet de production d'électricité décarbonée. Une fois opérationnelle, cette centrale permettra d'alimenter l'équivalent de 12 000 habitants et l'économie de 216 tonnes de CO2 (sur la base d'un projet de 15 MW).

2.6. Prolongation du RCF

Le 4 juillet 2024, le RCF de 30 M€ a été à nouveau prolongé. La date de remboursement a été décalée de juillet 2028 au 20 juillet 2029.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

3 PRINCIPES COMPTABLES

3.1 Principes généraux et normes comptables

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1.1. Conformité aux normes comptables

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil européen adopté le 3 novembre 2008, le Groupe EPC a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union européenne à la date de préparation des états financiers.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

3.1.1.1 Les normes suivantes sont applicables à compter du 1er janvier 2024 sur l'information financière présentée :

- Amendements IAS 1 – Classement des passifs en courant / non courant et passifs non courants assortis de covenants
 - Le premier amendement clarifie les principes de classement d'un passif au bilan en courant ou en non courant
 - Le second amendement :
 - précise que les covenants à respecter après la date de clôture ne doivent pas affecter la classification en courant/non courant à la date de clôture
 - vise à améliorer les informations à fournir sur les dettes à long terme assorties de covenants
- Amendements IAS 7 et IFRS 7 – Accords de financements des dettes fournisseurs. Davantage d'informations à fournir en annexe pour permettre d'évaluer les effets de ces opérations sur :
 - Les passifs et les flux de trésorerie de l'entité initiatrice de l'opération, et
 - Le risque de liquidité découlant de ces opérations
- Amendement IFRS 16 – Dette de loyers dans une opération de cession-bail. Evaluation ultérieure du droit d'utilisation et de la dette de loyers dans une opération de cession-bail (notamment en cas de loyers variables non basés sur un indice ou un taux).

Ces amendements n'ont pas eu d'impact sur les comptes du Groupe

3.1.1.2. Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiées mais ne sont pas applicables au 31 décembre 2024 et n'ont pas été adoptées par anticipation :

- Amendement IAS 21 – Absence de convertibilité
 - Précise dans quelles situations une monnaie est convertible
 - Clarifie comment déterminer le cours de change en l'absence de convertibilité
- Amendements IFRS 7 et IFRS 9 – Classement et évaluation des instruments financiers
 - Précise la date à laquelle un actif ou un passif financier doit être décomptabilisé

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

- Autorise la décomptabilisation des passifs financiers réglés par le biais de systèmes de paiements électronique avant la date de règlements, si des critères spécifiques sont remplis
- Précise l'analyse du critère SPPI pour les prêts indexés aux critères ESG
- IFRS 18 – Présentation et information à fournir dans les états financiers
 - Remplace la norme IAS 1, "Présentation des états financiers"
 - Apporte des modifications significatives à la structure du compte de résultat
 - Renforce les dispositions concernant l'agrégation / désagrégation des éléments des états financiers
 - Requiert des informations sur les indicateurs de la performance définis par la direction (MPM) dans une note dédiée
- IFRS 19 – Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : information à fournir. Réduit les exigences en matière d'informations à fournir dans les notes pour les filiales dont les titres ou la dette ne sont pas cotés.

3.2 Méthodes de consolidation

3.2.1 Périmètre de consolidation

Outre les comptes de 4 Décembre SAS la société-mère, les comptes consolidés comprennent ceux d'EJ Barbier, ceux de la Société Anonyme d'Explosifs et Produits Chimiques ainsi que ceux de ses filiales, sociétés associées et co-entreprises. Cet ensemble forme le Groupe.

Filiales

Les filiales sont toutes les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle, c'est-à-dire lorsque le groupe détient le pouvoir sur ces entités, qu'il a une exposition ou des droits sur leurs rendements variables et lorsqu'il a la capacité d'agir sur leurs rendements. Les états financiers des filiales sont consolidés en suivant la méthode de l'intégration globale, et les intérêts minoritaires sont déterminés sur la base du pourcentage d'intérêt.

L'ensemble des soldes et transactions intragroupes, y compris les profits, pertes et dividendes, est éliminé en consolidation.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, c'est-à-dire le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. L'influence notable est présumée lors de la détention, directe ou indirecte par le biais de filiales, de 20% à 50% des droits de vote. Les états financiers des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Les participations dans des entreprises associées sont présentées sur une ligne distincte du bilan. Les quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence, et le résultat de sortie de ces participations, sont présentés séparément dans le compte de résultat. Les quotes-parts de mouvements des capitaux propres des entreprises associées sont constatées directement en capitaux propres.

Co-entreprises

Les états financiers des co-entreprises, c'est-à-dire les entités dont le contrôle de l'activité économique est partagé entre deux parties ou plus, sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, conformément à l'application IFRS 11.

3.2.2. Opérations intra-groupes

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux entreprises intégrées globalement,
- à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement (utilisé uniquement dans l'information sectorielle qui utilise l'intégration proportionnelle),
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

3.2.3. Conversion en monnaies étrangères

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

La monnaie de fonctionnement des sociétés étrangères correspond à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis selon la méthode dite « du cours de clôture ».

Leurs éléments de bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice et les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées.

Les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Opérations en monnaie étrangère

Les opérations en monnaie étrangère sont converties en euro au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro au cours de change de clôture de l'exercice. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits et charges financiers au compte de résultat.

3.2.4. Activités abandonnées ou en cours de cession et actifs non courants détenus en vue de la vente

Les éléments du compte de résultat relatifs aux activités abandonnées sont présentés sur une ligne isolée pour toutes les périodes présentées. Une activité abandonnée est une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie identifiables et qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique distincte.

Les groupes d'actifs et passifs dont la cession a été décidée au cours de la période sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession doit intervenir dans les 12 mois. Ils sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession.

3.2.5. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Les sociétés entrent dans le périmètre de consolidation à la date à laquelle leur contrôle est transféré au Groupe, et en sortent à la date à laquelle le Groupe cesse d'exercer un contrôle sur elles.

Les acquisitions de filiales sont constatées selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par IFRS3 Révisée – Regroupement d'entreprises.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Les coûts de restructuration et les autres coûts de l'entreprise acquise consécutifs au regroupement et qui répondent à la date de l'acquisition aux critères de constitution de provisions fixés par la norme IAS 37 sont inclus dans les passifs acquis ; les coûts engagés ultérieurement à la date d'acquisition sont comptabilisés dans le compte de résultat opérationnel de la période au cours de laquelle ils sont encourus ou lorsqu'ils répondent aux critères de la norme IAS 37.

L'excédent du coût d'acquisition sur les intérêts du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs enregistrés constitue l'écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition relatifs aux filiales ou co-entreprises sont enregistrés sur une ligne séparée du bilan (note 6.1). Les écarts d'acquisition relatifs aux entreprises associées sont compris dans la valeur comptable de la participation et sont pris en considération dans le test de dépréciation relatif à cet actif.

A l'inverse, si la quote-part des actifs et passifs en juste valeur dépasse le coût d'acquisition, cet excédent est immédiatement enregistré en profit.

L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise peut être ajustée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition ; au-delà de ce délai, le montant de l'écart d'acquisition ne peut être modifié que dans des cas très spécifiques (ajustement du prix, corrections d'erreur).

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissements récurrents, mais des pertes de valeur sont constatées si cela s'avère nécessaire sur la base des résultats des tests de perte de valeur.

Pour la réalisation des tests de perte de valeur, les écarts d'acquisition sont affectés à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ils se rattachent en fonction de l'organisation mise en place par le Groupe.

Les UGT auxquelles un écart d'acquisition est affecté font l'objet de test de perte de valeur au moins une fois par an, ou plus fréquemment s'il existe un indice de perte de valeur.

Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à la valeur comptable de ses actifs, la perte de valeur est affectée en priorité à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs non courants de l'UGT (immobilisations corporelles et incorporelles) au prorata de leur valeur comptable.

Une perte de valeur sur un écart d'acquisition a un caractère irréversible et ne peut donc pas être reprise.

• 3.3. Règles et méthodes d'évaluation

3.3.1 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- L'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- L'évaluation des impôts différés
- Les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- L'évaluation des coûts de démantèlement, décontamination et de remise en état des sites

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

L'impact, connu à ce jour des risques climatiques a été intégré dans les différents modèles d'évaluation utilisés par le groupe.

L'évolution liée aux modifications structurelles des modes de consommation a été prise en compte dans les prévisions. La dépendance du groupe à l'égard de certains fournisseurs ainsi que les fluctuations

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

du prix des matières premières influent sur les prévisions de marge. Enfin les primes d'assurance prévisionnelles intègrent le risque accru lié au changement climatique.

Plusieurs opportunités ont également été intégrées notamment :

- Le développement de l'Economie circulaire lié à la raréfaction et au renchérissement des matériaux primaires pour le bâtiment.
- Le développement de l'industrie extractive des métaux liés à la transition énergétique.

3.3.2 Perte de valeur des actifs

Des tests de perte de valeur sont effectués systématiquement au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, ou plus souvent s'il existe un indice de perte de valeur.

Des tests sont effectués dès qu'il existe un indice de perte de valeur pour les immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie.

Les indices de perte de valeur suivis par le Groupe sont de deux types :

- Externes : matières premières, taux d'intérêts, modification substantielle du contexte réglementaire.
- Internes : incident majeur d'exploitation, baisse d'activité durable, modifications substantielles des conditions et autorisation d'exploitation.

Lorsque le montant recouvrable d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est inférieur à la valeur nette comptable des actifs rattachés à l'UGT, une perte de valeur est constatée.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre, la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie générés par l'UGT, augmentée, le cas échéant, de sa valeur de sortie à la fin de sa durée d'utilité prévue, et la juste valeur diminuée du coût de cession.

Une UGT est définie comme étant le plus petit ensemble d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie de façon indépendante des autres actifs ou ensemble d'actifs du Groupe. Elle inclut les écarts d'acquisition qui lui sont attribuables.

Le groupe compte 3 UGT nommées comme suit :

- Zone Europe - Amérique (France / Royaume-Uni / Scandinavie/ Benelux / Canada / Chili / Italie / Espagne / Maroc / Pérou),
- Zone Mine urbaine France,
- Zone Afrique Moyen Orient Asie (Guinée Conakry / Sénégal / Cameroun / Gabon / Côte d'Ivoire / Burkina Faso / Bénin et Japon / Singapour / Australie et Nouvelle Calédonie).

Les goodwill sont testés au niveau des UGT.

3.3.3. Reconnaissance du produit des activités ordinaires

Le produit des activités ordinaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers, déduction faite des remises et rabais commerciaux, des taxes sur les ventes et autres contreparties variables, et après élimination des ventes intragroupes.

Ventes de biens

Les ventes de biens sont enregistrées lorsque le contrôle est transféré à l'acheteur, ce qui coïncide généralement avec le transfert de propriété.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Prestations de services

Les produits provenant des prestations de services sont enregistrés sur la période durant laquelle les obligations de performance sont remplies.

Contrats de construction

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, et qu'il est probable que le contrat sera rentable, les produits et les coûts du contrat sont comptabilisés en fonction de l'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture (méthode du pourcentage d'avancement). Le degré d'avancement des travaux est déterminé suivant les méthodes suivantes, en fonction de la nature du contrat :

- (1) le rapport existant entre les coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les coûts totaux estimés du contrat ;
- (2) l'examen des travaux exécutés ; ou
- (3) l'achèvement, en termes physiques, d'une partie des travaux du contrat.

Lorsque le résultat d'un contrat de construction ne peut être estimé de façon fiable :

- Les produits ne sont comptabilisés que dans la limite des coûts encourus qui seront probablement recouvrables,
- Les coûts du contrat sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Dans le cas où les prévisions de fin d'affaire sur les contrats de construction font ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée immédiatement en résultat.

3.3.4. Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits d'exploitation comprennent les éléments suivants :

- Production immobilisée
- Subvention d'exploitation
- Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat de l'exercice
- Produits de cession d'immobilisations et de titres consolidés
- Autres produits, dont résultat bénéficiaire sur opérations faites en commun

Les autres charges d'exploitation comprennent les éléments suivants :

- Valeur nette comptable des immobilisations et titres consolidés cédés
- Impôts et taxes
- Autres charges, dont pertes sur opérations faites en commun

3.3.5. Charges et produits financiers

Les charges et produits financiers comprennent les éléments suivants :

- Les charges et produits d'intérêt relatifs à l'endettement net consolidé, lequel se compose des emprunts bancaires, des emprunts obligataires privés, des dettes liées aux contrats de location financement et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.
- Les autres charges versées aux établissements financiers au titre des opérations de financement
- La composante financière du coût des régimes de retraite (charge d'intérêt et rendement attendu des actifs du régime)
- La désactualisation des provisions pour décontamination, démantèlement et dépollution
- Les dépréciations durables et les résultats de cession des titres disponibles à la vente
- Les dividendes reçus des participations non consolidées (les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi).

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

- Les profits et pertes de change résultant des opérations de financement, y compris le cas échéant les effets de la comptabilité de couverture (voir note 5.6.1).

3.3.6. Autres produits et charges opérationnels

Pour assurer une meilleure lisibilité de la performance de l'entreprise, Le groupe présente un agrégat intermédiaire "résultat opérationnel courant" au sein du résultat opérationnel, excluant les éléments qui ont peu de valeur prédictive du fait de leur nature, de leur fréquence et/ou de leur importance relative. Ces éléments, enregistrés en "autres produits opérationnels" et "autres charges opérationnelles", comprennent notamment :

- Les charges des plans de restructurations ou de désengagement d'activités approuvés par la direction du groupe
- L'impact des variations de périmètre
- Le résultat positif ou négatif des litiges sortant de l'exploitation normale du groupe

3.3.7. Impôts sur les résultats

La CVAE est une cotisation assise sur la valeur ajoutée produite par les entités françaises. Le Groupe considère que la valeur ajoutée, base de calcul de la CVAE, est un agrégat intermédiaire du résultat net et comptabilise donc la CVAE comme un impôt sur le résultat.

Les incertitudes fiscales en matière d'impôt sur les bénéfices sont appréhendées conformément à l'interprétation IFRIC 23 et comptabilisées en impôt courant sur la période.

3.3.8. Contrats de location

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le groupe prévoit la comptabilisation de tous les contrats de location au bilan des preneurs, avec constatation d'un actif (représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat) et d'une dette (au titre de l'obligation de paiement des loyers).

Le groupe procède à la valorisation des contrats de location dont la durée est supérieure à 12 mois, et dont la valeur des contrats ne peut être considérée comme de faible valeur.

La durée de location correspond à la période non résiliable de chaque contrat, à laquelle il convient de rajouter toute option de renouvellement, que le groupe est raisonnablement certain d'exercer.

Les taux d'actualisation

Le groupe a retenu le taux implicite lorsque celui-ci existe ; en l'absence de taux implicite, le groupe a développé une méthodologie de calcul d'un taux marginal qui s'appliquerait aux actifs loués en fonction de la maturité du contrat, de sa localisation géographique et du risque pays.

3.3.9. Immobilisations incorporelles

Frais de développement

Les dépenses relatives à un projet de développement sont capitalisées s'ils répondent aux six critères suivants :

- fiabilité technique,
- intention d'achever l'actif et de l'utiliser ou de le vendre,
- capacité à utiliser ou à vendre l'actif,
- probabilité d'avantages économiques futurs (existence d'un marché ou utilisation en interne),
- disponibilité de ressources financières nécessaires à l'achèvement,
- fiabilité de la mesure des dépenses attribuables à l'immobilisation.

Les frais de développement capitalisés sont ensuite amortis sur la durée probable de vie de l'immobilisation incorporelle à partir de sa mise en service.

Autres immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est comptabilisée :

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

- s'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise
- si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti, en utilisant la méthode linéaire sur une durée d'utilité comprise entre 12 mois et 5 ans.

3.3.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode le plus représentatif de la dépréciation économique des biens, suivant la méthode des composants, et sur la durée d'utilité estimée des biens.

Les durées d'amortissement retenues par le Groupe sont les suivantes :

Constructions en dur, merlons	Linéaire 30 ans
Constructions légères, clôtures	Linéaire 15 ans
Matériels et installations de fabrication	Linéaire 12 ans
Installations réseaux (eau, vapeur, électricité, surveillance...)	Linéaire 12 ans
Réservoirs et citernes fixes	Linéaire 12 ans
Foreuse, Pelles, Chargeuses	Dégressif 7 ans, coef 2.1, sur 80% de la valeur brute
Châssis Unité Mobile de Fabrication	Dégressif 10 ans coef 3
Body Unité Mobile de Fabrication	Linéaire 10 ans

3.3.11. Provisions pour démantèlement décontamination

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites de production du Groupe, les coûts correspondants sont estimés et activés. La provision est comptabilisée initialement à la mise en service de l'immobilisation en contrepartie du coût de revient amortissable de l'immobilisation.

Les coûts de démantèlement et de décontamination constituent une obligation immédiate, qui se traduit dans les comptes consolidés par une augmentation de valeur des actifs et l'enregistrement d'une provision correspondante.

Les provisions environnementales sont calculées selon un modèle qui évalue les coûts de démantèlement, de décontamination et de dépollution des sols. La provision est calculée site par site et est estimée à partir de la valeur actuelle des coûts attendus des travaux concernés, en fonction de l'étude historique des activités réalisées sur le site. Ces éléments sont systématiquement affinés et mis à jour à travers des campagnes de prélèvement réalisées par un organisme extérieur. Le montant est évalué sur la base des retours d'expérience réalisés sur des sites du groupe. Les opérations effectuées chaque année permettent de mettre à jour les bases de calcul. Ces coûts font l'objet d'une actualisation calculée en fonction de la durée de vie estimée des lignes de production et des sites industriels.

3.3.12. Provisions pour dépollution

Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan).

Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges lors de leur réalisation.

3.3.13. Immeubles de placement

Selon IAS 40, un immeuble de placement est un bien immobilier, détenu par le propriétaire (ou par le preneur dans un contrat de location, au titre d'un droit d'utilisation constaté selon IFRS 16) :

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

- pour en retirer des loyers ;
- pour en valoriser le capital ; ou
- pour les deux.

Ne constitue donc pas un immeuble de placement, un bien immobilier :

- utilisé dans la production ou la fourniture de biens et services ou à des fins administratives ; ou
- ayant pour objectif d'être vendu dans le cadre de l'activité ordinaire.

Deux modèles de valorisation de ces actifs sont autorisés pour évaluer les immeubles de placement, après leur comptabilisation initiale : le modèle du coût amorti et le modèle de la juste valeur.

Le Groupe a retenu la méthode du coût amorti. Ces actifs sont évalués conformément aux dispositions de la norme IAS 16, à leur coût diminué du cumul des amortissements évalués et comptabilisés selon la norme IAS 16 et du cumul des pertes de valeur évaluées et comptabilisées selon la norme IAS 36.

3.3.14 Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers correspondent aux titres de participations non consolidées et aux créances rattachées à ces participations.

Les titres de participations non consolidées représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées en raison de leur caractère peu significatif.

Une perte de valeur est constatée en résultat financier en cas de baisse durable de leur valeur, déterminée sur la base des critères financiers appropriés à la situation de chaque société, tels que la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

Les créances rattachées à des participations sont dépréciées lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur valeur au bilan.

3.3.15. Instruments financiers dérivés

Afin d'atténuer le risque de volatilité des devises étrangères et de réduire son exposition aux risques de fluctuation des taux d'intérêts, le Groupe peut avoir recours à des instruments financiers. Le Groupe applique les principes comptables spécifiques de la comptabilité de couverture dans la mesure où il est démontré que les relations de couverture entre les instruments dérivés et le risque couvert remplissent les conditions requises pour en permettre l'utilisation.

L'efficacité de la couverture sur le plan comptable est vérifiée par le rapport des variations de valeur du dérivé et du sous-jacent couvert, ce rapport devant rester dans une fourchette comprise entre 80 et 125%.

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan pour leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur des instruments dérivés sont comptabilisées selon les principes suivants :

- pour les instruments de couverture documentés en couverture de flux futurs, les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres pour la partie efficace. La partie inefficace est enregistrée en résultat.
- pour les instruments de couverture documentés en couverture de juste valeur et les instruments non documentés, les variations de juste valeur sont enregistrées au compte de résultat.

La valeur de marché des instruments financiers est généralement déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeur nationale ou un marché de gré à gré. Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur se fonde sur des estimations réalisées à l'aide de techniques d'actualisation ou autres.

3.3.16. Stocks

Les stocks sont enregistrés au plus faible du coût de revient et de la valeur nette de réalisation. Le coût est calculé selon la méthode FIFO (premier entré premier sorti), ou au coût moyen unitaire pondéré.

Le coût des produits en cours de production et des produits finis détenus en stocks inclut les matières premières, la main d'œuvre directe et une portion adéquate des charges de production variables et fixes, celles-ci étant affectées sur la base des capacités opérationnelles normales.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

3.3.17. Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur.

Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

Pour les contrats d'affacturage ne répondant pas aux critères de décomptabilisation de la norme IFRS 9, le retraitement de l'affacturage est opéré. Le poste « Clients » est corrigé des créances cédées et le poste « Dettes financières court terme » enregistre la dette contractée auprès de l'établissement financier.

3.3.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les valeurs mobilières de placement.

Les équivalents de trésorerie se composent des placements sans risque dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois. Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier de la période.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont présentés nets des concours bancaires courants.

3.3.19. Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

3.3.20. Coûts d'emprunts

L'amortissement des frais d'émission sur la durée de vie des emprunts existants est réalisé de manière linéaire, l'écart par rapport à une méthode actuarielle étant peu significatif.

3.3.21. Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode bilantielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, ainsi que sur les déficits reportables, dans la mesure où il est probable que le Groupe dispose de bénéfices futurs imposables sur lesquels ces déficits pourront être imputés.

Les impôts différés sont déterminés à l'aide des taux d'impôts (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

3.3.22. Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont comptabilisés à leur juste valeur, qui, dans la plupart des cas, correspond à leur valeur nominale.

3.3.23. Avantages au personnel

Le Groupe propose à ses salariés différents régimes de retraite, des indemnités de fin de contrat et d'autres avantages, qui dépendent des législations locales et des pratiques adoptées par chacune des filiales.

Les indemnités de fin de contrat correspondent généralement à des montants calculés sur la base de l'ancienneté du salarié et de son salaire annualisé à l'âge du départ à la retraite ou à la fin du contrat.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

3.3.24. Obligations en matière de retraites

Régimes à cotisations définies

Le Groupe comptabilise en charges le paiement des cotisations lorsqu'elles sont encourues. Le complément de retraite par capitalisation à cotisation définies (PERO) mis en place chez EPC se poursuit sur l'exercice.

Régimes à prestations définies

Les estimations des obligations du Groupe au titre des régimes de retraite à prestations définies et des indemnités de départ en retraite sont calculées annuellement, conformément à l'amendement publié par l'IFRIC IAS 19 « Avantages du personnel », par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée sur la période au cours de laquelle le salarié rend les services. Pour les régimes à prestations définies qui sont plafonnés, corrélés à l'ancienneté et requièrent la présence du bénéficiaire dans l'entreprise au moment de son départ en retraite, l'obligation est étalée entre la date à laquelle les services rendus ont commencé à générer des droits et la date à laquelle les services additionnels cessent de générer des droits. Lorsque les engagements relatifs aux avantages au personnel sont financés par des fonds externes, ceux-ci sont pris en compte à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations, ainsi que l'écart entre le rendement attendu à long terme des investissements des fonds de pension et le rendement réellement obtenu sont traités comme des gains et pertes actuariels, et enregistrés en capitaux propres sur l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. L'effet des modifications de plans sur les obligations des sociétés du Groupe est reconnu au compte de résultat.

3.3.25. Paiements en actions

La holding 4 Décembre qui a pris le contrôle du Groupe EJB détenteur de la majorité des parts du Groupe EPC a mis en place le 17 décembre 2020 un plan de rémunération en instruments de capitaux propres de ses propres titres sous la forme d'attribution d'actions gratuites aux dirigeants et aux salariés de l'entreprise.

Le plan d'actions gratuites rentre dans le champ d'application de la norme IFRS 2, comme des paiements fondés sur des actions et instruments de capitaux propres. Ce plan est soumis à des conditions de présence et de performance. Les actions gratuites ont été valorisées et feront l'objet d'un étalement car les droits seront exerçables lors de la liquidation de la société et si un taux de rendement net des investisseurs financiers minimum est atteint.

Au 31 décembre 2023, les actions attribuées dans le cadre de ce plan ont été totalement acquises par les dirigeants et salariés. Une période de conservation sera soumise aux dirigeants et salariés de l'entreprise.

Au cours de l'exercice 2024 deux nouveaux plans de stock-options ont été attribués aux salariés du Groupe EPC

- Un premier plan de stock-options au nombre de 39 105 options au mois de janvier 2024 et dont les droits ont été totalement acquis fin février 2024.
- Un second plan de stock-options au nombre de 21 545 options fin juin 2024 et dont les droits ont été totalement acquis au cours du second semestre 2024

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Ces plans de stock-options sont dénoués en actions EPC. La date d'attribution correspond à la date à laquelle les bénéficiaires sont informés de la décision et des modalités d'octroi du plan. Les plans sont uniquement soumis à des conditions de service.

La juste valeur totale est évaluée à la date d'attribution des options à partir d'une approche Black & Scholes. Une charge de personnel est enregistrée en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées. La charge correspond à la juste valeur des plans d'options de souscription et d'achats d'actions, laquelle est comptabilisée linéairement dans le compte de résultat sur toute la période d'acquisition des droits. Cette Juste valeur ne fait pas l'objet d'une réévaluation ultérieure, seuls les droits acquis pour services rendus pourront être ajustés au niveau des charges de personnel.

3.3.26. Provisions

Conformément à IAS 37, les provisions sont constatées lorsque :

- il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation ; et
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

3.3.27. Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que le Groupe remplira les conditions attachées à la subvention, et que la subvention sera reçue.

Les subventions attachées à des actifs (subventions d'investissement) sont présentées en produit différé au passif, puis rapportées au compte de résultat, sur une base systématique, pendant la durée de vie utile de l'actif, en « Autres produits ».

Les subventions liées au résultat sont présentées en tant que crédit au compte de résultat dans la rubrique « autres produits », sur une base systématique sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts qu'elles sont destinées à compenser.

3.3.28. Distribution de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires du Groupe sont enregistrées en dettes au cours de la période durant laquelle elles ont été autorisées par les actionnaires.

3.3.29. Exposition aux risques financiers

Risque de change

Afin d'atténuer le risque de change, le Groupe a parfois recours à des contrats à terme. La comptabilisation de ces instruments est décrite en note 3.3.15.

Risque de Crédit

En matière de risque client, le portefeuille est suffisamment large pour considérer que ce risque ne constitue pas un enjeu significatif. Le recours à des bases de données externes d'analyse du risque est pratiqué régulièrement.

Le groupe suit son exposition sur chaque client. Un programme groupe d'assurance-crédit a été mis en place avec la Coface afin de faire face à de potentiels impayés. Cet organisme nous permet également en amont d'avoir des renseignements sur la qualité financière des contreparties.

Risque de liquidité

La Direction Financière du Groupe s'assure auprès des diverses filiales de la mise en place des ressources financières suffisantes pour faire face au risque de liquidité.

Depuis 2014, il a été mis en place une centralisation de trésorerie pour les filiales françaises. Des contrats d'affacturage ont également été signés en France, au Royaume-Uni, en Belgique, en Italie et en Espagne pour participer à une meilleure gestion de ce risque.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Risque de taux d'intérêt

Le groupe privilégie pour tous ses emprunts à moyen et long terme les taux d'intérêts fixes. Aujourd'hui, la grande majorité de l'endettement du groupe est à taux fixe.

3.3.30. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan du Groupe sont régulièrement suivis par les filiales et la Direction Financière du Groupe. Ce processus prévoit la transmission des informations relatives aux engagements donnés suivants :

- Avals et cautions
- Garantie d'actif et de passif
- Hypothèques & nantissements
- Autres engagements

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

4. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. Répartition du chiffre d'affaires

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Europe Méditerranée et Amérique	389 572	392 526
Afrique Moyen Orient et Asie	100 506	89 595
Total des produits des activités ordinaires	490 078	482 121

Le chiffre d'affaires sur l'exercice 2024 s'établit à 490,1 M€ contre 474,7 M€ (hors activité des additifs) en 2023, soit en hausse de 2,8% à taux de change et périmètre constant. La première consolidation des sociétés Vibraquipo et Vibratesting, dès le 1^{er} trimestre 2024, et Blastcon Australia, à compter du 3^{ème} trimestre 2024, a eu un impact positif de +0,2 point de croissance, alors que les variations de change ont eu un impact favorable de +0,2 point.

La comparaison en taux de change et périmètre constant convertit le chiffre d'affaires 2023 avec le taux de change moyen de 2024 et ajoutant (ou excluant) les entrées (ou sorties) de périmètre.

4.2. Autres achats et charges externes Autres achats et charges externes

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023(*)
Autres services extérieurs	(7 249)	(7 461)
Locations	(15 257)	(16 226)
Prestations générales Groupe	(115)	193
Entretien et grosses réparations	(14 817)	(13 990)
Commissions sur ventes	(1 307)	(1 344)
Frais de transport	(25 910)	(24 985)
Frais de déplacement (*) ⁽¹⁾	(14 280)	(12 047)
Intérimaires	(10 765)	(9 044)
Assurance	(7 171)	(6 575)
Honoraires	(9 629)	(7 547)
Autres achats et charges externes	(8 740)	(8 371)
Total des autres achats et charges externes	(115 240)	(107 397)

(*) Pour une meilleure comparabilité des comptes avec 2024, une charge de 1.646k€ a été reclassée sur les frais de déplacement en 2023. La contrepartie est une diminution des achats consommés pour le même montant

- (1) La hausse des frais de déplacement et de transport est liée à la hausse du chiffre d'affaires et à l'impact de la consolidation d'Adex au 1^{er} juillet 2023 et à l'harmonisation des conditions de grands déplacements au sein d'EPC Demosten faisant suite à la fusion.

4.3. Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Production stockée de biens	(129)	336
Variation d'en-cours de production de biens	738	1 971
Variation d'en-cours de production de services	-	-
Total	609	2 307

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

4.4. Charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Rémunérations	(88 945)	(84 279)
Charges sociales	(35 640)	(32 404)
Autres charges ou produits ⁽¹⁾	(2 831)	(2 633)
Attribution d'actions gratuites	(2 741)	(259)
Total charges de personnel	(130 157)	(119 575)

La hausse des charges de personnel est liée à l'augmentation des effectifs des entités en pleine croissance et notamment la société de développement de logiciels Diogen et la société qui porte la recherche et le développement du Groupe EPC 2i.

Le plan EPC Share contribue également à cette augmentation pour 2,7 M€.

Effectifs consolidés au 31 décembre 2024

Catégorie de personnel (Intégration globale)	31 décembre 2024	31 décembre 2023(*)
Ingénieurs et cadres	411	379
Agents de maîtrise, techniciens & employés	1080	969
Ouvriers	733	766
Total des effectifs des sociétés intégrées globalement	2 224	2 114
Co-Entreprises	673	724
Total des effectifs	2 897	2 838

(*) effectifs corrigés

Les effectifs sont pris en compte à 100% pour toutes les sociétés y compris pour les co-entreprises.

4.5. Dotations et reprises de provisions

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Sinistres (1)	871	(1 402)
Litiges	(20)	(294)
Démantèlement, dépollution (2)	133	(1 169)
Pertes à terminaison	137	684
Garanties (5)	(300)	0
Autres pour Risques et Charges (3)	81	(1 297)
Clients (4)	(345)	(889)
Stocks	(425)	(173)
Autres actifs circulants (5)	173	(266)
Total des dotations et reprises de provisions	306	(4 806)

(1) Provisions sur sinistres chez EPCapré, captive d'assurance.

(2) Les variations des provisions de démantèlement et dépollution concernent principalement EPC UK, EPC Suède, EPC France et EPC Italia.

(3) En 2023, les variations des provisions pour risques et charges concernaient principalement EPC France (mise à jour du coût de traitement de déchets : -1 M€).

(4) Sont provisionnés les crédits de TVA sur certaines filiales dont la recouvrabilité est incertaine.

(5) Les provisions pour garanties concernent EPC 2i.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

4.6. Autres produits et charges d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Production immobilisée (1)	2 808	4 174
Subventions d'exploitation	362	162
Subventions d'investissement virées au compte de résultat	117	53
Produits de cession d'immobilisations (2)	1 043	5 690
Autres produits d'exploitation	1 429	1 340
Total autres produits	5 759	11 419
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(1 299)	(2 478)
Impôts et taxes	(4 344)	(3 758)
Autres charges d'exploitation	(2 845)	(2 522)
Total autres charges	(8 488)	(8 758)
Total autres produits et charges d'exploitation	(2 729)	2 661
Plus ou moins-value sur cession d'immobilisations	(256)	3 212

(1) Des Equipements ont été réalisés par EPC 2I et facturés aux filiales utilisatrices notamment pour les nouveaux contrats enregistrés. Pour mémoire, la marge interne est éliminée en consolidation.

(2) Pour mémoire, en 2023, les autres produits d'exploitation intégraient une plus-value de cession immobilière importante sur les ventes de terrains réalisées chez EPC UK pour 2,3M€ et EEI (Portugal) pour 0,8M€ dont la VNC s'élevait à 0,2M€, ainsi que la cession des équipements de production des additifs pour 1.9M€ et dont la VNC est d'1,3M€.

4.7. Autres produits et charges opérationnels

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Frais d'acquisition sur titres de participation	(88)	-
Frais de restructuration	(114)	-
Autres frais	-	(620)
Total autres produits et charges opérationnels	(202)	(620)

Sur l'exercice 2024, les frais d'acquisitions sont liés aux coûts engagés lors des prises de contrôle de Blastcon Australia et des entités espagnoles Vibraquipo & Vibratesting. Les frais de restructuration concernent la Guinée.

Pour rappel en 2023, les autres frais comprenaient les frais de restructuration sur EPC Chemicals à la suite de l'arrêt de la production des Additifs Diesel.

4.8. Frais de recherche et développement

Le Groupe ne pratique pas de recherche fondamentale.

Les frais de développement sont portés à l'actif dès lors que les critères mentionnés dans la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles » sont démontrés. En 2024, certains de ces critères n'étant pas remplis, l'ensemble de ces coûts a été comptabilisé en charges.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Les charges imputables sur l'exercice se résument comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2024	Exercice 2023
Frais de recherche	3 136	2 987
Total	3 136	2 987

La Recherche & Développement 2024 concerne principalement les explosifs civils.

4.9. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	-	142
Charges d'intérêts	(5 866)	(5 835)
Coût de l'endettement financier net	(5 866)	(5 693)
Pertes de change (1)	(678)	(1 135)
Gains de change (1)	856	212
Coût financier sur avantages au personnel («interest cost»)	(541)	(496)
(Charge) / produit de désactualisation des provisions (2)	1 353	1 126
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	-	30
Dotations et reprises aux provisions financières (3)	175	(123)
Autres charges financières	(245)	(518)
Autres produits financiers	801	578
Autres produits et charges financiers	1 721	(326)
Total du résultat financier	(4 145)	(6 019)

(1) Les gains et pertes de changes sont dues aux variations de l'Euro vis-à-vis des autres devises.

(2) La variation des charges de désactualisation est imputable à l'augmentation des taux d'actualisation des provisions pour démantèlement & dépollution.

(3) Les reprises de provisions sont principalement constituées des reprises de provisions sur les actifs financiers de Kemek US.

Réconciliation des « dividendes reçus » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dividendes reçus des sociétés non consolidées	-	29
Variation des créances sur dividendes à recevoir	-	-
Dividendes reçus – Tableau de Flux de Trésorerie	-	29

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

4.10. Impôt sur les résultats

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
(Charge) / produit d'impôts exigibles	(4 791)	(4 314)
(Charge) / produit d'impôts différés	339	264
Total	(4 452)	(4 050)
Impôt reclassé en activités abandonnées	-	-
(Charge) produit d'impôt éliminé sur le tableau de flux de trésorerie	(4 452)	(4 050)

Le montant de l'impôt comptabilisé comprend la CVAE pour (218) K€ au titre de l'exercice 2024, contre (374) K€ en 2023.

Rapprochement entre impôt théorique au taux légal d'imposition France et impôt effectif :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Résultat avant impôt et part du résultat des entreprises mises en équivalences	14 505	13 448
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	25,00%	25,00%
Impôt théorique attendu	(3 626)	(3 362)
Déficits reportables de la période non activés	(2 196)	(1 834)
Déficits antérieurs non activés utilisés sur la période	2 552	1 153
Désactivation des déficits (1)	1 328	135
Incidence de la variation de taux (report variable)	(3)	(2)
Différentiel de taux sur résultat étranger	(358)	(171)
Autres différences (2)	1 931	315
Impôt comptabilisé	(4 234)	(4 050)
CVAE	(218)	(281)
Impôt compte de résultat	(4 452)	(3 722)

(1) Au 31 décembre 2024, le montant du déficit utilisable dans le cadre de l'intégration fiscale en France s'élève à 12 553 K€. En raison des bénéfices prévisionnels évalués par le groupe, le montant des actifs d'impôt différé constaté au titre du déficit reportable au titre de l'intégration fiscale s'élève à 1 583 K€. Ce montant correspondait à l'impôt calculé sur le bénéfice prévisionnel des cinq prochaines années, imputable sur les déficits antérieurs. Par ailleurs, le déficit italien a été intégralement activé conduisant à la reconnaissance d'un impôt différé actif de 1 686 K€ au 31 décembre 2024. Les perspectives économiques favorables sur l'Italie permettent de reconnaître les impôts différés actifs sur les déficits fiscaux antérieurs.

Pour rappel au 31 décembre 2023, le montant des actifs d'impôt différé reconnu au titre des déficits reportables de l'intégration fiscale française s'élevait à 1 941 K€.

(2) Les autres différences comprennent notamment les impacts suivants :

- Les plans de stock-options pour (0,7) M€
- Les quotes-parts sur dividendes pour (0,6) M€
- Les autres différences permanentes relatives aux activités exonérées de taxes pour (0,6) M€.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Les taux d'impôt applicables sont les suivants :

Pays	Impôts différés 2024	Réel 2024	Réel 2023
Australie	30%	30%	30%
Belgique	25%	25%	25%
Bénin	30%	30%	30%
Burkina Faso	27,5%	27,5%	27,5%
Espagne	25%	25%	25%
France	25%	25%	25%
Royaume-Uni	25%	25%	25%
Guinée	30%	30%	30%
Irlande	12,5%	12,5%	12,5%
Italie	27,9%	27,9%	27,9%
Luxembourg	24,94%	24,94%	24,94%
Maroc	20%	20%	31%
Norvège	22%	22%	22%
Portugal	21%	21%	21%
Sénégal	30%	30%	30%
Suède	20,6%	20,6%	20,6%
Gabon	30%	30%	30%
Japon	30,62%	30,62%	30,62%
Emirats Arabes Unis	0%	0%	0%
Arabie Saoudite	20%	20%	20%
Cameroun	27,5%	27,5%	27,5%
Côte d'Ivoire	25%	25%	25%
Canada	26,5%	26,5%	26,5%
Chili	27%	27%	27%
Nouvelle Calédonie	35%	35%	35%
Pérou	29,5%	29,5%	29,5%
Singapour	17%	17%	17%

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5. NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

5.1 Ecart d'acquisition

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Au 31 décembre 2023		
Valeur brute	888	888
Pertes de valeur cumulées	0	0
Valeur nette à l'ouverture	888	888
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	0	0
Variations de périmètre (1)	1 594	0
Ecart de conversion	(32)	0
Pertes de valeur enregistrées en résultat	0	0
Au 31 décembre 2024		
Valeur brute	2 450	888
Pertes de valeur cumulées	0	0
Valeur nette à la clôture	2 450	888

(1) La variation de périmètre est liée à l'entrée dans le périmètre des sociétés Blastcon, Vibraquipo et Vibrateesting.

Tests de perte de valeur

Les nouvelles prévisions ont été calculées en réajustant à la hausse les prévisions antérieures. Elles traduisent :

- les hausses de prix des matières
- la concrétisation de nombreux projets dans le domaine de l'extraction de matières premières dans les zones où le groupe est présent (Canada, Afrique, Moyen-Orient notamment)
- la confirmation de l'impact positif des nouvelles réglementation mises en place sur le recyclage des déchets du bâtiment sur les activités déconstruction et économie circulaire.
- la prise en compte des enjeux climatiques.

Ces nouvelles perspectives conduisent à donner encore davantage de confort sur les tests de dépréciation qui ont été réalisés au niveau du Groupe EPC. Les tests de sensibilité réalisés aux bornes du Groupe EPC ne conduisent pas à identifier des pertes de valeur.

Il est à préciser que lors de la prise de contrôle du Groupe EJB, le Groupe 4 Décembre a comptabilisé un Badwill.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Le détail du calcul des écarts d'acquisition enregistrés en 2024 au titre des acquisitions de Vibraquipo, Vibratesting et Blastcon est présenté ci-dessous :

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Entrée de périmètre
Immobilisations incorporelles	5.2	240
Immobilisations corporelles	5.3	391
Total actifs non courants		631
Clients et autres débiteurs		193
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.16	208
Total actifs courants		401
Total actifs		1 033
Dettes financières non courantes	5.10.1	192
Passifs d'impôts différés	5.11	59
Autres passifs long terme		62
Total passifs non courants		313
Fournisseurs et autres créditeurs		40
Dettes d'impôt		65
Dettes financières courantes	5.10.2	2
Autres passifs courants		72
Total passifs courants		179
Total passifs		493
Actif net (a)		540
Minoritaires Blastcon (b)		(41)
Compléments de prix Blastcon (c)		287
Prix des acquisitions (d)	5.16	1 888
Ecart d'acquisition -(a)+(b)+(c)+(d)	6.1	1 594

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.2 Immobilisations incorporelles

5.2.1 Immobilisations incorporelles au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions , brevets, licences	Frais de développement	Droit au bail	Autres Immos incorp. & en cours	Total
Au 31 décembre 2023					
Valeurs brutes	6 605	1 181	37	3 060	10 883
Amortissements cumulés et dépréciations	(4 325)	(979)		(1 245)	(6 549)
Valeur nette au 31 décembre 2023	2 280	202	37	1 815	4 334
Variations de l'exercice					
Acquisitions	360	1		1 204	1 565
Variations de périmètre	5			235	240
Cession	(64)				(64)
Ecart de conversion	3	(14)		24	13
Amortissements et dépréciations	(353)	(82)		(336)	(771)
Reclassements	302	(13)		(230)	59
Valeur nette au 31 décembre 2024	2 533	94	37	2 712	5 376
Au 31 décembre 2024					
Valeurs brutes	7 212	1 152	37	4 293	12 694
Amortissements cumulés et dépréciations	(4 679)	(1 058)		(1 581)	(7 318)
Valeur nette au 31 décembre 2024	2 533	94	37	2 712	5 376

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.2.2 Immobilisations incorporelles au 31 décembre 2023

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Frais de développement	Droit au bail	Autres Immos incorp. & en cours	Total
Au 31 décembre 2022					
Valeurs brutes	6 347	1 164	37	3 090	10 638
Amortissements cumulés et dépréciations	(3 916)	(884)		(1 099)	(5 899)
Valeur nette au 31 décembre 2022	2 431	280	37	1 991	4 739
Variations de l'exercice					
Acquisitions	283	15		129	427
Variations de périmètre					
Ecart de conversion		(2)		(14)	(16)
Amortissements et dépréciations	(445)	(91)		(235)	(771)
Reclassements	11			(22)	(11)
Valeur nette au 31 décembre 2023	2 280	202	37	1 815	4 334
Au 31 décembre 2023					
Valeurs brutes	6 605	1 181	37	3 060	10 883
Amortissements cumulés et dépréciations	(4 325)	(979)		(1 245)	(6 549)
Valeur nette au 31 décembre 2023	2 280	202	37	1 815	4 334

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.3 Immobilisations corporelles

5.3.1 Immobilisations corporelles au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains & constr.	Total ITMO (1)	Autres Immos corp.	Immos en cours et avances	Total
Au 31 décembre 2023					
Valeurs brutes	83 845	127 112	52 207	8 197	(271 362)
Amortissements cumulés et dépréciations	(29 937)	(87 099)	(36 609)	(64)	(153 709)
Valeur nette au 31 décembre 2023	53 908	40 013	15 598	8 133	117 652
Variations de l'exercice					
Acquisitions	1 356	9 459	3 624	10 471	24 910
Variations de périmètre	176	64	151	-	391
Cessions	(44)	(994)	(218)	0	(1 256)
Ecart de conversion	418	122	(53)	211	698
Amortissements et dépréciations	(3 154)	(10 134)	(4 462)	-	(17 750)
Autres mouvements	1 441	2 132	1 649	(5 578)	(356)
Valeur nette au 31 décembre 2024	54 101	40 662	16 289	13 237	124 289
Au 31 décembre 2024					
Valeurs brutes	87 282	136 342	56 719	13 301	293 644
Amortissements cumulés et dépréciations	(33 181)	(95 680)	(40 430)	(64)	(169 355)
Valeur nette au 31 décembre 2024	54 101	40 662	16 289	13 237	124 289

(1) Installations techniques, matériel et outillage.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.3.2 Immobilisations corporelles au 31 décembre 2023

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains & constr.	Total ITMO (1)	Autres Immos corp.	Immos en cours et avances	Total
Au 31 décembre 2022					
Valeurs brutes	77 867	117 873	46 847	14 290	256 877
Amortissements cumulés et dépréciations	(28 794)	(83 021)	(33 809)	-	(145 624)
Valeur nette au 31 décembre 2022	49 073	34 852	13 038	14 290	111 253
Variations de l'exercice					
Acquisitions	2 131	9 021	5 340	5 851	22 343
Variations de périmètre	8	8	4	-	20
Cessions	(326)	(1 892)	(45)	-	(2 263)
Ecart de conversion	292	(7)	(23)	(77)	185
Amortissements et dépréciations	(3 109)	(7 305)	(4 315)	(64)	(14 793)
Autres mouvements	5 839	5 336	1 599	(11 867)	907
Valeur nette au 31 décembre 2023	53 908	40 013	15 598	8 133	117 652

5.4 Droits d'utilisation

5.4.1 Droits d'utilisation au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Droit d'utilisation immobilière	Droit d'utilisation ITMO	Autres Immos corp.	Total
Valeur nette au 31 décembre 2023	6 493	14 492	6 071	27 056
Valeurs brutes	13 570	41 305	16 151	71 026
Amortissements cumulés et dépréciations	(7 077)	(26 813)	(10 080)	(43 970)
Valeur nette au 31 décembre 2023	6 493	14 492	6 071	27 056
Variations de l'exercice				
Acquisitions	1 058	4 916	6 110	12 083
Cessions	0	(124)	80	(44)
Ecart de conversion	23	235	86	344
Amortissements et dépréciations	(2 596)	(5 735)	(3 861)	(12 192)
Autres mouvements	734	763	1 268	2 765
Valeur nette au 31 décembre 2024	5 712	14 547	9 754	30 012
Valeurs brutes	14 695	43 272	20 296	78 263
Amortissements cumulés et dépréciations	(8 983)	(28 725)	(10 543)	(48 251)
Valeur nette au 31 décembre 2024	5 712	14 547	9 754	30 012

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.4.2 Droits d'utilisation au 31 décembre 2023

<i>En milliers d'euros</i>	Droit d'utilisation immobilière	Droit d'utilisation ITMO	Autres Immos corp.	Total
Au 31 décembre 2022				
Valeurs brutes	12 198	38 299	15 265	65 762
Amortissements cumulés et dépréciations	(5 214)	(26 276)	(9 715)	(41 205)
Valeur nette au 31 décembre 2022	6 984	12 023	5 550	24 557
Variations de l'exercice				
Acquisitions	676	6 914	3 325	10 915
Cessions	0	(129)	0	(129)
Ecart de conversion	12	94	35	141
Amortissements et dépréciations	(2 078)	(5 160)	(3 032)	(10 270)
Autres mouvements	899	750	193	1 842
Valeur nette au 31 décembre 2023	6 493	14 492	6 071	27 056
Valeurs brutes	13 570	41 305	16 151	71 026
Amortissements cumulés et dépréciations	(7 077)	(26 813)	(10 080)	(43 970)
Valeur nette au 31 décembre 2023	6 493	14 492	6 071	27 056

Réconciliation des « Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles » des notes 5.2 et 5.3 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	1 565	426
Acquisitions d'immobilisations corporelles	24 910	22 343
	26 475	22 769
Variation des dettes sur acquisitions d'immo. corporelles et incorporelles	21	(238)
	21	(238)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles – Tableau de Flux de Trésorerie	26 496	22 531

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.5 Participation dans les mises en équivalence

Le groupe détient des participations dans sept co-entreprises : Kemek, Kemek US, EPC-B SCRL, Modern Chemicals and Services, Nitrokemine Guinée, Société de Minage en Guinée (maison mère de Nitrokemine Guinée) et Arabian Explosives.

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Valeur à l'ouverture	39 379	33 251
Quote-part du résultat	12 661	13 001
Ecart de conversion	1 901	(784)
Dividendes (1)	(10 932)	(5 976)
Variation de périmètre	-	-
Ecarts actuariels net d'impôts différés	9	(109)
Autres variations	-	(4)
Valeur à la clôture	43 017	39 379

(1) Les dividendes ont été versés par KEMEK, MCS, NKMG et SMG.

Les co-entreprises du Groupe ont été regroupées au 31 décembre 2024 par secteur géographique, Afrique Moyen-Orient Asie (AMOA) ou Europe – Amérique (EUR), les sociétés d'une même zone présentant en effet des caractéristiques similaires en termes de risque et de rendement attendu. Ces co-entreprises regroupées par zone (et non pas prises individuellement) sont jugées significatives du fait de la forte contribution du Résultat des Mises en Equivalence au Résultat Net du groupe.

Société	Pays d'implantation	Secteur	Principale activité	% d'intérêt au 31/12/2024	% d'intérêt au 31/12/2023
Arabian Explosives	Emirats Arabes Unis	AMOA	Production et distribution d'explosifs	20%	20%
Kemek	Irlande	EUR	Production et distribution d'explosifs	50%	50%
Kemek US	Etats-Unis	EUR	Distribution d'explosifs	50%	50%
Modern Chemicals & Services	Arabie Saoudite	AMOA	Production d'explosifs et forage minage	40%	40%
Nitrokemine Guinée	Guinée	AMOA	Production et distribution d'explosifs	50%	50%
Société de Minage en Guinée	France	AMOA	Holding	50%	50%
EPC-B SCRL	Belgique	EUR	Production et distribution d'explosifs	67%	67%

Les informations financières résumées au 31 décembre 2024 (à 100%) des co-entreprises sont présentées ci-dessous. Les montants présentés sont l'addition des montants figurant dans les états financiers individuels des co-entreprises établis en application des normes IFRS (hors élimination des opérations réciproques).

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.5.1 Etat de la situation financière aux 31 décembre 2023 et 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Secteur Afrique Moyen Orient Asie (1)	Secteur Europe Amérique (2)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Actifs non courants	70 356	9 642	79 998	76 695
Actifs courants	98 566	15 500	114 066	85 759
Total des actifs	168 922	25 142	194 064	162 454
Capitaux propres part de l'entité	104 894	17 884	122 778	109 867
Participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
Passifs non courants	16 364	3 295	19 659	15 456
Passifs courants	47 665	3 963	51 628	37 131
Total des passifs et des capitaux propres	168 922	25 142	194 064	162 454
Trésorerie et équivalent de trésorerie	20 016	6 828	26 844	12 264
Passifs financiers non courants auprès des établissements de crédit (1)	4 023	-	4 023	5 482
Passifs financiers non courants auprès des partenaires	-	-	-	-
Passifs financiers courants auprès des établissements de crédit (1)	16 034	-	16 034	4 074
Passifs financiers courants auprès des partenaires	3 029	-	3 029	4 161

- (1) Le prêt accordé à Modern Chemicals & Services par le Saudi Investment Development Fund (SIDF) a été intégralement remboursé sur l'exercice. Une nouvelle ligne de crédit d'un montant de 110 MSAR a été souscrite auprès d'une banque commerciale saoudienne à des fins de financer le BFR et les investissements futurs de la co-entreprise

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.5.2 Compte de résultat au 31 décembre 2023 et 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Secteur Afrique Moyen Orient (1)	Secteur Europe Amérique Amérique (2)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Produits d'exploitation	153 760	25 608	179 368	173 752
Résultat opérationnel courant	35 465	5 940	41 405	37 478
Résultat net	29 700	3 596	33 295	33 063
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-
Résultat global	-	-	-	-
Les éléments de résultat présentés incluent les éléments suivants :				
Dotations aux amortissements	(9 418)	(1 088)	(10 506)	- 7 959
Produits et charges d'intérêts	(1 583)	(1 788)	(3 371)	- 526
Charges ou produits d'impôts	(4 183)	(556)	(4 739)	- 3 890
Dividendes reçus des co-entreprises (1)	9 182	1 750	10 932	5 976

(1) Les co-entreprises les plus significatives en termes de produit des activités ordinaires mais aussi de contribution au résultat de la zone Afrique Moyen-Orient Asie sont Arabian Explosives, Modern Chemicals & Services et Nitrokemine Guinée.

(2) Kemek en Irlande est la co-entreprise la plus significative de la zone Europe - Amérique en termes de produits des activités ordinaires et de contribution au résultat.

5.5.3 Tableau de flux de trésorerie aux 31 décembre 2023 et 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Secteur Afrique Moyen Orient (1)	Secteur Europe Amérique Amérique (2)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Flux liés aux activités opérationnels	32 728	4 163	36 891	32 638
Flux liés aux activités investissements	(9 234)	(188)	(9 422)	(8 931)
Flux liés aux activités de financement (1)	(9 336)	(4 532)	(13 868)	(20 018)
Incidence des variations de financement	938	40	978	99
Variation de la trésorerie	15 097	(517)	14 580	3 591
Trésorerie d'ouverture	4 919	7 345	12 264	8 673
Trésorerie de clôture	20 016	6 828	26 844	12 264
Variation de la trésorerie	15 097	(517)	14 580	3 591

(1) Dont 26 617K€ au titre des distributions de dividendes en 2024 et 21 373K€ au titre de 2023

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.5.4 Réconciliation des actifs nets vers les MEE

<i>En milliers d'euros</i>	Secteur Afrique Moyen Orient (1)	Secteur Europe Amérique (2)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Actifs non courants	70 350	9 642	79 992	76 695
Actifs courants	98 566	15 500	114 066	85 759
Passifs non courants	16 364	3 295	19 659	15 456
Passifs courants	47 659	3 963	51 622	37 131
Actif nets	104 894	17 884	122 778	109 867
Pourcentage d'intérêts	32%	51%		
Titres mises en équivalence (Co-entreprises)	33 909	9 107	43 016	39 379
Dont Quote-part de résultat	10 854	1 807	12 661	13 001

5.5.5 Réconciliation des « dividendes distribués » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dividendes distribués par les co-entreprises	10 932	5 976
Variation des créances sur dividendes à recevoir ⁽¹⁾	-	2 995
Dividendes reçus – Tableau de Flux de Trésorerie	10 932	8 971

⁽¹⁾ Le dividende de MCS voté en 2022 a été distribué au cours du premier semestre 2023

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.6 Autres actifs financiers non courants

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Titres de participation	4 091	4 535
Provisions sur titres de participation	(4 025)	(4 469)
Valeur nette des titres de participation	66	66
Créances rattachées à des participations	-	-
Prêts non courants	5	36
Dépôts et cautionnement	1 315	1 539
Instruments dérivés	521	827
Autres actifs financiers – valeur brute	1 841	2 402
Provisions		
Autres actifs financiers – valeur nette	1 841	2 402
Total autres actifs financiers non courants	1 907	2 468

5.6.1 Détail des instruments dérivés

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Instruments financiers dérivés à l'ouverture	827	1 661
Juste valeur par capitaux propres	(274)	(937)
Juste valeur par compte de résultat	(32)	103
Instruments financiers dérivés à la clôture	521	827

Pour rappel, l'émission d'une nouvelle ligne d'emprunt de 20 M€ souscrite en juillet 2022 au taux Euribor 3 mois + un spread a poussé le groupe à souscrire un Swap de Taux afin de se prémunir des évolutions de taux.

Le notionnel du Swap de 20 M€ vient couvrir l'intégralité de la dette. Les échéances de paiement des intérêts trimestriels de la dette sont alignées à celles du Swap. La dette et le Swap se dénoueront en juillet 2029.

Le Swap de taux est en partie efficace, la valorisation de Juste Valeur transite via les OCI.

Sensibilité		
Baisse des taux de 0,50%	Full MtM en EUR - 8,31% du notionnel	Hausse des taux de 0,50%
101	521	929

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.6.2 Détail des titres de participation non consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Corse Confortement Foration Minage (2)	27	27
EPC Explo Congo (société en cours de liquidation)	0	0
Blasting Services Limited (1)	0	0
EDSL Limited (1)	0	0
ECS (2)	8	8
Exchem Explosives Limited (1)	0	0
Exchem Defence Systems Limited (1)	0	0
Santos Da Cunha 7 (5)	-	0
Exchem Fuel Additives Limited (1)	0	0
EPC Cameroun Services (3)	23	23
EPC Mali (3)	1	1
EPC HK Incorporated Limited (4)	0	0
Explo NC (3)	2	2
GRN (2)	5	5
STIPS TI (société en cours de liquidation)	0	0
EPC Malaysia (4)	0	0
Valeur nette des titres de participation	66	66

(1) Sociétés mises en sommeil

(2) Participations minoritaires

(3) Sociétés ayant une activité très réduite et ne portant pas d'engagements financiers non provisionnés.

(4) Société en cours de constitution

(5) Société liquidée en 2024

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.7 Stocks et en cours

<i>En milliers d'euros</i>	Matières premières et autres appro.	En-cours de biens et services	Produits intermé- diaires	Marchan- disés	Total
Au 31 décembre 2023					
Valeurs brutes	25 543	4 378	4 030	21 748	55 699
Provisions cumulées	(599)	0	(121)	(746)	(1 466)
Valeur nette au 31 décembre 2023	24 944	4 378	3 909	21 002	54 233
Variations de l'exercice					
Mouvements de BFR	4 036	573	36	3 335	7 980
Dotations nettes aux provisions	(198)	0	(130)	(97)	(425)
Variations de périmètre	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	107	5	7	114	233
Autres	28	0	0	(28)	0
Valeur nette au 31 décembre 2024	28 917	4 956	3 822	24 326	62 021
Au 31 décembre 2024					
Valeurs brutes	29 720	4 956	4 076	25 180	63 932
Provisions cumulées	(803)	0	(254)	(854)	(1 911)
Valeur nette au 31 décembre 2024	28 917	4 956	3 822	24 326	62 021

5.8 Clients et autres débiteurs

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Avances et acomptes	2 209	2 283
Créances clients	131 650	138 478
Autres créances (1)	2 354	2 366
Créances fiscales – hors IS	16 024	16 243
Comptes courants (2)	14 884	14 775
Dividendes à recevoir	0	0
Autres	432	502
Total des créances brutes	167 553	174 647
Dépréciation clients et comptes rattachés	(10 747)	(12 925)
Dépréciation des comptes courants et autres (3)	(17 598)	(17 866)
Autres dépréciations (4)	(621)	(526)
Total des dépréciations	(28 966)	(31 317)
Total des clients et autres débiteurs	138 587	143 330

(1) Les autres créances incluent notamment les 606 K€ d'actifs liés au surfinancement du régime art. 39.

(2) Les comptes courants comprennent principalement un compte courant relatif à STIPS TI, pour 14,2 M€, entièrement déprécié.

(3) Dont provision des crédits de TVA

(4) Dépréciation des comptes courants des sociétés non consolidées (Explo NC, EPC Mali, EPC Congo)

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Suivi des créances clients

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Valeur brute au bilan	131 650	138 478
Dont actifs non échus et non dépréciés à la date de clôture	76 630	79 295
Dont actifs échus et impayés mais non dépréciés à la date de clôture	44 273	46 258
<i>* échu depuis 3 mois au plus</i>	<i>31 231</i>	<i>27 944</i>
<i>* échu depuis plus de 3 mois et moins de 6 mois</i>	<i>6 258</i>	<i>6 853</i>
<i>* échu depuis plus de 6 mois</i>	<i>6 784</i>	<i>11 461</i>
Dont actifs dépréciés	10 747	12 925

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
VMP – Equivalents de trésorerie (1)	2 022	2 668
Disponibilités	31 038	29 401
Provision équivalent de trésorerie		(51)
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	33 060	29 018
Découverts bancaires	(2 767)	(1 703)
Total trésorerie nette	30 293	27 315
Trésorerie reclassée en actifs/passifs destinés à être cédés	-	-
Total de la trésorerie nette des actifs/passifs destinés à être cédés	30 293	27 315

(1) Equivalents de trésorerie chez EPCapré.

Le Groupe dispose de ligne d'affacturage (non-mobilisées au 31 décembre 2024) sur des créances cédées à SGF (factor) de 13,7 M€.

Le Groupe dispose également d'un crédit RCF à usage multiple de 30 M€ tiré à hauteur de 4 M€ au 31 décembre 2024 (échéance juillet 2028).

Le Groupe dispose d'une ligne de découvert de 6,2 M€ à hauteur de 1.5 M€ au 31/12/2024.

5.10 Capital

	Nombre d'actions	Valeur unitaire	Montant du capital social
Au 31 décembre 2023	5 782 785	1 €	5 782 785 €
Au 31 décembre 2024	5 787 741	1 €	5 787 741 €

Le capital est composé de 5 787 741 actions.

Au cours de l'exercice 2024, le groupe a procédé à la distribution d'un dividende de 286 K€.

5.11 Dettes financières

5.11.1 Dettes financières non courantes au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2023	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Reclassement courant/ non courant	Autres	31 décembre 2024
Emprunts	21		(19)	-	-	(2)	-
Emprunts bancaires	67 739	4 014	(6 000)	192	(19 890)	(87)	45 968
Total dettes financières non courantes	67 760	4 014	(6 019)	192	(19 890)	(89)	45 968

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Les dettes financières non courantes sont composées :

- d'un emprunt in fine mis en place avec LBPAM pour un montant de 20 M€ d'une durée de 7 ans (échéance juillet 2029).
- d'une La ligne RCF à usage multiple d'un montant maximal de 30 M€ à échéance juillet 2028, (prolongation d'un an accordée en juillet 2023). Il est tiré à hauteur de 4 M€ à fin décembre (soit 6 M€ de moins qu'à fin décembre 2023).
- de la part à plus d'un an des PGE pour 12,6 M€

Les deux premiers crédits sont soumis à un covenant (Dettes financières nettes/EBITDA), calculé sur le périmètre incluant les co-entreprises, calculé annuellement. Le seuil de remboursement anticipé est fixé à 3,25. Il s'établit à 1,04 au 31/12/2024 contre 1,30 fin 2023. Les critères RSE ayant été atteints au 31 décembre 2023, le Groupe a bénéficié d'une bonification de 10 pdb sur le crédit Senior. Ces critères sont à nouveau respectés au 31 décembre 2024.

5.11.2 Dettes financières courantes au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2023	Augmentation	Diminution	Variations de périmètre	Reclassement courant/ non courant	Autres	31 décembre 2024
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts bancaires	12 736	689	(13 851)	2	19 876	(89)	19 363
Utilisation de lignes de crédits renouvelables	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture de taux	5	-	-	-	-	(1)	4
Mobilisation de créances	10 357	-	(889)	-	-	169	9 637
Autres emprunts et dettes assimilées	81	331	(10)	-	14	(76)	340
Intérêts courus sur emprunt	371	90	(202)	-	-	75	334
Total dettes financières courantes hors découverts bancaires	23 549	1 110	(14 952)	2	19 890	78	29 679
Découverts bancaires	1 703	1 058	0	-	-	5	2 767
Total dettes financ. courantes	25 252	2 168	(14 952)	2	19 890	83	32 446

5.11.3 Dettes financières non courantes au 31 décembre 2023

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2022	Augmentation	Diminution	Reclassement courant/ non courant	Autres	31 décembre 2023
Emprunts obligataires	21	-	-	-	-	21
Emprunts bancaires	68 791	11 590	57	(12 677)	(22)	67 739
Total dettes financières non courantes	68 812	11 590	57	(12 677)	(22)	67 790

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.11.4 Dettes financières courantes au 31 décembre 2023

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2022	Augmentation	Diminution	Variations de périmètre	Reclassement courant/ non courant	Autres	31 décembre 2023
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts bancaires	13 234	1 703	(14 786)	1	12 619	(36)	12 736
Utilisation de lignes de crédits renouvelables	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture de taux	7	-	-	-	(2)	-	5
Mobilisation de créances	10 058	256	-	-	-	43	10 357
Autres emprunts et dettes assimilées	44	38	(118)	24	91	2	81
Intérêts courus sur emprunt	374	608	(457)	(1)	(154)	-	371
Total dettes financières courantes hors découverts bancaires	23 717	2 605	(15 361)	24	12 554	9	23 549
Découverts bancaires	792	912	-	-	-	-	1 703
Total dettes financ. courantes	24 509	3 517	(15 361)	24	12 554	9	25 252

5.11.5 Dettes de location au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2023	Augmentation	Diminution	Reclassement courant/ non courant	Ecart de conv.	Autres	31 décembre 2024
Dettes de location non courantes	15 456	9 552	-	(8 925)	189	974	17 246
Dettes de location courantes	9 595	2 531	(12 007)	8 925	122	1 626	10 793
Total dettes de location	25 051	12 083	(12 007)	-	312	2 600	28 039

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Dettes de location au 31 décembre 2023

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2022	Augmentation	Diminution	Reclassement courant/ non courant	Autres	31 décembre 2023
Dettes de location non courantes	13 956	8 300	-	(8 829)	2 029	15 456
Dettes de location courantes	8 537	2 655	(10 666)	8 829	240	9 595
Total dettes de location	22 493	10 955	(10 666)	-	2 269	25 051

5.11.6 Réconciliation des « émissions / remboursements d'emprunts » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Augmentation des dettes financières non courantes	4 014	11 590
Augmentation des dettes financières courantes	1 110	2 657
Retraitement de la variation des intérêts courus	(90)	(608)
Retraitement de la variation des dettes sur location financement	-	-
Emission d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	5 034	13 549
Diminution des dettes financières non courantes	(6 019)	-
Diminution des dettes financières courantes	(14 952)	(15 323)
Retraitement de la variation des intérêts courus	202	419
Diminution des dettes de location	(12 007)	(10 602)
Remboursement d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	(32 776)	(25 506)

Echéancier des dettes financières non courantes et instruments financiers au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Emprunts bancaires et obligataires	Dettes sur location financement	Total au 31 décembre 2024	Total au 31 décembre 2023
Entre 1 et 2 ans	11 716	7 080	18 796	18 819
Entre 2 et 3 ans	8 569	4 401	12 970	14 357
Entre 3 et 4 ans	22 736	2 456	25 192	9 689
Entre 4 et 5 ans	2 129	1 448	3 577	34 066
Plus de 5 ans	818	1 861	2 679	6 285
Total	45 968	17 246	63 214	83 216

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.12 Impôts différés au bilan

Les mouvements d'impôts différés sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2023	Résultat	Ecart de conversion	Variations Périmètre	Réserves	31 décembre 2024
<u>Impôts différés actifs</u>						
Engagements sociaux	1 656	(263)	(1)	0	425	1 817
Participation des salariés	69	0	0	0	0	69
Autres différences temporaires	5 745	1 590	98	0	(859)	6 574
Pertes reportables sur les bénéfices fiscaux futurs	2 294	1 360	(3)	0	0	3 652
Dettes locatives	5 344	(214)	58	0	701	5 889
Provisions dépollution, démantèlement	3 656	(2 152)	53	0	0	1 557
Marge sur opérations internes	1 310	128	1	0	(4)	1 435
Compensation des actifs et passifs d'impôts différés sur une même entité fiscale	(10 748)	(1 428)	7	0	1 140	(11 029)
Total des impôts différés actifs	9 326	(979)	214	0	1 403	9 964
<u>Impôts différés passifs</u>						
Divergences IFRS 15	(101)	91	0	0	0	(10)
Ecart d'évaluation	(2 458)	(258)	(31)	(59)	0	(2 806)
Droits d'utilisation	(5 863)	426	(74)	0	(701)	(6 213)
Provision règlementées	(3 513)	(424)	28	0	0	(3 909)
Instruments financiers	(207)	8	0	0	69	(131)
Actif de démantèlement	(264)	42	0	0	0	(222)
Compensation des actifs et passifs d'impôts différés sur une même entité fiscale	10 748	1 428	(7)	0	(1 140)	11 029
Total des impôts différés passifs	(1 658)	1 312	(84)	(59)	(1 773)	(2 261)
Position nette d'impôts différés	7 668	333	130	(59)	(370)	7 703

Groupe 4 DECEMBRE

Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.13 Provisions pour avantages aux salariés

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024					31 décembre 2023				
	France (1)	Grande- Bretagne (2)	Italie (3)	Autres	Total	France (1)	Grande- Bretagne (2)	Italie (3)	Autres	Total
Valeur nette comptable à l'ouverture	4 867	7 544	906	564	13 881	4 579	6 315	659	468	12 021
Coût des services rendus au cours de l'exercice	408	278	28	-	714	263	-	17	-	280
Coût financier	214	320	7	-	541	213	275	8	-	496
Ecart actuariels reconnus en capitaux propres	397	1 305	(2)	-	1 700	411	2 108	15	-	2 534
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cotisations versées	(545)	(1 554)	81	117	(1 902)	(545)	(1 285)	207	98	(1 525)
Prestations servies	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	370	-	7	377	-	131	-	(2)	129
Reclassement Actif financier en passif financier	(65)	-	-	-	(65)	(54)	-	-	-	(54)
Valeur nette comptable à la clôture	5 276	8 262	1 020	687	15 246	4 867	7 544	906	564	13 881

Groupe 4 DECEMBRE

Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Hypothèses actuarielles	31 décembre 2024			
	France (1)	Grande-Bretagne (2)	Italie (3)	Autres
Taux d'actualisation	3,40%	5,37%	3,38%	n.d.
Taux d'augmentation des salaires	2,00%	N/A	3,00%	n.d.
Taux d'inflation	2,00%	2,58%	2,50%	n.d.

31 décembre 2023			
France (1)	Grande-Bretagne (2)	Italie (3)	Autres
3,20%	4,51%	3,17%	n.d.
2,50%	N/A	3,00%	n.d.
2,50%	2,40%	3,00%	n.d.

Ventilation des actifs du régime

Actions	N/A	26%	N/A	n.d.
Obligations	N/A	34%	N/A	n.d.
Immobilier	N/A	2%	N/A	n.d.
Autres	N/A	38%	N/A	n.d.

N/A	26%	N/A	n.d.
N/A	32%	N/A	n.d.
N/A	2%	N/A	n.d.
N/A	40%	N/A	n.d.

- (1) Les provisions pour avantages aux salariés des sociétés françaises comprennent les indemnités de fin de carrière des salariés ainsi que, pour la société mère EPC, un régime de retraite souscrit dans le cadre de l'article 39 du code général des impôts, par lequel la société garantit le niveau futur des prestations définies dans l'accord.
- (2) La provision pour avantages aux salariés d'EPC UK correspond à une provision prévue dans le cadre d'un régime à prestations définies fonctionnant comme un fonds de pension. Ce fond est fermé aux nouveaux entrants et à l'acquisition de nouveaux droits. Les actifs de couverture sont valorisés à 30,6M EUR à la clôture. La variation de la provision liée aux modifications actuarielles (écarts actuarielles reconnus en capitaux propres) s'explique à hauteur de +1,0 M€ par un effet d'expérience.
- (3) Les provisions pour avantages aux salariés des sociétés italiennes correspondent à une provision prévue dans le cadre d'un régime à prestations définies. Il s'agit du régime des TFR, système de rémunération différée, éligible IAS 19R.

Les hypothèses actuarielles sont établies par des experts indépendants en fonction des zones géographiques ou des pays et des spécificités de chaque entité.

- Concernant la France, le taux d'actualisation est fourni par un actuaire indépendant et comprend uniquement des obligations d'entreprises en euros notées au minimum AA ;
- Concernant la Grande-Bretagne, le taux d'actualisation comprend uniquement des obligations d'entreprises notées au minimum AA et est analysé au regard des évolutions des courbes de rendement de ces obligations à 30 ans et des swaps à 50 ans.

Le coût des services rendus est inclus dans les charges de personnel au compte de résultat, et le coût financier en autres charges financières. Ces coûts comprennent également des coûts administratifs. Les provisions pour avantages aux salariés sont sensibles aux taux d'actualisation. Ainsi, une hausse de 0.5 point du taux d'actualisation diminuerait la valeur actuelle des obligations de 3,4 millions d'euros.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.14 Autres provisions

5.14.1 Les autres provisions au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Démant. Décontam. Dépol.	Provisions sur Contrats	Autres (1)	Total
Au 31 décembre 2023	14 169	553	10 716	25 437
Provisions supplémentaires	190	425	2 088	2 703
Reprises	(323)	(562)	(2 721)	(3 606)
Variation de périmètre	-	-	-	-
Variation du montant actualisé (effet temps et modification du taux)	(1 353)	-	-	(1 353)
Ecart de conversion	318	-	51	369
Au 31 décembre 2024	13 001	416	10 134	23 550

- (1) Les autres provisions pour risques et charges correspondent essentiellement aux risques de l'activité courante du groupe (litiges commerciaux et prud'homaux, franchises sur les sinistres assurés...).

La variation des autres provisions pour risques est liée à la sinistralité, aux plans de restructuration et la nouvelle évaluation du coût de traitement de déchets.

5.14.2 Les autres provisions au 31 décembre 2023

<i>En milliers d'euros</i>	Démant. Décontam. Dépol.	Provisions sur Contrats	Autres (1)	Total
Au 31 décembre 2022	13 333	1 237	7 645	22 214
Provisions supplémentaires	1 493	562	3 838	5 893
Reprises	(324)	(1 246)	(790)	(2 360)
Variation de périmètre	-	-	-	-
Variation du montant actualisé (effet temps et modification du taux)	(1 126)	-	-	(1 126)
Ecart de conversion	151	-	23	174
Autres mouvements (2)	642	-	-	642
Au 31 décembre 2023	14 169	553	10 716	25 437

- (1) Les autres provisions pour risques et charges correspondent essentiellement aux risques de l'activité courante du groupe (litiges commerciaux et prud'homaux, franchises sur les sinistres assurés...).

- (2) Les autres mouvements sont principalement constitués d'une provision pour charge constatée sur la plateforme Ecocentre chez EPC Colibri.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.14.3 Détail des autres provisions entre non courant et courant

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Non courant	21 842	23 741
Courant	1 708	1 696
Total	23 550	25 437

5.15 Fournisseurs et autres créditeurs

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dettes fournisseurs	86 625	76 680
Avances et acomptes reçus sur commandes	6 598	6 439
Dettes sociales	20 147	18 678
Dettes fiscales	20 454	21 541
Autres dettes	6 467	7 386
Total	140 291	130 724

5.16 La variation du Besoin en Fonds de Roulement

La variation du besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Variations du BFR & provisions courantes	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Stocks et en cours	(7 980)	6 056
Clients et autres débiteurs	5 541	(10 121)
Autres actifs long terme	-	37
Autres actifs courants	93	(507)
Sous total	(2 346)	(4 535)
Fournisseurs et autres créditeurs	9 654	(12 741)
Autres passifs long terme	301	(145)
Autres passifs courants	78	2 882
Sous total	10 033	(10 004)
Besoin en fonds de roulement	7 687	(14 539)
Provisions sur actifs circulant	596	1 273
Besoin en fonds de roulement net	8 283	(13 266)

Le BFR s'améliore nettement sur cet exercice (+8,3 M€). La hausse du niveau des stocks observée sur l'exercice et imputable à la croissance de l'activité explosifs et est largement compensée par la baisse de l'encours clients témoignant d'une gestion rigoureuse et efficace dans le suivi des recouvrements des créances sur l'exercice. L'augmentation des dettes fournisseurs est à mettre en regard de l'accroissement de l'activité et notamment sur l'activité explosifs.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.17 Incidence des variations de périmètre et transactions entre actionnaires

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Trésorerie acquise lors des entrées de périmètre (1)	208	70
Investissement en titres consolidés (2)	(1 888)	65
Impact des entrées de périmètre	(1 680)	135
Trésorerie cédée lors des sorties de périmètre	-	-
Désinvestissement en titres consolidés	-	-
Total des incidences de périmètre	(1 680)	135
Investissement en titres consolidés (3)	(1 193)	(668)
Augmentation de capital non souscrite (4)	-	498
Total des transactions entre actionnaires	(1 193)	(170)

(1) La trésorerie acquise concerne Blastcon, Vibraquipo & Vibratesting

(2) Prix d'acquisition de ces mêmes entités

(3) Pour rappel, en 2023, acquisition des titres minoritaires chez EPC UK ;
En 2024, acquisition des minoritaires chez EJ Barbier (1 259 k€) et mouvement chez 4 Décembre (-66 K€)

(4) Augmentation de capital non souscrite sur la filiale EPC Colibri en 2023

5.18 Engagements financiers

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Avals et cautions (1)	22 630	20 505
Hypothèques et nantissements	3 830	4 841
Total des garanties données	26 460	25 346

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Effets escomptés non échus	417	145
Avals et cautions	2 788	2 933
Total des garanties reçues	3 205	3 078

(1) La ligne Avals et Cautions ne concerne que les cautions de marché

6. Information relative aux parties liées

6.1 Contrôle

Le groupe 4 Décembre propriétaire de 100% du Groupe EJB Barbier est contrôlé par Argos VII Lux GP Sarl. Cette société privée est enregistrée au Luxembourg sous le numéro B 228 124. Elle agit en tant que gérant de six sociétés en commandite enregistrées en vertu de la loi du Royaume-Uni, constituant ensemble Euroknights VII. Euroknights VII co-investit avec une société de Libre Partenariat française, Argos VII F&F SLP. Ces sept véhicules constituent le Fonds. Les différents véhicules investissant dans le fonds sont les suivants (avec les numéros d'enregistrement et les engagements respectifs envers le Fonds).

Les différents partenaires du fonds	Numéro d'enregistrement	Pourcentage de détention
Euroknights VII No 1 LP	LP17361	16,59%
Euroknights VII No 2 LP	LP17362	17,20%
Euroknights VII No 3 LP	LP17363	16,95%
Euroknights VII No 4 LP	LP17364	16,65%
Euroknights VII No 5 LP	LP17365	15,86%
Euroknights VII No 6 LP	LP17366	16,75%
Argos VII F&F SLP		
Total		100,00%

6.2 Relation avec les filiales

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

6.3 Rémunération du personnel dirigeant-clé

Le personnel dirigeant clé du Groupe 4 Décembre n'est pas rémunérée par la holding 4 Décembre. Le mandataire social de la société EPC S.A. au 31 décembre 2024 est rémunéré par la société EPC.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2024	Exercice 2023
Rémunérations avantages en nature	600	574
Jetons de présence	76	68
Autres	44	40
Paieement en action		-
Total	720	682

6.4 Transactions avec des parties liées

Le Groupe n'entretient aucune relation avec des parties liées.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

7. Sociétés du groupe

Sociétés du Groupe	Pays	Pourcentage intérêts	
		31/12/2024	31/12/2023
Filiales - Intégration globale			
4 DECEMBRE	France	100,00%	100,00%
EJ BARBIER	France	100,00%	100,00%
ADEX SAS	France	63,90%	62,87%
EPC SA	France	63,90%	64,19%
EPC France	France	63,90%	64,19%
DEMOKRITE SAS	France	63,90%	64,19%
EPC DEMOSTEN	France	63,90%	64,19%
EPC COLIBRI SAS (anciennement 2B RECYCLAGE)	France	61,01%	61,29%
SMA	France	63,90%	64,19%
DIOGEN	France	63,90%	64,19%
EPC MINETECH	France	63,90%	64,19%
CORSE EXPANSIFS	France	46,80%	47,02%
EPC 2I (anciennement EPC INNOVATION)	France	63,90%	64,19%
SONOUVEX ⁽¹⁾	France	-	64,19%
EPC ITALIA	Italie	63,90%	64,19%
INTEREM	Italie	63,90%	64,19%
EPC UK	Grande-Bretagne	63,90%	64,19%
EPC METRICS Ltd	Grande-Bretagne	63,90%	64,19%
MINEXPLO	Grande-Bretagne	63,90%	64,19%
ADEX SERVICES LTD	Grande-Bretagne	63,90%	62,88%
EPC CHEMICALS LTD	Grande-Bretagne	63,90%	64,19%
EPC BELGIQUE	Belgique	63,90%	64,19%
EMPRESA DE EXPLOSIVOS INDUSTRIAIS LDA (EEI)	Portugal	63,90%	64,19%
GALILEO EXPLOSIVOS SA	Espagne	63,90%	64,19%
SERAFINA ORTEGA E HIJOS SA	Espagne	60,70%	60,98%
EPC ESPANA	Espagne	63,90%	64,19%
SILEX SEGURIDAD	Espagne	63,90%	64,19%
VIBRAQUIPO SL ⁽²⁾	Espagne	63,90%	-
VIBRATESTING SL ⁽²⁾	Espagne	63,90%	-
EPC SVERIGE	Suède	63,90%	64,19%
EPC NORGE	Norvège	63,90%	64,19%
EPCAP RE	Luxembourg	63,90%	64,19%
EPC JAPAN CORPORATION	Japon	62,34%	62,62%
EPC ANDINA SAC	Pérou	63,90%	64,18%
KĀMAĀN EXPLO	Nouvelle-Calédonie	60,70%	60,98%
BLASTCON AUSTRALIA ⁽²⁾	Australie	41,53%	-
EPC ANDES CHILI	Chili	32,59%	32,74%
EPC SINGAPORE PTE	Singapour	63,90%	64,19%
EPC BURKINA FASO	Burkina Faso	63,90%	64,19%
EPC ASIA PACIFIC FZE	Emirats Arabes Unis	63,90%	64,19%
EPC MINEEX SENEGAL	Sénégal	51,76%	51,99%
EPC EXPLO MAROC	Maroc	63,90%	64,19%
MARODYN	Maroc	63,87%	64,16%
MARODYN COTE D'IVOIRE	Côte d'Ivoire	63,87%	64,16%
NITROKEMFOR GUINEE	Guinée	63,90%	64,19%
NORMAT SERVICES	Bénin	47,92%	48,15%
EPC GUINEE	Guinée	63,89%	64,19%
EPC CAMEROUN	Cameroun	63,90%	64,19%
EPC GABON	Gabon	63,90%	64,19%
EPC COTE D'IVOIRE	Côte d'ivoire	47,92%	48,14%
EPC CANADA	Canada	63,90%	64,19%

Groupe 4 DECEMBRE

Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Sociétés du Groupe	Pays	Pourcentage intérêts	
		31/12/2024	31/12/2023
Entreprises associées – Mises en équivalence			
ARABIAN EXPLOSIVES (PRIVATE Ltd)	Emirats Arabes Unis	12,78%	12,84%
SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE SAS (SMG)	France	31,95%	32,09%
NITROKEMINE	Guinée	31,95%	32,09%
KEMEK	Irlande	31,95%	32,09%
KEMEK US Limited	Irlande	31,95%	32,09%
EPC-B SCRL	Belgique	42,60%	42,79%
MCS	Arabie Saoudite	25,56%	25,68%
Entreprises non consolidées			
CORSE CONFORTEMENT FORATION MINAGE	France	8,43%	8,40%
Blasting Services Limited	Grande-Bretagne	63,89%	58,91%
EDSL Limited	Grande-Bretagne	63,89%	58,91%
EXCHEM EXPLOSIVES Limited	Grande-Bretagne	63,89%	58,91%
Exchem Fuel Additives Limited	Grande-Bretagne	63,89%	58,91%
Exchem Defence Systems Limited	Grande-Bretagne	63,89%	58,91%
EPC HK Incorporated Limited	Chine	63,89%	58,91%
SANTOS DE CUNHA 7 (liquidée en 2024)	Portugal	-	18,80%
EPC EXPLO Congo (société en cours de liquidation)	Congo	63,89%	62,67%
EPC Cameroun Services	Cameroun	47,92%	47,00%
EXPLO NC	Nouvelle-Calédonie	31,95%	31,34%
EPC MALI	Mali	57,50%	56,40%
GRN	France	22,36%	21,93%
STIPS TI (société en cours de liquidation)	France	-	-
EPC Malaysia (en cours de création)	Malaisie	-	-

(1) Fusion dans EPC SA avec date d'effet au 01/01/2024.

(2) Acquisition 2024

8. Honoraires des Commissaires aux Comptes

	PricewaterhouseCoopers		BDO	
En milliers d'euros	Montant (HT)		Montant (HT)	
	2024	2023	2024	2023
AUDIT (a) - Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés - 4 DECEMBRE - Filiales consolidées	10 398	16 445	13 238	12 301
Sous-total Audit	408	461	251	313
- Services autres que la certification des comptes (SACC) (b) - Filiales consolidées	27	3	-	-
Sous-total SACC	27	3		-
TOTAL	435	464	251	301

(a) Dont réalisé par les commissaires aux comptes de la société mère et des sociétés françaises : PricewaterhouseCoopers Audit 255k€ en 2024 (252k€ en 2023), et BDO 176K€ en 2024 (177k€ en 2023)

(b) Dont réalisés par les commissaires aux comptes de la société mère et des sociétés françaises : PricewaterhouseCoopers Audit 1k€ en 2024 (3k€ en 2023)

Les services autres que la certification des comptes, concernent principalement la compliance fiscale et attestation ratios financiers.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

9. Événements post clôture

Après l'attribution des contrats de fourniture de produits pyrotechniques et de fabrication sur le site d'explosifs pour les chantiers opérationnels CO6, CO7 et CO8 du TELT (Tunnel Euralpin Lyon Turin), un 4ème contrat pluriannuel a été signé pour la fourniture d'explosifs pour le chantier opérationnel CO5.

La future ligne ferroviaire Lyon-Turin comprend une section transfrontalière d'environ 67 km qui reliera Saint-Jean-de-Maurienne en France à Bussoleno en Italie où elle se raccordera à la ligne historique. Cette infrastructure européenne majeure, qui doit être mis en service en 2032, vise à faciliter la circulation ferroviaire du fret et des voyageurs à travers les Alpes, et plus largement au sein de l'Union européenne, dans un souci de développement des transports bas carbone.

L'ouvrage principal de la section transfrontalière nécessite le creusement d'un tunnel bitube de 57,5 km entre Saint-Julien-Montcenis (France) et Suse (Italie), représentant un investissement total de 8,6 Mds€. Le maître d'ouvrage de ce chantier est la société TELT, société détenue à 50% par l'Etat français et à 50% par l'Etat italien.

Côté France, le génie civil du tunnel de base est décomposé en 4 chantiers opérationnels (CO) numérotés de 5 à 8. Courant 2024, les travaux du lot CO5 « Travaux de construction du tunnel de base à partir de l'attaque de la descendrière de Villarodin-Bourget/Modane (73500) » ont été attribués au groupement d'entreprises « Eiffage GC / Spie Batignolles GC / GHELLA / COGEIS ».

Après la signature en septembre 2022, de deux premiers contrats de fournitures d'explosifs pour les chantiers opérationnels CO6 et CO7, puis en février 2024, la signature du chantier opérationnel CO8, EPC Groupe, via sa filiale EPC France, se voit à présent confier la fourniture des produits pyrotechniques et de services associés, comprenant notamment la fabrication sur site des explosifs en technologie SPUR pour le chantier opérationnel CO5. Le creusement à l'explosifs concernera un linéaire de 11 km.

Ces prestations, d'un montant estimé à environ 9 M€, démarreront en février 2025, et s'étaleront sur une durée de 5 ans.

Inauguration d'une nouvelle installation de production en Malaisie

EPC Groupe a inauguré, en février 2025, une nouvelle installation de production à la pointe de la technologie en Malaisie, étape importante dans son engagement continu à fournir des produits innovants, performants et des solutions de pointe sur le marché malaisien.

Cette infrastructure de pointe est le fruit de quatre années de collaboration avec TWG – TWM, où chaque acteur a apporté son expertise et ses connaissances pour établir une approche unique et centrée sur le client. L'engagement de EPC Groupe reste axé sur l'optimisation de la production dans les secteurs du minage, des carrières et des travaux d'infrastructures, en proposant des solutions sur mesure à forte valeur ajoutée.

Actuellement, trois MEMUs opèrent sur site, avec un quatrième en cours de livraison, tous connectés à notre suite logicielle propriétaire dédiée aux opérations de minage et aux services associés.

Avec cette expansion, EPC Groupe réaffirme son engagement envers l'innovation, la sécurité et l'efficacité des solutions proposées dans la région Asie Pacifique.

4 DECEMBRE

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

Certifié conforme par le président.

DocuSigned by:
Olivier Obst
0EAEEDD009724B1...

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

BDO PARIS
43-47 Avenue de la Grande Armée
76116 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'Assemblée générale
4 DECEMBRE
Tour Initiale
1 Terrasse Bellini
92935 Paris la Défense

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société 4 DECEMBRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

4 DECEMBRE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024 - Page 2

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du président.

En application de la loi, nous vous signalons que le rapport de gestion du Président ne mentionne pas les informations relatives au groupe prévues par les textes légaux et réglementaires.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil de surveillance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

4 DECEMBRE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024 - Page 3

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

En application de la loi, nous vous signalons qu'en raison de l'obtention tardive de certains documents nous n'avons pas été en mesure d'émettre notre rapport dans les délais prévus par les statuts de la société.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 13 juin 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

BDO PARIS

Daniel Wilson

 *Audrey LEROY*

Daniel WILSON

Audrey LEROY

GROUPE 4 DECEMBRE

Etats financiers annuels consolidés 2024

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

SOMMAIRE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2024 3
ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2024..... 4
ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024..... 5
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 20246
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31
DECEMBRE 2024 7

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<i>Activités poursuivies</i>			
Produit des activités ordinaires	4.1	490 078	482 121
Autres produits		4 232	5 234
Achats consommés		(197 485)	(216 186)
Autres achats et charges externes	4.2	(115 240)	(107 397)
Variation des stocks d'encours et de produits finis	4.3	609	2 307
Charges de personnel	4.4	(130 157)	(119 575)
Amortissements et dépréciations des immobilisations		(30 765)	(25 831)
Dotations et reprises de provisions	4.5	306	(4 806)
Autres produits et charges d'exploitation	4.6	(2 729)	2 661
Part du résultat des mises en équivalence	5.5	12 661	13 001
Résultat opérationnel courant incluant la part des mises en équivalence		31 510	33 175
Autres produits et charges opérationnels	4.7	(202)	(620)
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition		31 308	32 555
Pertes de valeur sur les actifs immobilisés		-	-
Résultat opérationnel		31 308	32 555
Coût de l'endettement financier net	4.9	(5 866)	(5 693)
Autres produits et charges financiers	4.9	1 721	(326)
Résultat avant impôt		27 163	26 536
Impôt sur les résultats	4.10	(4 452)	(4 050)
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies		22 711	22 486
Résultat net des activités abandonnées		-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé – total		22 711	22 486
Résultat net – part du groupe		12 789	13 209
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		9 922	9 278

ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2024

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Résultat net total	22 711	22 486
Ecart de conversion sur sociétés intégrées globalement	667	414
Ecart de conversion sur sociétés mises en équivalence	1 901	(784)
Variation de Juste Valeur des instruments financiers	(274)	(938)
Impôts différés sur les éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	69	234
Total des autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	2 363	(1 074)
Pertes et gains actuariels sur sociétés intégrées	(1 700)	(2 534)
Impôts différés sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	425	633
Pertes et gains actuariels sur mise en équivalence	11	(129)
Impôts différés sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net sur mise en équivalence	(2)	22
Total des autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(1 267)	(2 008)
Résultat global	23 808	19 404
<i>dont quote-part du Groupe</i>	13 473	11 350
<i>dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	10 335	8 054

ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
ACTIF			
Ecart d'acquisition	5.1	2 450	888
Immobilisations incorporelles	5.2	5 376	4 334
Immobilisations corporelles	5.3	124 289	117 652
Droits d'utilisation	5.4	30 012	27 056
Participations dans les mises en équivalence	5.5	43 017	39 379
Autres actifs financiers non courants	5.6	1 907	2 468
Actifs d'impôts différés	5.11	9 964	9 326
Autres actifs long terme		-	-
Total actifs non courants		217 015	201 103
Stocks	5.7	62 021	54 233
Clients et autres débiteurs	5.8	138 587	143 330
Créances fiscales		1 742	2 110
Autres actifs courants		11 227	10 806
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.9	33 060	29 018
Total actifs courants		246 637	239 497
Groupes d'actifs destinés à être cédés		-	-
TOTAL ACTIF		463 652	440 600
PASSIF			
Capital	5.10	5 788	5 783
Réserves		81 560	67 072
Résultat net de l'exercice – part du groupe		12 789	13 209
Capitaux propres part du groupe		100 137	86 064
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		62 716	52 016
Capitaux propres		162 853	138 080
Dettes financières non courantes	5.11	45 968	67 760
Dettes de location non courantes	5.11	17 246	15 456
Passifs d'impôts différés	5.12	2 261	1 657
Provisions pour avantages aux salariés	5.13	15 246	13 881
Autres provisions non courantes	5.14	21 842	23 741
Autres passifs long terme		1 744	1 305
Total passifs non courants		104 307	123 800
Fournisseurs et autres créditeurs	5.15	140 291	130 724
Dettes d'impôt		2 490	3 331
Dettes financières courantes	5.11	32 446	25 252
Dettes de location courantes	5.11	10 793	9 595
Autres provisions courantes	5.14	1 708	1 696
Autres passifs courants		8 764	8 122
Total passifs courants		196 492	178 720
Total dettes		300 799	302 520
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés		-	-
TOTAL PASSIF		463 652	440 600

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Résultat net consolidé		22 711	22 486
Elim. des parts des mises en équivalence	5.5	(12 661)	(13 001)
Elim. des amortissements et provisions		29 040	28 743
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		264	(3 212)
Elim. autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		44	(127)
Elim. de l'effet d'actualisation	5.14	(1 353)	(1 126)
Elim. du résultat s/ cessions actions propres		2 182	(128)
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions		2 741	259
Dividendes reçus des co-entreprises	5.5.6	10 932	8 971
Elim. des produits de dividendes (hors-groupe)		-	(29)
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		53 900	42 836
Elim. de la charge (produit) d'impôt	4.10	4 452	4 050
Elim. du coût de l'endettement financier net	4.9	5 866	5 693
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		64 218	52 579
Incidence de la variation du BFR	5.16	8 283	(13 266)
Impôts payés		(5 754)	(4 224)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		66 747	35 089
Incidence des variations de périmètre	5.17	(1 680)	135
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	5.4	(26 496)	(22 531)
Acquisition d'actifs financiers		-	-
Variation des prêts et avances consentis		147	(547)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		1 026	5 715
Dividendes reçus	4.8.1	-	29
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(27 003)	(17 199)
Augmentation de capital		-	-
Augmentations (réductions) de capital auprès des minoritaires		-	-
Emission d'emprunts	5.11	5 034	13 549
Remboursement d'emprunts	5.11	(20 769)	(14 904)
Diminution des dettes de locations	5.11	(12 007)	(10 602)
Intérêts financiers nets versés		(6 152)	(5 687)
Transactions entre actionnaires		(1 193)	(170)
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		(286)	(342)
Dividendes payés aux minoritaires		(1 520)	(548)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(36 893)	(18 704)
Incidences de la variation des taux de change		128	(238)
Autres		-	-
Variation de la trésorerie		2 979	(1 052)
Trésorerie d'ouverture	5.9	27 366	28 418
Trésorerie de clôture	5.9	30 345	27 366
Variation de trésorerie		2 979	(1 052)

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Prime émission	Actions propres	Réserves consolidées et résultat Part du groupe	Réserves de juste valeur	Réserves de conv.	Total capitaux propres Part du groupe	Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres
Total au 31 décembre 2022	5 781	49 592	-	15 594	803	3 235	75 005	45 039	120 044
Reclassements	-	1 868	(18)	(1 850)	-	-	-	-	-
Total au 31 décembre 2022 rectifié	5 781	51 460	(18)	13 744	803	3 235	75 005	45 039	120 044
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	(1 238)	(452)	(169)	(1 859)	(1 224)	(3 083)
Résultat net de l'exercice	-	-	-	13 209	-	-	13 209	9 278	22 486
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	-	11 971	(452)	(169)	11 350	8 054	19 404
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	193	193
Dividendes versés	-	-	-	(343)	-	-	(343)	(535)	(878)
Païement en action	-	-	-	163	-	-	163	96	259
Variations de périmètre	-	-	-	(24)	-	-	(24)	(833)	(857)
Reclassement	2	2 495	(2 497)	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	(128)	42	-	-	(86)	2	(85)
Total au 31 décembre 2023	5 783	53 955	(2 643)	25 552	351	3 066	86 064	52 016	138 080
Reclassements	-	(2 497)	2 624	(127)	-	-	-	-	-
Total au 31 décembre 2023 rectifié	5 783	51 458	(19)	25 425	351	3 066	86 064	52 016	138 080
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	(818)	(131)	1 633	684	413	1 097
Résultat net de l'exercice	-	-	-	12 789	-	-	12 789	9 922	22 711
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	-	11 971	(131)	1 633	13 473	10 335	23 808
Augmentation de capital	5	(5)	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	(286)	-	-	(286)	(1 520)	(1 806)
Païement en action	-	-	-	1 686	-	-	1 686	1 055	2 741
Variations de périmètre	-	-	-	(1 633)	-	-	(1 633)	327	(1 306)
Reclassement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	833	-	-	833	504	1 337
Total au 31 décembre 2024	5 788	51 453	(19)	37 996	220	4 699	100 137	62 716	162 853

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

GROUPE 4 DECEMBRE

Annexe aux états financiers annuels consolidés 2024

SOMMAIRE

1	PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	10
2	FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	10
3	PRINCIPES COMPTABLES	13
4.	NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT	26
4.1.	Répartition du chiffre d'affaires	26
4.2.	Autres achats et charges externes Autres achats et charges externes.....	26
4.3.	Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat	26
4.4.	Charges de personnel	27
4.5.	Dotations et reprises de provisions.....	27
4.6.	Autres produits et charges d'exploitation.....	28
4.7.	Autres produits et charges opérationnels	28
4.8.	Frais de recherche et développement	28
4.9.	Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers.....	29
4.10.	Impôt sur les résultats.....	30
5.	NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE	
	CONSOLIDÉE	32
5.1	Ecarts d'acquisition	32
5.2	Immobilisations incorporelles	34
5.3	Immobilisations corporelles	36
5.4	Droits d'utilisation.....	37
5.5	Participation dans les mises en équivalence.....	39
5.6	Autres actifs financiers non courants	43
5.6.1	Détail des instruments dérivés.....	43
5.6.2	Détail des titres de participation non consolidés	44
5.7	Stocks et en cours	45
5.8	Clients et autres débiteurs	45
5.9	Trésorerie et équivalents de trésorerie	47
5.10	Capital	47
5.11	Dettes financières	47
5.12	Impôts différés au bilan.....	51
5.13	Provisions pour avantages aux salariés	52
5.14	Les autres provisions	54
5.15	Fournisseurs et autres créditeurs	55
5.16	La variation du Besoin en Fonds de Roulement	55
5.17	Incidence des variations de périmètre et transactions entre actionnaires.....	56
5.18	Engagements financiers.....	56
6.	INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES	57
6.1	Contrôle	57
6.2	Relation avec les filiales.....	57
6.3	Rémunération du personnel dirigeant-clé	57
6.4	Transactions avec des parties liées.....	57
7.	SOCIÉTÉS DU GROUPE	58
8.	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	60
9.	ÉVÉNEMENTS POST CLOTURE.....	61

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le groupe 4 Décembre est une société par actions simplifiée française immatriculée en France dont le siège est situé Tour Initiale, 1 Terrasse Bellini, 92935 Paris La Défense.

Les comptes consolidés du Groupe 4 Décembre ont été arrêtés par le Président le 12 juin 2025 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 17 juin 2025.

La Société 4 Décembre a procédé le 17 décembre 2020 à la prise de contrôle à 100 % de la société E.J. BARBIER SA - société de droit français immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 572 040 186 - qui a le contrôle majoritaire du Groupe EPC.

Dans le cadre de cette prise de contrôle, la Société a réalisé plusieurs opérations pour la prise de contrôle du Groupe :

- Une augmentation de capital en numéraire pour un montant total de 34 846 570 €, prime d'émission comprise ; des apports de titres rémunérés par une augmentation de capital en nature pour un montant total de 20 250 220 €, prime d'apport incluse ;
- Une émission de 13 347 834 obligations convertibles d'une valeur nominale de 1 € souscrites au pair et ayant bénéficié d'un crédit vendeur de 3 776 239,65 €.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

2.1. Acquisition de Vibraquipo et Vibratesting

Le Groupe EPC a signé le 9 janvier 2024 le contrat d'acquisition de 100% des titres des sociétés Vibraquipo, spécialisée dans la conception et la vente d'instruments de mesure pour les mines et carrières et Vibratesting, spécialisée dans le calibrage de ces instruments de mesure. Les sociétés réalisent un chiffre d'affaires annuel cumulé d'environ 800K€ au 31 décembre 2023 avec une solide rentabilité opérationnelle.

Elles disposent d'un parc installé important et proposent à la vente des équipements aux meilleurs standards du marché. Vibraquipo, basé en Espagne, est un acteur reconnu au niveau international avec des ventes sur les 5 continents.

Pour accompagner la vente et le développement de ces nouvelles filiales, le groupe EPC a signé un accord pluriannuel de collaboration exclusive avec le fondateur et cédant de Vibraquipo et Vibratesting. C'est une reconnaissance de la contribution essentielle d'Ivan del Castillo au développement passé des sociétés qu'il a créées. Cela traduit aussi la volonté d'EPC de poursuivre leur développement, en synergie avec les activités du Groupe, tout en continuant à apporter un haut niveau de service aux clients historiques de Vibraquipo.

Cette acquisition vient en support au développement des activités de service. Elle permet aussi, grâce aux données collectées, de renforcer la transformation digitale du groupe EPC et l'essor de son activité logicielle. L'activité est consolidée depuis le 1^{er} janvier 2024.

2.2. Acquisition de Blastcon Australia

EPC a acquis le 30 avril 2024 65% des titres de la société Blastcon Australia Pty basée dans le Queensland en Australie, quatrième pays minier au monde (après la Chine, les États-Unis et la Russie) avec plus de 350 sites miniers en activité dans le pays. Après l'acquisition d'EPC Chile en 2022 et la prise de contrôle à 100% d'EPC Andina au Pérou en 2023, le groupe EPC poursuit son développement international dans le service à haute valeur ajoutée au secteur minier.

La société Blastcon Australia a été fondée en 2003, emploie 8 techniciens spécialisés et a réalisé un chiffre d'affaires de 2,7 M AUD (environ 1,6 M€) l'exercice précédent. Elle réalise des missions de conseil, des formations, des études, des audits, du management de performance, pour le secteur minier,

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

la construction d'infrastructures et les carrières en Australie. Blastcon Australia constitue une excellente tête de pont pour développer les activités de service du Groupe sur un marché clef au niveau mondial.

EPC Groupe va mettre à disposition de Blastcon Australia de nouvelles ressources techniques, notamment la suite logicielle Vertex®, qui lui permettra d'accélérer fortement sa croissance. Barry Crowdey, dirigeant fondateur de Blastcon Australia, avec plus de 25 ans d'expérience dans l'exploitation minière (production et développement), les carrières et la construction, continuera d'assurer le développement de la filiale en restant à la direction générale ; il reste également actionnaire aux côtés d'EPC. L'activité est consolidée à compter du 1er juillet 2024.

2.3. Signature de l'avenant de la convention de crédit senior précisant les critères ESG permettant d'ajuster la marge du crédit

EPC Groupe et ses partenaires bancaires au sein de sa convention de crédit sénior, notamment BNP Paribas, HSBC, CIC, LBPAM, ont signé en date du 21 mars 2024 un avenant fixant les indicateurs de performance durables qui permettent d'ajuster de 10 points de base la marge applicable au crédit RCF et à la part in fine du crédit mis en place en juillet 2022. EPC s'est engagé à publier ces indicateurs dans le cadre de son état de durabilité dès cette année. Les objectifs fixés ont tous été respectés au 31/12/2024.

La mise en place de ces indicateurs constituait un engagement pris par les parties lors de sa signature. Les critères suivants ont été retenus avec pour chacun un objectif de progression sur toute la durée du crédit :

- Le pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par des Filiales Industrielles et/ou Commerciales ayant une certification santé / sécurité
- Le pourcentage du chiffre d'affaires réalisé des Filiales Industrielles et/ou Commerciales ayant une certification environnementale
- Le niveau d'émission de gaz à effet de serre (en kilogramme) rapporté au chiffre d'affaires du Groupe (soit 1,110 au 31 décembre 2022) calculé conformément à la méthode de l'ADEME.

Ceci traduit de manière concrète l'engagement du groupe et de ses partenaires financiers à toujours progresser dans leur démarche ESG de manière transparente avec les différentes parties prenantes.

2.4. Opération de visite et saisie inopinée des services de l'Autorité de la concurrence française.

Cette intervention ayant eu lieu mi-mai 2024 s'inscrit dans le cadre d'une enquête dans les secteurs de la fabrication et de la distribution d'explosifs à usage civil et du forage-minage pour les carrières et les travaux publics en France.

Comme indiqué par le rapporteur général de l'Autorité de la concurrence, cette opération concerne plusieurs sociétés et ne préjuge bien évidemment pas de la culpabilité des entreprises concernées.

La Société coopère pleinement avec l'Autorité de la concurrence et ne fera aucun autre commentaire. Le cas échéant, elle fera valoir ses droits le moment venu.

2.5. EPC Groupe et TotalEnergies s'associent dans le cadre d'un projet de centrale solaire d'envergure en région Occitanie

Une promesse de bail a été signée avec Total Energies sur un terrain détenu par EPC Groupe en région Occitanie. Cette promesse porte sur une superficie totale pouvant atteindre 42 hectares.

Cette signature intervient dans le cadre d'un projet de centrale solaire qui sera développée, construite et exploitée par TotalEnergies. La puissance estimée (avant étude d'impact) est comprise entre 15 et 20 MWc.

Le projet est en phase d'études et de concertation avec les partenaires locaux avant son dépôt pour instruction auprès des autorités compétentes. Compte tenu des démarches restant à effectuer, la mise en service de cette installation est prévue en 2029.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

La participation du groupe EPC à ce projet s'inscrit de manière cohérente dans la stratégie du Groupe qui entend :

- Participer par les moyens à sa disposition à la transition énergétique et à l'atténuation du changement climatique, que ce soit dans la mine naturelle ou la mine urbaine, ou en mettant à contribution son patrimoine foncier ;
- Valoriser son patrimoine immobilier en saisissant les opportunités qui se présentent.
- Ce projet contribue à valoriser un site industriel en activité, grâce à un projet de production d'électricité décarbonée. Une fois opérationnelle, cette centrale permettra d'alimenter l'équivalent de 12 000 habitants et l'économie de 216 tonnes de CO₂ (sur la base d'un projet de 15 MW).

2.6. Prolongation du RCF

Le 4 juillet 2024, le RCF de 30 M€ a été à nouveau prolongé. La date de remboursement a été décalée de juillet 2028 au 20 juillet 2029.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

3 PRINCIPES COMPTABLES

3.1 Principes généraux et normes comptables

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1.1. Conformité aux normes comptables

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil européen adopté le 3 novembre 2008, le Groupe EPC a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union européenne à la date de préparation des états financiers.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

3.1.1.1 Les normes suivantes sont applicables à compter du 1er janvier 2024 sur l'information financière présentée :

- Amendements IAS 1 – Classement des passifs en courant / non courant et passifs non courants assortis de covenants
 - Le premier amendement clarifie les principes de classement d'un passif au bilan en courant ou en non courant
 - Le second amendement :
 - précise que les covenants à respecter après la date de clôture ne doivent pas affecter la classification en courant/non courant à la date de clôture
 - vise à améliorer les informations à fournir sur les dettes à long terme assorties de covenants
- Amendements IAS 7 et IFRS 7 – Accords de financements des dettes fournisseurs. Davantage d'informations à fournir en annexe pour permettre d'évaluer les effets de ces opérations sur :
 - Les passifs et les flux de trésorerie de l'entité initiatrice de l'opération, et
 - Le risque de liquidité découlant de ces opérations
- Amendement IFRS 16 – Dette de loyers dans une opération de cession-bail. Evaluation ultérieure du droit d'utilisation et de la dette de loyers dans une opération de cession-bail (notamment en cas de loyers variables non basés sur un indice ou un taux).

Ces amendements n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe

3.1.1.2. Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiées mais ne sont pas applicables au 31 décembre 2024 et n'ont pas été adoptées par anticipation :

- Amendement IAS 21 – Absence de convertibilité
 - Précise dans quelles situations une monnaie est convertible
 - Clarifie comment déterminer le cours de change en l'absence de convertibilité
- Amendements IFRS 7 et IFRS 9 – Classement et évaluation des instruments financiers
 - Précise la date à laquelle un actif ou un passif financier doit être décomptabilisé

Groupe 4 DECEMBRE

Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

- Autorise la décomptabilisation des passifs financiers réglés par le biais de systèmes de paiements électronique avant la date de règlements, si des critères spécifiques sont remplis
- Précise l'analyse du critère SPPI pour les prêts indexés aux critères ESG
- IFRS 18 – Présentation et information à fournir dans les états financiers
 - Remplace la norme IAS 1, "Présentation des états financiers"
 - Apporte des modifications significatives à la structure du compte de résultat
 - Renforce les dispositions concernant l'agrégation / désagrégation des éléments des états financiers
 - Requiert des informations sur les indicateurs de la performance définis par la direction (MPM) dans une note dédiée
- IFRS 19 – Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : information à fournir. Réduit les exigences en matière d'informations à fournir dans les notes pour les filiales dont les titres ou la dette ne sont pas cotés.

3.2 Méthodes de consolidation**3.2.1 Périmètre de consolidation**

Outre les comptes de 4 Décembre SAS la société-mère, les comptes consolidés comprennent ceux d'EJ Barbier, ceux de la Société Anonyme d'Explosifs et Produits Chimiques ainsi que ceux de ses filiales, sociétés associées et co-entreprises. Cet ensemble forme le Groupe.

Filiales

Les filiales sont toutes les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle, c'est-à-dire lorsque le groupe détient le pouvoir sur ces entités, qu'il a une exposition ou des droits sur leurs rendements variables et lorsqu'il a la capacité d'agir sur leurs rendements. Les états financiers des filiales sont consolidés en suivant la méthode de l'intégration globale, et les intérêts minoritaires sont déterminés sur la base du pourcentage d'intérêt.

L'ensemble des soldes et transactions intragroupes, y compris les profits, pertes et dividendes, est éliminé en consolidation.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, c'est-à-dire le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. L'influence notable est présumée lors de la détention, directe ou indirecte par le biais de filiales, de 20% à 50% des droits de vote. Les états financiers des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Les participations dans des entreprises associées sont présentées sur une ligne distincte du bilan. Les quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence, et le résultat de sortie de ces participations, sont présentés séparément dans le compte de résultat. Les quotes-parts de mouvements des capitaux propres des entreprises associées sont constatées directement en capitaux propres.

Co-entreprises

Les états financiers des co-entreprises, c'est-à-dire les entités dont le contrôle de l'activité économique est partagé entre deux parties ou plus, sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, conformément à l'application IFRS 11.

3.2.2. Opérations intra-groupes

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux entreprises intégrées globalement,
- à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement (utilisé uniquement dans l'information sectorielle qui utilise l'intégration proportionnelle),
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

3.2.3. Conversion en monnaies étrangères

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

La monnaie de fonctionnement des sociétés étrangères correspond à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis selon la méthode dite « du cours de clôture ».

Leurs éléments de bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice et les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées.

Les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Opérations en monnaie étrangère

Les opérations en monnaie étrangère sont converties en euro au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro au cours de change de clôture de l'exercice. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits et charges financiers au compte de résultat.

3.2.4. Activités abandonnées ou en cours de cession et actifs non courants détenus en vue de la vente

Les éléments du compte de résultat relatifs aux activités abandonnées sont présentés sur une ligne isolée pour toutes les périodes présentées. Une activité abandonnée est une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie identifiables et qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique distincte.

Les groupes d'actifs et passifs dont la cession a été décidée au cours de la période sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession doit intervenir dans les 12 mois. Ils sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession.

3.2.5. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Les sociétés entrent dans le périmètre de consolidation à la date à laquelle leur contrôle est transféré au Groupe, et en sortent à la date à laquelle le Groupe cesse d'exercer un contrôle sur elles.

Les acquisitions de filiales sont constatées selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par IFRS3 Révisée – Regroupement d'entreprises.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Les coûts de restructuration et les autres coûts de l'entreprise acquise consécutifs au regroupement et qui répondent à la date de l'acquisition aux critères de constitution de provisions fixés par la norme IAS 37 sont inclus dans les passifs acquis ; les coûts engagés ultérieurement à la date d'acquisition sont comptabilisés dans le compte de résultat opérationnel de la période au cours de laquelle ils sont encourus ou lorsqu'ils répondent aux critères de la norme IAS 37.

L'excédent du coût d'acquisition sur les intérêts du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs enregistrés constitue l'écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition relatifs aux filiales ou co-entreprises sont enregistrés sur une ligne séparée du bilan (note 6.1). Les écarts d'acquisition relatifs aux entreprises associées sont compris dans la valeur comptable de la participation et sont pris en considération dans le test de dépréciation relatif à cet actif.

A l'inverse, si la quote-part des actifs et passifs en juste valeur dépasse le coût d'acquisition, cet excédent est immédiatement enregistré en profit.

L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise peut être ajustée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition ; au-delà de ce délai, le montant de l'écart d'acquisition ne peut être modifié que dans des cas très spécifiques (ajustement du prix, corrections d'erreur).

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissements récurrents, mais des pertes de valeur sont constatées si cela s'avère nécessaire sur la base des résultats des tests de perte de valeur.

Pour la réalisation des tests de perte de valeur, les écarts d'acquisition sont affectés à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ils se rattachent en fonction de l'organisation mise en place par le Groupe.

Les UGT auxquelles un écart d'acquisition est affecté font l'objet de test de perte de valeur au moins une fois par an, ou plus fréquemment s'il existe un indice de perte de valeur.

Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à la valeur comptable de ses actifs, la perte de valeur est affectée en priorité à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs non courants de l'UGT (immobilisations corporelles et incorporelles) au prorata de leur valeur comptable.

Une perte de valeur sur un écart d'acquisition a un caractère irréversible et ne peut donc pas être reprise.

• 3.3. Règles et méthodes d'évaluation

3.3.1 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- L'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- L'évaluation des impôts différés
- Les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- L'évaluation des coûts de démantèlement, décontamination et de remise en état des sites

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

L'impact, connu à ce jour des risques climatiques a été intégré dans les différents modèles d'évaluation utilisés par le groupe.

L'évolution liée aux modifications structurelles des modes de consommation a été prise en compte dans les prévisions. La dépendance du groupe à l'égard de certains fournisseurs ainsi que les fluctuations

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

du prix des matières premières influent sur les prévisions de marge. Enfin les primes d'assurance prévisionnelles intègrent le risque accru lié au changement climatique.

Plusieurs opportunités ont également été intégrées notamment :

- Le développement de l'Economie circulaire lié à la raréfaction et au renchérissement des matériaux primaires pour le bâtiment.
- Le développement de l'industrie extractive des métaux liés à la transition énergétique.

3.3.2 Perte de valeur des actifs

Des tests de perte de valeur sont effectués systématiquement au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, ou plus souvent s'il existe un indice de perte de valeur.

Des tests sont effectués dès qu'il existe un indice de perte de valeur pour les immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie.

Les indices de perte de valeur suivis par le Groupe sont de deux types :

- Externes : matières premières, taux d'intérêts, modification substantielle du contexte réglementaire.
- Internes : incident majeur d'exploitation, baisse d'activité durable, modifications substantielles des conditions et autorisation d'exploitation.

Lorsque le montant recouvrable d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est inférieur à la valeur nette comptable des actifs rattachés à l'UGT, une perte de valeur est constatée.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre, la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie générés par l'UGT, augmentée, le cas échéant, de sa valeur de sortie à la fin de sa durée d'utilité prévue, et la juste valeur diminuée du coût de cession.

Une UGT est définie comme étant le plus petit ensemble d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie de façon indépendante des autres actifs ou ensemble d'actifs du Groupe. Elle inclut les écarts d'acquisition qui lui sont attribuables.

Le groupe compte 3 UGT nommées comme suit :

- Zone Europe - Amérique (France / Royaume-Uni / Scandinavie/ Benelux / Canada / Chili / Italie / Espagne / Maroc / Pérou),
- Zone Mine urbaine France,
- Zone Afrique Moyen Orient Asie (Guinée Conakry / Sénégal / Cameroun / Gabon / Côte d'Ivoire / Burkina Faso / Bénin et Japon / Singapour / Australie et Nouvelle Calédonie).

Les goodwill sont testés au niveau des UGT.

3.3.3. Reconnaissance du produit des activités ordinaires

Le produit des activités ordinaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers, déduction faite des remises et rabais commerciaux, des taxes sur les ventes et autres contreparties variables, et après élimination des ventes intragroupes.

Ventes de biens

Les ventes de biens sont enregistrées lorsque le contrôle est transféré à l'acheteur, ce qui coïncide généralement avec le transfert de propriété.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Prestations de services

Les produits provenant des prestations de services sont enregistrés sur la période durant laquelle les obligations de performance sont remplies.

Contrats de construction

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, et qu'il est probable que le contrat sera rentable, les produits et les coûts du contrat sont comptabilisés en fonction de l'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture (méthode du pourcentage d'avancement). Le degré d'avancement des travaux est déterminé suivant les méthodes suivantes, en fonction de la nature du contrat :

- (1) le rapport existant entre les coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les coûts totaux estimés du contrat ;
- (2) l'examen des travaux exécutés ; ou
- (3) l'achèvement, en termes physiques, d'une partie des travaux du contrat.

Lorsque le résultat d'un contrat de construction ne peut être estimé de façon fiable :

- Les produits ne sont comptabilisés que dans la limite des coûts encourus qui seront probablement recouvrables,
- Les coûts du contrat sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Dans le cas où les prévisions de fin d'affaire sur les contrats de construction font ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée immédiatement en résultat.

3.3.4. Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits d'exploitation comprennent les éléments suivants :

- Production immobilisée
- Subvention d'exploitation
- Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat de l'exercice
- Produits de cession d'immobilisations et de titres consolidés
- Autres produits, dont résultat bénéficiaire sur opérations faites en commun

Les autres charges d'exploitation comprennent les éléments suivants :

- Valeur nette comptable des immobilisations et titres consolidés cédés
- Impôts et taxes
- Autres charges, dont pertes sur opérations faites en commun

3.3.5. Charges et produits financiers

Les charges et produits financiers comprennent les éléments suivants :

- Les charges et produits d'intérêt relatifs à l'endettement net consolidé, lequel se compose des emprunts bancaires, des emprunts obligataires privés, des dettes liées aux contrats de location financement et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.
- Les autres charges versées aux établissements financiers au titre des opérations de financement
- La composante financière du coût des régimes de retraite (charge d'intérêt et rendement attendu des actifs du régime)
- La désactualisation des provisions pour décontamination, démantèlement et dépollution
- Les dépréciations durables et les résultats de cession des titres disponibles à la vente
- Les dividendes reçus des participations non consolidées (les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi).

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

- Les profits et pertes de change résultant des opérations de financement, y compris le cas échéant les effets de la comptabilité de couverture (voir note 5.6.1).

3.3.6. Autres produits et charges opérationnels

Pour assurer une meilleure lisibilité de la performance de l'entreprise, Le groupe présente un agrégat intermédiaire "résultat opérationnel courant" au sein du résultat opérationnel, excluant les éléments qui ont peu de valeur prédictive du fait de leur nature, de leur fréquence et/ou de leur importance relative. Ces éléments, enregistrés en "autres produits opérationnels" et "autres charges opérationnelles", comprennent notamment :

- Les charges des plans de restructurations ou de désengagement d'activités approuvés par la direction du groupe
- L'impact des variations de périmètre
- Le résultat positif ou négatif des litiges sortant de l'exploitation normale du groupe

3.3.7. Impôts sur les résultats

La CVAE est une cotisation assise sur la valeur ajoutée produite par les entités françaises. Le Groupe considère que la valeur ajoutée, base de calcul de la CVAE, est un agrégat intermédiaire du résultat net et comptabilise donc la CVAE comme un impôt sur le résultat.

Les incertitudes fiscales en matière d'impôt sur les bénéfices sont appréhendées conformément à l'interprétation IFRIC 23 et comptabilisées en impôt courant sur la période.

3.3.8. Contrats de location

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le groupe prévoit la comptabilisation de tous les contrats de location au bilan des preneurs, avec constatation d'un actif (représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat) et d'une dette (au titre de l'obligation de paiement des loyers).

Le groupe procède à la valorisation des contrats de location dont la durée est supérieure à 12 mois, et dont la valeur des contrats ne peut être considérée comme de faible valeur.

La durée de location correspond à la période non résiliable de chaque contrat, à laquelle il convient de rajouter toute option de renouvellement, que le groupe est raisonnablement certain d'exercer.

Les taux d'actualisation

Le groupe a retenu le taux implicite lorsque celui-ci existe ; en l'absence de taux implicite, le groupe a développé une méthodologie de calcul d'un taux marginal qui s'appliquerait aux actifs loués en fonction de la maturité du contrat, de sa localisation géographique et du risque pays.

3.3.9. Immobilisations incorporelles

Frais de développement

Les dépenses relatives à un projet de développement sont capitalisées s'ils répondent aux six critères suivants :

- fiabilité technique,
- intention d'achever l'actif et de l'utiliser ou de le vendre,
- capacité à utiliser ou à vendre l'actif,
- probabilité d'avantages économiques futurs (existence d'un marché ou utilisation en interne),
- disponibilité de ressources financières nécessaires à l'achèvement,
- fiabilité de la mesure des dépenses attribuables à l'immobilisation.

Les frais de développement capitalisés sont ensuite amortis sur la durée probable de vie de l'immobilisation incorporelle à partir de sa mise en service.

Autres immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est comptabilisée :

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

- s'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise
- si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti, en utilisant la méthode linéaire sur une durée d'utilité comprise entre 12 mois et 5 ans.

3.3.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode le plus représentatif de la dépréciation économique des biens, suivant la méthode des composants, et sur la durée d'utilité estimée des biens.

Les durées d'amortissement retenues par le Groupe sont les suivantes :

Constructions en dur, merlons	Linéaire 30 ans
Constructions légères, clôtures	Linéaire 15 ans
Matériels et installations de fabrication	Linéaire 12 ans
Installations réseaux (eau, vapeur, électricité, surveillance...)	Linéaire 12 ans
Réservoirs et citernes fixes	Linéaire 12 ans
Foreuse, Pelles, Chargeuses	Dégressif 7 ans, coef 2.1, sur 80% de la valeur brute
Châssis Unité Mobile de Fabrication	Dégressif 10 ans coef 3
Body Unité Mobile de Fabrication	Linéaire 10 ans

3.3.11. Provisions pour démantèlement décontamination

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites de production du Groupe, les coûts correspondants sont estimés et activés. La provision est comptabilisée initialement à la mise en service de l'immobilisation en contrepartie du coût de revient amortissable de l'immobilisation.

Les coûts de démantèlement et de décontamination constituent une obligation immédiate, qui se traduit dans les comptes consolidés par une augmentation de valeur des actifs et l'enregistrement d'une provision correspondante.

Les provisions environnementales sont calculées selon un modèle qui évalue les coûts de démantèlement, de décontamination et de dépollution des sols. La provision est calculée site par site et est estimée à partir de la valeur actuelle des coûts attendus des travaux concernés, en fonction de l'étude historique des activités réalisées sur le site. Ces éléments sont systématiquement affinés et mis à jour à travers des campagnes de prélèvement réalisées par un organisme extérieur. Le montant est évalué sur la base des retours d'expérience réalisés sur des sites du groupe. Les opérations effectuées chaque année permettent de mettre à jour les bases de calcul. Ces coûts font l'objet d'une actualisation calculée en fonction de la durée de vie estimée des lignes de production et des sites industriels.

3.3.12. Provisions pour dépollution

Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan).

Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges lors de leur réalisation.

3.3.13. Immeubles de placement

Selon IAS 40, un immeuble de placement est un bien immobilier, détenu par le propriétaire (ou par le preneur dans un contrat de location, au titre d'un droit d'utilisation constaté selon IFRS 16) :

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

- pour en retirer des loyers ;
- pour en valoriser le capital ; ou
- pour les deux.

Ne constitue donc pas un immeuble de placement, un bien immobilier :

- utilisé dans la production ou la fourniture de biens et services ou à des fins administratives ; ou
- ayant pour objectif d'être vendu dans le cadre de l'activité ordinaire.

Deux modèles de valorisation de ces actifs sont autorisés pour évaluer les immeubles de placement, après leur comptabilisation initiale : le modèle du coût amorti et le modèle de la juste valeur.

Le Groupe a retenu la méthode du coût amorti. Ces actifs sont évalués conformément aux dispositions de la norme IAS 16, à leur coût diminué du cumul des amortissements évalués et comptabilisés selon la norme IAS 16 et du cumul des pertes de valeur évaluées et comptabilisées selon la norme IAS 36.

3.3.14 Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers correspondent aux titres de participations non consolidées et aux créances rattachées à ces participations.

Les titres de participations non consolidées représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées en raison de leur caractère peu significatif.

Une perte de valeur est constatée en résultat financier en cas de baisse durable de leur valeur, déterminée sur la base des critères financiers appropriés à la situation de chaque société, tels que la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

Les créances rattachées à des participations sont dépréciées lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur valeur au bilan.

3.3.15. Instruments financiers dérivés

Afin d'atténuer le risque de volatilité des devises étrangères et de réduire son exposition aux risques de fluctuation des taux d'intérêts, le Groupe peut avoir recours à des instruments financiers. Le Groupe applique les principes comptables spécifiques de la comptabilité de couverture dans la mesure où il est démontré que les relations de couverture entre les instruments dérivés et le risque couvert remplissent les conditions requises pour en permettre l'utilisation.

L'efficacité de la couverture sur le plan comptable est vérifiée par le rapport des variations de valeur du dérivé et du sous-jacent couvert, ce rapport devant rester dans une fourchette comprise entre 80 et 125%.

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan pour leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur des instruments dérivés sont comptabilisées selon les principes suivants :

- pour les instruments de couverture documentés en couverture de flux futurs, les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres pour la partie efficace. La partie inefficace est enregistrée en résultat.
- pour les instruments de couverture documentés en couverture de juste valeur et les instruments non documentés, les variations de juste valeur sont enregistrées au compte de résultat.

La valeur de marché des instruments financiers est généralement déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeur nationale ou un marché de gré à gré. Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur se fonde sur des estimations réalisées à l'aide de techniques d'actualisation ou autres.

3.3.16. Stocks

Les stocks sont enregistrés au plus faible du coût de revient et de la valeur nette de réalisation. Le coût est calculé selon la méthode FIFO (premier entré premier sorti), ou au coût moyen unitaire pondéré.

Le coût des produits en cours de production et des produits finis détenus en stocks inclut les matières premières, la main d'œuvre directe et une portion adéquate des charges de production variables et fixes, celles-ci étant affectées sur la base des capacités opérationnelles normales.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

3.3.17. Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur.

Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

Pour les contrats d'affacturage ne répondant pas aux critères de décomptabilisation de la norme IFRS 9, le retraitement de l'affacturage est opéré. Le poste « Clients » est corrigé des créances cédées et le poste « Dettes financières court terme » enregistre la dette contractée auprès de l'établissement financier.

3.3.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les valeurs mobilières de placement.

Les équivalents de trésorerie se composent des placements sans risque dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois. Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier de la période.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont présentés nets des concours bancaires courants.

3.3.19. Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

3.3.20. Coûts d'emprunts

L'amortissement des frais d'émission sur la durée de vie des emprunts existants est réalisé de manière linéaire, l'écart par rapport à une méthode actuarielle étant peu significatif.

3.3.21. Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode bilantielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, ainsi que sur les déficits reportables, dans la mesure où il est probable que le Groupe dispose de bénéfices futurs imposables sur lesquels ces déficits pourront être imputés.

Les impôts différés sont déterminés à l'aide des taux d'impôts (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

3.3.22. Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont comptabilisés à leur juste valeur, qui, dans la plupart des cas, correspond à leur valeur nominale.

3.3.23. Avantages au personnel

Le Groupe propose à ses salariés différents régimes de retraite, des indemnités de fin de contrat et d'autres avantages, qui dépendent des législations locales et des pratiques adoptées par chacune des filiales.

Les indemnités de fin de contrat correspondent généralement à des montants calculés sur la base de l'ancienneté du salarié et de son salaire annualisé à l'âge du départ à la retraite ou à la fin du contrat.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

3.3.24. Obligations en matière de retraites

Régimes à cotisations définies

Le Groupe comptabilise en charges le paiement des cotisations lorsqu'elles sont encourues. Le complément de retraite par capitalisation à cotisation définies (PERO) mis en place chez EPC se poursuit sur l'exercice.

Régimes à prestations définies

Les estimations des obligations du Groupe au titre des régimes de retraite à prestations définies et des indemnités de départ en retraite sont calculées annuellement, conformément à l'amendement publié par l'IFRIC IAS 19 « Avantages du personnel », par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée sur la période au cours de laquelle le salarié rend les services. Pour les régimes à prestations définies qui sont plafonnés, corrélés à l'ancienneté et requièrent la présence du bénéficiaire dans l'entreprise au moment de son départ en retraite, l'obligation est étalée entre la date à laquelle les services rendus ont commencé à générer des droits et la date à laquelle les services additionnels cessent de générer des droits. Lorsque les engagements relatifs aux avantages au personnel sont financés par des fonds externes, ceux-ci sont pris en compte à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations, ainsi que l'écart entre le rendement attendu à long terme des investissements des fonds de pension et le rendement réellement obtenu sont traités comme des gains et pertes actuariels, et enregistrés en capitaux propres sur l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. L'effet des modifications de plans sur les obligations des sociétés du Groupe est reconnu au compte de résultat.

3.3.25. Paiements en actions

La holding 4 Décembre qui a pris le contrôle du Groupe EJB détenteur de la majorité des parts du Groupe EPC a mis en place le 17 décembre 2020 un plan de rémunération en instruments de capitaux propres de ses propres titres sous la forme d'attribution d'actions gratuites aux dirigeants et aux salariés de l'entreprise.

Le plan d'actions gratuites rentre dans le champ d'application de la norme IFRS 2, comme des paiements fondés sur des actions et instruments de capitaux propres. Ce plan est soumis à des conditions de présence et de performance. Les actions gratuites ont été valorisées et feront l'objet d'un étalement car les droits seront exerçables lors de la liquidation de la société et si un taux de rendement net des investisseurs financiers minimum est atteint.

Au 31 décembre 2023, les actions attribuées dans le cadre de ce plan ont été totalement acquises par les dirigeants et salariés. Une période de conservation sera soumise aux dirigeants et salariés de l'entreprise.

Au cours de l'exercice 2024 deux nouveaux plans de stock-options ont été attribués aux salariés du Groupe EPC

- Un premier plan de stock-options au nombre de 39 105 options au mois de janvier 2024 et dont les droits ont été totalement acquis fin février 2024.
- Un second plan de stock-options au nombre de 21 545 options fin juin 2024 et dont les droits ont été totalement acquis au cours du second semestre 2024

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Ces plans de stock-options sont dénoués en actions EPC. La date d'attribution correspond à la date à laquelle les bénéficiaires sont informés de la décision et des modalités d'octroi du plan. Les plans sont uniquement soumis à des conditions de service.

La juste valeur totale est évaluée à la date d'attribution des options à partir d'une approche Black & Scholes. Une charge de personnel est enregistrée en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées. La charge correspond à la juste valeur des plans d'options de souscription et d'achats d'actions, laquelle est comptabilisée linéairement dans le compte de résultat sur toute la période d'acquisition des droits. Cette Juste valeur ne fait pas l'objet d'une réévaluation ultérieure, seuls les droits acquis pour services rendus pourront être ajustés au niveau des charges de personnel.

3.3.26. Provisions

Conformément à IAS 37, les provisions sont constatées lorsque :

- il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation ; et
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

3.3.27. Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que le Groupe remplira les conditions attachées à la subvention, et que la subvention sera reçue.

Les subventions attachées à des actifs (subventions d'investissement) sont présentées en produit différé au passif, puis rapportées au compte de résultat, sur une base systématique, pendant la durée de vie utile de l'actif, en « Autres produits ».

Les subventions liées au résultat sont présentées en tant que crédit au compte de résultat dans la rubrique « autres produits », sur une base systématique sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts qu'elles sont destinées à compenser.

3.3.28. Distribution de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires du Groupe sont enregistrées en dettes au cours de la période durant laquelle elles ont été autorisées par les actionnaires.

3.3.29. Exposition aux risques financiers

Risque de change

Afin d'atténuer le risque de change, le Groupe a parfois recours à des contrats à terme. La comptabilisation de ces instruments est décrite en note 3.3.15.

Risque de Crédit

En matière de risque client, le portefeuille est suffisamment large pour considérer que ce risque ne constitue pas un enjeu significatif. Le recours à des bases de données externes d'analyse du risque est pratiqué régulièrement.

Le groupe suit son exposition sur chaque client. Un programme groupe d'assurance-crédit a été mis en place avec la Coface afin de faire face à de potentiels impayés. Cet organisme nous permet également en amont d'avoir des renseignements sur la qualité financière des contreparties.

Risque de liquidité

La Direction Financière du Groupe s'assure auprès des diverses filiales de la mise en place des ressources financières suffisantes pour faire face au risque de liquidité.

Depuis 2014, il a été mis en place une centralisation de trésorerie pour les filiales françaises. Des contrats d'affacturage ont également été signés en France, au Royaume-Uni, en Belgique, en Italie et en Espagne pour participer à une meilleure gestion de ce risque.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Risque de taux d'intérêt

Le groupe privilégie pour tous ses emprunts à moyen et long terme les taux d'intérêts fixes. Aujourd'hui, la grande majorité de l'endettement du groupe est à taux fixe.

3.3.30. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan du Groupe sont régulièrement suivis par les filiales et la Direction Financière du Groupe. Ce processus prévoit la transmission des informations relatives aux engagements donnés suivants :

- Avals et cautions
- Garantie d'actif et de passif
- Hypothèques & nantissements
- Autres engagements

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

4. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. Répartition du chiffre d'affaires

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Europe Méditerranée et Amérique	389 572	392 526
Afrique Moyen Orient et Asie	100 506	89 595
Total des produits des activités ordinaires	490 078	482 121

Le chiffre d'affaires sur l'exercice 2024 s'établit à 490,1 M€ contre 474,7 M€ (hors activité des additifs) en 2023, soit en hausse de 2,8% à taux de change et périmètre constant. La première consolidation des sociétés Vibraquipo et Vibratesting, dès le 1^{er} trimestre 2024, et Blastcon Australia, à compter du 3^{ème} trimestre 2024, a eu un impact positif de +0,2 point de croissance, alors que les variations de change ont eu un impact favorable de +0,2 point.

La comparaison en taux de change et périmètre constant convertit le chiffre d'affaires 2023 avec le taux de change moyen de 2024 et ajoutant (ou excluant) les entrées (ou sorties) de périmètre.

4.2. Autres achats et charges externes Autres achats et charges externes

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023(*)
Autres services extérieurs	(7 249)	(7 461)
Locations	(15 257)	(16 226)
Prestations générales Groupe	(115)	193
Entretien et grosses réparations	(14 817)	(13 990)
Commissions sur ventes	(1 307)	(1 344)
Frais de transport	(25 910)	(24 985)
Frais de déplacement (*) ⁽¹⁾	(14 280)	(12 047)
Intérimaires	(10 765)	(9 044)
Assurance	(7 171)	(6 575)
Honoraires	(9 629)	(7 547)
Autres achats et charges externes	(8 740)	(8 371)
Total des autres achats et charges externes	(115 240)	(107 397)

(*) Pour une meilleure comparabilité des comptes avec 2024, une charge de 1.646k€ a été reclassée sur les frais de déplacement en 2023. La contrepartie est une diminution des achats consommés pour le même montant

- (1) La hausse des frais de déplacement et de transport est liée à la hausse du chiffre d'affaires et à l'impact de la consolidation d'Adex au 1^{er} juillet 2023 et à l'harmonisation des conditions de grands déplacements au sein d'EPC Demosten faisant suite à la fusion.

4.3. Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Production stockée de biens	(129)	336
Variation d'en-cours de production de biens	738	1 971
Variation d'en-cours de production de services	-	-
Total	609	2 307

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

4.4. Charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Rémunérations	(88 945)	(84 279)
Charges sociales	(35 640)	(32 404)
Autres charges ou produits ⁽¹⁾	(2 831)	(2 633)
Attribution d'actions gratuites	(2 741)	(259)
Total charges de personnel	(130 157)	(119 575)

La hausse des charges de personnel est liée à l'augmentation des effectifs des entités en pleine croissance et notamment la société de développement de logiciels Diogen et la société qui porte la recherche et le développement du Groupe EPC 2i.

Le plan EPC Share contribue également à cette augmentation pour 2,7 M€.

Effectifs consolidés au 31 décembre 2024

Catégorie de personnel (Intégration globale)	31 décembre 2024	31 décembre 2023(*)
Ingénieurs et cadres	411	379
Agents de maîtrise, techniciens & employés	1080	969
Ouvriers	733	766
Total des effectifs des sociétés intégrées globalement	2 224	2 114
Co-Entreprises	673	724
Total des effectifs	2 897	2 838

(*) effectifs corrigés

Les effectifs sont pris en compte à 100% pour toutes les sociétés y compris pour les co-entreprises.

4.5. Dotations et reprises de provisions

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Sinistres (1)	871	(1 402)
Litiges	(20)	(294)
Démantèlement, dépollution (2)	133	(1 169)
Pertes à terminaison	137	684
Garanties (5)	(300)	0
Autres pour Risques et Charges (3)	81	(1 297)
Clients (4)	(345)	(889)
Stocks	(425)	(173)
Autres actifs circulants (5)	173	(266)
Total des dotations et reprises de provisions	306	(4 806)

(1) Provisions sur sinistres chez EPCapré, captive d'assurance.

(2) Les variations des provisions de démantèlement et dépollution concernent principalement EPC UK, EPC Suède, EPC France et EPC Italia.

(3) En 2023, les variations des provisions pour risques et charges concernaient principalement EPC France (mise à jour du coût de traitement de déchets : -1 M€).

(4) Sont provisionnés les crédits de TVA sur certaines filiales dont la recouvrabilité est incertaine.

(5) Les provisions pour garanties concernent EPC 2I.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

4.6. Autres produits et charges d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Production immobilisée (1)	2 808	4 174
Subventions d'exploitation	362	162
Subventions d'investissement virées au compte de résultat	117	53
Produits de cession d'immobilisations (2)	1 043	5 690
Autres produits d'exploitation	1 429	1 340
Total autres produits	5 759	11 419
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(1 299)	(2 478)
Impôts et taxes	(4 344)	(3 758)
Autres charges d'exploitation	(2 845)	(2 522)
Total autres charges	(8 488)	(8 758)
Total autres produits et charges d'exploitation	(2 729)	2 661
Plus ou moins-value sur cession d'immobilisations	(256)	3 212

(1) Des Equipements ont été réalisés par EPC 2I et facturés aux filiales utilisatrices notamment pour les nouveaux contrats enregistrés. Pour mémoire, la marge interne est éliminée en consolidation.

(2) Pour mémoire, en 2023, les autres produits d'exploitation intégraient une plus-value de cession immobilière importante sur les ventes de terrains réalisées chez EPC UK pour 2,3M€ et EEI (Portugal) pour 0,8M€ dont la VNC s'élevait à 0,2M€, ainsi que la cession des équipements de production des additifs pour 1.9M€ et dont la VNC est d'1,3M€.

4.7. Autres produits et charges opérationnels

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Frais d'acquisition sur titres de participation	(88)	-
Frais de restructuration	(114)	-
Autres frais	-	(620)
Total autres produits et charges opérationnels	(202)	(620)

Sur l'exercice 2024, les frais d'acquisitions sont liés aux coûts engagés lors des prises de contrôle de Blastcon Australia et des entités espagnoles Vibraquipo & Vibratesting. Les frais de restructuration concernent la Guinée.

Pour rappel en 2023, les autres frais comprenaient les frais de restructuration sur EPC Chemicals à la suite de l'arrêt de la production des Additifs Diesel.

4.8. Frais de recherche et développement

Le Groupe ne pratique pas de recherche fondamentale.

Les frais de développement sont portés à l'actif dès lors que les critères mentionnés dans la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles » sont démontrés. En 2024, certains de ces critères n'étant pas remplis, l'ensemble de ces coûts a été comptabilisé en charges.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Les charges imputables sur l'exercice se résument comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2024	Exercice 2023
Frais de recherche	3 136	2 987
Total	3 136	2 987

La Recherche & Développement 2024 concerne principalement les explosifs civils.

4.9. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	-	142
Charges d'intérêts	(5 866)	(5 835)
Coût de l'endettement financier net	(5 866)	(5 693)
Pertes de change (1)	(678)	(1 135)
Gains de change (1)	856	212
Coût financier sur avantages au personnel («interest cost»)	(541)	(496)
(Charge) / produit de désactualisation des provisions (2)	1 353	1 126
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	-	30
Dotations et reprises aux provisions financières (3)	175	(123)
Autres charges financières	(245)	(518)
Autres produits financiers	801	578
Autres produits et charges financiers	1 721	(326)
Total du résultat financier	(4 145)	(6 019)

(1) Les gains et pertes de changes sont dues aux variations de l'Euro vis-à-vis des autres devises.

(2) La variation des charges de désactualisation est imputable à l'augmentation des taux d'actualisation des provisions pour démantèlement & dépollution.

(3) Les reprises de provisions sont principalement constituées des reprises de provisions sur les actifs financiers de Kemek US.

Réconciliation des « dividendes reçus » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dividendes reçus des sociétés non consolidées	-	29
Variation des créances sur dividendes à recevoir	-	-
Dividendes reçus – Tableau de Flux de Trésorerie	-	29

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

4.10. Impôt sur les résultats

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
(Charge) / produit d'impôts exigibles	(4 791)	(4 314)
(Charge) / produit d'impôts différés	339	264
Total	(4 452)	(4 050)
Impôt reclassé en activités abandonnées	-	-
(Charge) produit d'impôt éliminé sur le tableau de flux de trésorerie	(4 452)	(4 050)

Rapprochement entre impôt théorique au taux légal d'imposition France et impôt effectif :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Résultat avant impôt et part du résultat des entreprises mises en équivalences	14 505	13 448
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	25,00%	25,00%
Impôt théorique attendu	(3 626)	(3 362)
Déficits reportables de la période non activés	(2 196)	(1 834)
Déficits antérieurs non activés utilisés sur la période	2 552	1 153
Désactivation des déficits (1)	1 328	135
Incidence de la variation de taux (report variable)	(3)	(2)
Différentiel de taux sur résultat étranger	(358)	(171)
Autres différences (2)	(1 931)	315
Impôt comptabilisé	(4 234)	(4 050)
CVAE	(218)	(281)
Impôt compte de résultat	(4 452)	(3 722)

(1) Au 31 décembre 2024, le montant du déficit utilisable dans le cadre de l'intégration fiscale en France s'élève à 12 553 K€. En raison des bénéfices prévisionnels évalués par le groupe, le montant des actifs d'impôt différé constaté au titre du déficit reportable au titre de l'intégration fiscale s'élève à 1 583 K€. Ce montant correspondait à l'impôt calculé sur le bénéfice prévisionnel des cinq prochaines années, imputable sur les déficits antérieurs. Par ailleurs, le déficit italien a été intégralement activé conduisant à la reconnaissance d'un impôt différé actif de 1 686 K€ au 31 décembre 2024. Les perspectives économiques favorables sur l'Italie permettent de reconnaître les impôts différés actifs sur les déficits fiscaux antérieurs.

Pour rappel au 31 décembre 2023, le montant des actifs d'impôt différé reconnu au titre des déficits reportables de l'intégration fiscale française s'élevait à 1 941 K€.

(2) Les autres différences comprennent notamment les impacts suivants :

- Les plans de stock-options pour (0,7) M€
- Les quotes-parts sur dividendes pour (0,6) M€
- Les autres différences permanentes relatives aux activités exonérées de taxes pour (0,6) M€.

Les taux d'impôt applicables sont les suivants :

Groupe 4 DECEMBRE

Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Pays	Impôts différés 2024	Réel 2024	Réel 2023
Australie	30%	30%	30%
Belgique	25%	25%	25%
Bénin	30%	30%	30%
Burkina Faso	27,5%	27,5%	27,5%
Espagne	25%	25%	25%
France	25%	25%	25%
Royaume-Uni	25%	25%	25%
Guinée	30%	30%	30%
Irlande	12,5%	12,5%	12,5%
Italie	27,9%	27,9%	27,9%
Luxembourg	24,94%	24,94%	24,94%
Maroc	20%	20%	31%
Norvège	22%	22%	22%
Portugal	21%	21%	21%
Sénégal	30%	30%	30%
Suède	20,6%	20,6%	20,6%
Gabon	30%	30%	30%
Japon	30,62%	30,62%	30,62%
Emirats Arabes Unis	0%	0%	0%
Arabie Saoudite	20%	20%	20%
Cameroun	27,5%	27,5%	27,5%
Côte d'Ivoire	25%	25%	25%
Canada	26,5%	26,5%	26,5%
Chili	27%	27%	27%
Nouvelle Calédonie	35%	35%	35%
Pérou	29,5%	29,5%	29,5%
Singapour	17%	17%	17%

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5. NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

5.1 Ecart d'acquisition

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Au 31 décembre 2023		
Valeur brute	888	888
Pertes de valeur cumulées	0	0
Valeur nette à l'ouverture	888	888
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	0	0
Variations de périmètre (1)	1 594	0
Ecart de conversion	(32)	0
Pertes de valeur enregistrées en résultat	0	0
Au 31 décembre 2024		
Valeur brute	2 450	888
Pertes de valeur cumulées	0	0
Valeur nette à la clôture	2 450	888

(1) La variation de périmètre est liée à l'entrée dans le périmètre des sociétés Blastcon, Vibraquipo et Vibrateesting.

Tests de perte de valeur

Les nouvelles prévisions ont été calculées en réajustant à la hausse les prévisions antérieures. Elles traduisent :

- les hausses de prix des matières
- la concrétisation de nombreux projets dans le domaine de l'extraction de matières premières dans les zones où le groupe est présent (Canada, Afrique, Moyen-Orient notamment)
- la confirmation de l'impact positif des nouvelles réglementation mises en place sur le recyclage des déchets du bâtiment sur les activités déconstruction et économie circulaire.
- la prise en compte des enjeux climatiques.

Ces nouvelles perspectives conduisent à donner encore davantage de confort sur les tests de dépréciation qui ont été réalisés au niveau du Groupe EPC. Les tests de sensibilité réalisés aux bornes du Groupe EPC ne conduisent pas à identifier des pertes de valeur.

Il est à préciser que lors de la prise de contrôle du Groupe EJB, le Groupe 4 Décembre a comptabilisé un Badwill.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Le détail du calcul des écarts d'acquisition enregistrés en 2024 au titre des acquisitions de Vibraquipo, Vibratesting et Blastcon est présenté ci-dessous :

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Entrée de périmètre
Immobilisations incorporelles	5.2	240
Immobilisations corporelles	5.3	391
Total actifs non courants		631
Clients et autres débiteurs		193
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.16	208
Total actifs courants		401
Total actifs		1 033
Dettes financières non courantes	5.10.1	192
Passifs d'impôts différés	5.11	59
Autres passifs long terme		62
Total passifs non courants		313
Fournisseurs et autres créditeurs		40
Dettes d'impôt		65
Dettes financières courantes	5.10.2	2
Autres passifs courants		72
Total passifs courants		179
Total passifs		493
Actif net (a)		540
Minoritaires Blastcon (b)		(41)
Compléments de prix Blastcon (c)		287
Prix des acquisitions (d)	5.16	1 888
Ecart d'acquisition -(a)+(b)+(c)+(d)	6.1	1 594

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.2 Immobilisations incorporelles

5.2.1 Immobilisations incorporelles au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions , brevets, licences	Frais de développement	Droit au bail	Autres Immos incorp. & en cours	Total
Au 31 décembre 2023					
Valeurs brutes	6 605	1 181	37	3 060	10 883
Amortissements cumulés et dépréciations	(4 325)	(979)		(1 245)	(6 549)
Valeur nette au 31 décembre 2023	2 280	202	37	1 815	4 334
Variations de l'exercice					
Acquisitions	360	1		1 204	1 565
Variations de périmètre	5			235	240
Cession	(64)				(64)
Ecart de conversion	3	(14)		24	13
Amortissements et dépréciations	(353)	(82)		(336)	(771)
Reclassements	302	(13)		(230)	59
Valeur nette au 31 décembre 2024	2 533	94	37	2 712	5 376
Au 31 décembre 2024					
Valeurs brutes	7 212	1 152	37	4 293	12 694
Amortissements cumulés et dépréciations	(4 679)	(1 058)		(1 581)	(7 318)
Valeur nette au 31 décembre 2024	2 533	94	37	2 712	5 376

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.2.2 Immobilisations incorporelles au 31 décembre 2023

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Frais de développement	Droit au bail	Autres Immos incorp. & en cours	Total
Au 31 décembre 2022					
Valeurs brutes	6 347	1 164	37	3 090	10 638
Amortissements cumulés et dépréciations	(3 916)	(884)		(1 099)	(5 899)
Valeur nette au 31 décembre 2022	2 431	280	37	1 991	4 739
Variations de l'exercice					
Acquisitions	283	15		129	427
Variations de périmètre					
Ecart de conversion		(2)		(14)	(16)
Amortissements et dépréciations	(445)	(91)		(235)	(771)
Reclassements	11			(22)	(11)
Valeur nette au 31 décembre 2023	2 280	202	37	1 815	4 334
Au 31 décembre 2023					
Valeurs brutes	6 605	1 181	37	3 060	10 883
Amortissements cumulés et dépréciations	(4 325)	(979)		(1 245)	(6 549)
Valeur nette au 31 décembre 2023	2 280	202	37	1 815	4 334

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.3 Immobilisations corporelles

5.3.1 Immobilisations corporelles au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains & constr.	Total ITMO (1)	Autres Immos corp.	Immos en cours et avances	Total
Au 31 décembre 2023					
Valeurs brutes	83 845	127 112	52 207	8 197	(271 362)
Amortissements cumulés et dépréciations	(29 937)	(87 099)	(36 609)	(64)	(153 709)
Valeur nette au 31 décembre 2023	53 908	40 013	15 598	8 133	117 652
Variations de l'exercice					
Acquisitions	1 356	9 459	3 624	10 471	24 910
Variations de périmètre	176	64	151	-	391
Cessions	(44)	(994)	(218)	0	(1 256)
Ecart de conversion	418	122	(53)	211	698
Amortissements et dépréciations	(3 154)	(10 134)	(4 462)	-	(17 750)
Autres mouvements	1 441	2 132	1 649	(5 578)	(356)
Valeur nette au 31 décembre 2024	54 101	40 662	16 289	13 237	124 289
Au 31 décembre 2024					
Valeurs brutes	87 282	136 342	56 719	13 301	293 644
Amortissements cumulés et dépréciations	(33 181)	(95 680)	(40 430)	(64)	(169 355)
Valeur nette au 31 décembre 2024	54 101	40 662	16 289	13 237	124 289

(1) Installations techniques, matériel et outillage.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.3.2 Immobilisations corporelles au 31 décembre 2023

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains & constr.	Total ITMO (1)	Autres Immos corp.	Immos en cours et avances	Total
Au 31 décembre 2022					
Valeurs brutes	77 867	117 873	46 847	14 290	256 877
Amortissements cumulés et dépréciations	(28 794)	(83 021)	(33 809)	-	(145 624)
Valeur nette au 31 décembre 2022	49 073	34 852	13 038	14 290	111 253
Variations de l'exercice					
Acquisitions	2 131	9 021	5 340	5 851	22 343
Variations de périmètre	8	8	4	-	20
Cessions	(326)	(1 892)	(45)	-	(2 263)
Ecart de conversion	292	(7)	(23)	(77)	185
Amortissements et dépréciations	(3 109)	(7 305)	(4 315)	(64)	(14 793)
Autres mouvements	5 839	5 336	1 599	(11 867)	907
Valeur nette au 31 décembre 2023	53 908	40 013	15 598	8 133	117 652

5.4 Droits d'utilisation

5.4.1 Droits d'utilisation au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Droit d'utilisation immobilière	Droit d'utilisation ITMO	Autres Immos corp.	Total
Valeur nette au 31 décembre 2023	6 493	14 492	6 071	27 056
Valeurs brutes	13 570	41 305	16 151	71 026
Amortissements cumulés et dépréciations	(7 077)	(26 813)	(10 080)	(43 970)
Valeur nette au 31 décembre 2023	6 493	14 492	6 071	27 056
Variations de l'exercice				
Acquisitions	1 058	4 916	6 110	12 083
Cessions	0	(124)	80	(44)
Ecart de conversion	23	235	86	344
Amortissements et dépréciations	(2 596)	(5 735)	(3 861)	(12 192)
Autres mouvements	734	763	1 268	2 765
Valeur nette au 31 décembre 2024	5 712	14 547	9 754	30 012
Valeurs brutes	14 695	43 272	20 296	78 263
Amortissements cumulés et dépréciations	(8 983)	(28 725)	(10 543)	(48 251)
Valeur nette au 31 décembre 2024	5 712	14 547	9 754	30 012

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.4.2 Droits d'utilisation au 31 décembre 2023

<i>En milliers d'euros</i>	Droit d'utilisation immobilière	Droit d'utilisation ITMO	Autres Immos corp.	Total
Au 31 décembre 2022				
Valeurs brutes	12 198	38 299	15 265	65 762
Amortissements cumulés et dépréciations	(5 214)	(26 276)	(9 715)	(41 205)
Valeur nette au 31 décembre 2022	6 984	12 023	5 550	24 557
Variations de l'exercice				
Acquisitions	676	6 914	3 325	10 915
Cessions	0	(129)	0	(129)
Ecart de conversion	12	94	35	141
Amortissements et dépréciations	(2 078)	(5 160)	(3 032)	(10 270)
Autres mouvements	899	750	193	1 842
Valeur nette au 31 décembre 2023	6 493	14 492	6 071	27 056
Valeurs brutes	13 570	41 305	16 151	71 026
Amortissements cumulés et dépréciations	(7 077)	(26 813)	(10 080)	(43 970)
Valeur nette au 31 décembre 2023	6 493	14 492	6 071	27 056

Réconciliation des « Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles » des notes 5.2 et 5.3 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	1 565	426
Acquisitions d'immobilisations corporelles	24 910	22 343
	26 475	22 769
Variation des dettes sur acquisitions d'immo. corporelles et incorporelles	21	(238)
	21	(238)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles – Tableau de Flux de Trésorerie	26 496	22 531

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.5 Participation dans les mises en équivalence

Le groupe détient des participations dans sept co-entreprises : Kemek, Kemek US, EPC-B SCRL, Modern Chemicals and Services, Nitrokemine Guinée, Société de Minage en Guinée (maison mère de Nitrokemine Guinée) et Arabian Explosives.

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Valeur à l'ouverture	39 379	33 251
Quote-part du résultat	12 661	13 001
Ecart de conversion	1 901	(784)
Dividendes (1)	(10 932)	(5 976)
Variation de périmètre	-	-
Ecart actuariels net d'impôts différés	9	(109)
Autres variations	-	(4)
Valeur à la clôture	43 017	39 379

(1) Les dividendes ont été versés par KEMEK, MCS, NKMG et SMG.

Les co-entreprises du Groupe ont été regroupées au 31 décembre 2024 par secteur géographique, Afrique Moyen-Orient Asie (AMOA) ou Europe – Amérique (EUR), les sociétés d'une même zone présentant en effet des caractéristiques similaires en termes de risque et de rendement attendu. Ces co-entreprises regroupées par zone (et non pas prises individuellement) sont jugées significatives du fait de la forte contribution du Résultat des Mises en Equivalence au Résultat Net du groupe.

Société	Pays d'implantation	Secteur	Principale activité	% d'intérêt au 31/12/2024	% d'intérêt au 31/12/2023
Arabian Explosives	Emirats Arabes Unis	AMOA	Production et distribution d'explosifs	20%	20%
Kemek	Irlande	EUR	Production et distribution d'explosifs	50%	50%
Kemek US	Etats-Unis	EUR	Distribution d'explosifs	50%	50%
Modern Chemicals & Services	Arabie Saoudite	AMOA	Production d'explosifs et forage minage	40%	40%
Nitrokemine Guinée	Guinée	AMOA	Production et distribution d'explosifs	50%	50%
Société de Minage en Guinée	France	AMOA	Holding	50%	50%
EPC-B SCRL	Belgique	EUR	Production et distribution d'explosifs	67%	67%

Les informations financières résumées au 31 décembre 2024 (à 100%) des co-entreprises sont présentées ci-dessous. Les montants présentés sont l'addition des montants figurant dans les états financiers individuels des co-entreprises établis en application des normes IFRS (hors élimination des opérations réciproques).

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.5.1 Etat de la situation financière aux 31 décembre 2023 et 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Secteur Afrique Moyen Orient Asie (1)	Secteur Europe Amérique (2)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Actifs non courants	70 356	9 642	79 998	76 695
Actifs courants	98 566	15 500	114 066	85 759
Total des actifs	168 922	25 142	194 064	162 454
Capitaux propres part de l'entité	104 894	17 884	122 778	109 867
Participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
Passifs non courants	16 364	3 295	19 659	15 456
Passifs courants	47 665	3 963	51 628	37 131
Total des passifs et des capitaux propres	168 922	25 142	194 064	162 454
Trésorerie et équivalent de trésorerie	20 016	6 828	26 844	12 264
Passifs financiers non courants auprès des établissements de crédit (1)	4 023	-	4 023	5 482
Passifs financiers non courants auprès des partenaires	-	-	-	-
Passifs financiers courants auprès des établissements de crédit (1)	16 034	-	16 034	4 074
Passifs financiers courants auprès des partenaires	3 029	-	3 029	4 161

- (1) Le prêt accordé à Modern Chemicals & Services par le Saudi Investment Development Fund (SIDF) a été intégralement remboursé sur l'exercice. Une nouvelle ligne de crédit d'un montant de 110 MSAR a été souscrite auprès d'une banque commerciale saoudienne à des fins de financer le BFR et les investissements futurs de la co-entreprise

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.5.2 Compte de résultat au 31 décembre 2023 et 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Secteur Afrique Moyen Orient (1)	Secteur Europe Amérique Amérique (2)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Produits d'exploitation	153 760	25 608	179 368	173 752
Résultat opérationnel courant	35 465	5 940	41 405	37 478
Résultat net	29 700	3 596	33 295	33 063
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-
Résultat global	-	-	-	-
Les éléments de résultat présentés incluent les éléments suivants :				
Dotations aux amortissements	(9 418)	(1 088)	(10 506)	- 7 959
Produits et charges d'intérêts	(1 583)	(1 788)	(3 371)	- 526
Charges ou produits d'impôts	(4 183)	(556)	(4 739)	- 3 890
Dividendes reçus des co-entreprises (1)	9 182	1 750	10 932	5 976

(1) Les co-entreprises les plus significatives en termes de produit des activités ordinaires mais aussi de contribution au résultat de la zone Afrique Moyen-Orient Asie sont Arabian Explosives, Modern Chemicals & Services et Nitrokemine Guinée.

(2) Kemek en Irlande est la co-entreprise la plus significative de la zone Europe - Amérique en termes de produits des activités ordinaires et de contribution au résultat.

5.5.3 Tableau de flux de trésorerie aux 31 décembre 2023 et 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Secteur Afrique Moyen Orient (1)	Secteur Europe Amérique Amérique (2)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Flux liés aux activités opérationnels	32 728	4 163	36 891	32 638
Flux liés aux activités investissements	(9 234)	(188)	(9 422)	(8 931)
Flux liés aux activités de financement (1)	(9 336)	(4 532)	(13 868)	(20 018)
Incidence des variations de financement	938	40	978	99
Variation de la trésorerie	15 097	(517)	14 580	3 591
Trésorerie d'ouverture	4 919	7 345	12 264	8 673
Trésorerie de clôture	20 016	6 828	26 844	12 264
Variation de la trésorerie	15 097	(517)	14 580	3 591

(1) Dont 26 617K€ au titre des distributions de dividendes en 2024 et 21 373K€ au titre de 2023

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.5.4 Réconciliation des actifs nets vers les MEE

<i>En milliers d'euros</i>	Secteur Afrique Moyen Orient (1)	Secteur Europe Amérique (2)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Actifs non courants	70 350	9 642	79 992	76 695
Actifs courants	98 566	15 500	114 066	85 759
Passifs non courants	16 364	3 295	19 659	15 456
Passifs courants	47 659	3 963	51 622	37 131
Actif nets	104 894	17 884	122 778	109 867
Pourcentage d'intérêts	32%	51%		
Titres mises en équivalence (Co-entreprises)	33 909	9 107	43 016	39 379
Dont Quote-part de résultat	10 854	1 807	12 661	13 001

5.5.5 Réconciliation des « dividendes distribués » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dividendes distribués par les co-entreprises	10 932	5 976
Variation des créances sur dividendes à recevoir ⁽¹⁾	-	2 995
Dividendes reçus – Tableau de Flux de Trésorerie	10 932	8 971

⁽¹⁾ Le dividende de MCS voté en 2022 a été distribué au cours du premier semestre 2023

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.6 Autres actifs financiers non courants

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Titres de participation	4 091	4 535
Provisions sur titres de participation	(4 025)	(4 469)
Valeur nette des titres de participation	66	66
Créances rattachées à des participations	-	-
Prêts non courants	5	36
Dépôts et cautionnement	1 315	1 539
Instruments dérivés	521	827
Autres actifs financiers – valeur brute	1 841	2 402
Provisions		
Autres actifs financiers – valeur nette	1 841	2 402
Total autres actifs financiers non courants	1 907	2 468

5.6.1 Détail des instruments dérivés

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Instruments financiers dérivés à l'ouverture	827	1 661
Juste valeur par capitaux propres	(274)	(937)
Juste valeur par compte de résultat	(32)	103
Instruments financiers dérivés à la clôture	521	827

Pour rappel, l'émission d'une nouvelle ligne d'emprunt de 20 M€ souscrite en juillet 2022 au taux Euribor 3 mois + un spread a poussé le groupe à souscrire un Swap de Taux afin de se prémunir des évolutions de taux.

Le notionnel du Swap de 20 M€ vient couvrir l'intégralité de la dette. Les échéances de paiement des intérêts trimestriels de la dette sont alignées à celles du Swap. La dette et le Swap se dénoueront en juillet 2029.

Le Swap de taux est en partie efficace, la valorisation de Juste Valeur transite via les OCI.

Sensibilité		
Baisse des taux de 0,50%	Full MtM en EUR - 8,31% du notionnel	Hausse des taux de 0,50%
101	521	929

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.6.2 Détail des titres de participation non consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Corse Confortement Foration Minage (2)	27	27
EPC Explo Congo (société en cours de liquidation)	0	0
Blasting Services Limited (1)	0	0
EDSL Limited (1)	0	0
ECS (2)	8	8
Exchem Explosives Limited (1)	0	0
Exchem Defence Systems Limited (1)	0	0
Santos Da Cunha 7 (5)	-	0
Exchem Fuel Additives Limited (1)	0	0
EPC Cameroun Services (3)	23	23
EPC Mali (3)	1	1
EPC HK Incorporated Limited (4)	0	0
Explo NC (3)	2	2
GRN (2)	5	5
STIPS TI (société en cours de liquidation)	0	0
EPC Malaysia (4)	0	0
Valeur nette des titres de participation	66	66

(1) Sociétés mises en sommeil

(2) Participations minoritaires

(3) Sociétés ayant une activité très réduite et ne portant pas d'engagements financiers non provisionnés.

(4) Société en cours de constitution

(5) Société liquidée en 2024

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.7 Stocks et en cours

<i>En milliers d'euros</i>	Matières premières et autres appro.	En-cours de biens et services	Produits intermé- diaires	Marchan- disés	Total
Au 31 décembre 2023					
Valeurs brutes	25 543	4 378	4 030	21 748	55 699
Provisions cumulées	(599)	0	(121)	(746)	(1 466)
Valeur nette au 31 décembre 2023	24 944	4 378	3 909	21 002	54 233
Variations de l'exercice					
Mouvements de BFR	4 036	573	36	3 335	7 980
Dotations nettes aux provisions	(198)	0	(130)	(97)	(425)
Variations de périmètre	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	107	5	7	114	233
Autres	28	0	0	(28)	0
Valeur nette au 31 décembre 2024	28 917	4 956	3 822	24 326	62 021
Au 31 décembre 2024					
Valeurs brutes	29 720	4 956	4 076	25 180	63 932
Provisions cumulées	(803)	0	(254)	(854)	(1 911)
Valeur nette au 31 décembre 2024	28 917	4 956	3 822	24 326	62 021

5.8 Clients et autres débiteurs

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Avances et acomptes	2 209	2 283
Créances clients	131 650	138 478
Autres créances (1)	2 354	2 366
Créances fiscales – hors IS	16 024	16 243
Comptes courants (2)	14 884	14 775
Dividendes à recevoir	0	0
Autres	432	502
Total des créances brutes	167 553	174 647
Dépréciation clients et comptes rattachés	(10 747)	(12 925)
Dépréciation des comptes courants et autres (3)	(17 598)	(17 866)
Autres dépréciations (4)	(621)	(526)
Total des dépréciations	(28 966)	(31 317)
Total des clients et autres débiteurs	138 587	143 330

(1) Les autres créances incluent notamment les 606 K€ d'actifs liés au surfinancement du régime art. 39.

(2) Les comptes courants comprennent principalement un compte courant relatif à STIPS TI, pour 14,2 M€, entièrement déprécié.

(3) Dont provision des crédits de TVA

(4) Dépréciation des comptes courants des sociétés non consolidées (Explo NC, EPC Mali, EPC Congo)

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Suivi des créances clients

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Valeur brute au bilan	131 650	138 478
Dont actifs non échus et non dépréciés à la date de clôture	76 630	79 295
Dont actifs échus et impayés mais non dépréciés à la date de clôture	44 273	46 258
<i>* échu depuis 3 mois au plus</i>	31 231	27 944
<i>* échu depuis plus de 3 mois et moins de 6 mois</i>	6 258	6 853
<i>* échu depuis plus de 6 mois</i>	6 784	11 461
Dont actifs dépréciés	10 747	12 925

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
VMP – Equivalents de trésorerie (1)	2 022	2 668
Disponibilités	31 038	29 401
Provision équivalent de trésorerie		(51)
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	33 060	29 018
Découverts bancaires	(2 767)	(1 703)
Total trésorerie nette	30 293	27 315
Trésorerie reclassée en actifs/passifs destinés à être cédés	-	-
Total de la trésorerie nette des actifs/passifs destinés à être cédés	30 293	27 315

(1) Equivalents de trésorerie chez EPCapré.

Le Groupe dispose de ligne d'affacturage (non-mobilisées au 31 décembre 2024) sur des créances cédées à SGF (factor) de 13,7 M€.

Le Groupe dispose également d'un crédit RCF à usage multiple de 30 M€ tiré à hauteur de 4 M€ au 31 décembre 2024 (échéance juillet 2028).

Le Groupe dispose d'une ligne de découvert de 6,2 M€ à hauteur de 1.5 M€ au 31/12/2024.

5.10 Capital

	Nombre d'actions	Valeur unitaire	Montant du capital social
Au 31 décembre 2023	5 782 785	1 €	5 782 785 €
Au 31 décembre 2024	5 787 741	1 €	5 787 741 €

Le capital est composé de 5 787 741 actions.

Au cours de l'exercice 2024, le groupe a procédé à la distribution d'un dividende de 286 K€.

5.11 Dettes financières

5.11.1 Dettes financières non courantes au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2023	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Reclassement courant/ non courant	Autres	31 décembre 2024
Emprunts	21		(19)	-	-	(2)	-
Emprunts bancaires	67 739	4 014	(6 000)	192	(19 890)	(87)	45 968
Total dettes financières non courantes	67 760	4 014	(6 019)	192	(19 890)	(89)	45 968

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Les dettes financières non courantes sont composées :

- d'un emprunt in fine mis en place avec LBPAM pour un montant de 20 M€ d'une durée de 7 ans (échéance juillet 2029).
- d'une La ligne RCF à usage multiple d'un montant maximal de 30 M€ à échéance juillet 2028, (prolongation d'un an accordée en juillet 2023). Il est tiré à hauteur de 4 M€ à fin décembre (soit 6 M€ de moins qu'à fin décembre 2023).
- de la part à plus d'un an des PGE pour 12,6 M€

Les deux premiers crédits sont soumis à un covenant (Dettes financières nettes/EBITDA), calculé sur le périmètre incluant les co-entreprises, calculé annuellement. Le seuil de remboursement anticipé est fixé à 3,25. Il s'établit à 1,04 au 31/12/2024 contre 1,30 fin 2023. Les critères RSE ayant été atteints au 31 décembre 2023, le Groupe a bénéficié d'une bonification de 10 pdb sur le crédit Senior. Ces critères sont à nouveau respectés au 31 décembre 2024.

5.11.2 Dettes financières courantes au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2023	Augmentation	Diminution	Variations de périmètre	Reclassement courant/ non courant	Autres	31 décembre 2024
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts bancaires	12 736	689	(13 851)	2	19 876	(89)	19 363
Utilisation de lignes de crédits renouvelables	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture de taux	5	-	-	-	-	(1)	4
Mobilisation de créances	10 357	-	(889)	-	-	169	9 637
Autres emprunts et dettes assimilées	81	331	(10)	-	14	(76)	340
Intérêts courus sur emprunt	371	90	(202)	-	-	75	334
Total dettes financières courantes hors découverts bancaires	23 549	1 110	(14 952)	2	19 890	78	29 679
Découverts bancaires	1 703	1 058	0	-	-	5	2 767
Total dettes financ. courantes	25 252	2 168	(14 952)	2	19 890	83	32 446

5.11.3 Dettes financières non courantes au 31 décembre 2023

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2022	Augmentation	Diminution	Reclassement courant/ non courant	Autres	31 décembre 2023
Emprunts obligataires	21	-	-	-	-	21
Emprunts bancaires	68 791	11 590	57	(12 677)	(22)	67 739
Total dettes financières non courantes	68 812	11 590	57	(12 677)	(22)	67 790

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.11.4 Dettes financières courantes au 31 décembre 2023

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2022	Augmentation	Diminution	Variations de périmètre	Reclassement courant/ non courant	Autres	31 décembre 2023
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts bancaires	13 234	1 703	(14 786)	1	12 619	(36)	12 736
Utilisation de lignes de crédits renouvelables	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture de taux	7	-	-	-	(2)	-	5
Mobilisation de créances	10 058	256	-	-	-	43	10 357
Autres emprunts et dettes assimilées	44	38	(118)	24	91	2	81
Intérêts courus sur emprunt	374	608	(457)	(1)	(154)	-	371
Total dettes financières courantes hors découverts bancaires	23 717	2 605	(15 361)	24	12 554	9	23 549
Découverts bancaires	792	912	-	-	-	-	1 703
Total dettes financ. courantes	24 509	3 517	(15 361)	24	12 554	9	25 252

5.11.5 Dettes de location au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2023	Augmentation	Diminution	Reclassement courant/ non courant	Ecart de conv.	Autres	31 décembre 2024
Dettes de location non courantes	15 456	9 552	-	(8 925)	189	974	17 246
Dettes de location courantes	9 595	2 531	(12 007)	8 925	122	1 626	10 793
Total dettes de location	25 051	12 083	(12 007)	-	312	2 600	28 039

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Dettes de location au 31 décembre 2023

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2022	Augmentation	Diminution	Reclassement courant/ non courant	Autres	31 décembre 2023
Dettes de location non courantes	13 956	8 300	-	(8 829)	2 029	15 456
Dettes de location courantes	8 537	2 655	(10 666)	8 829	240	9 595
Total dettes de location	22 493	10 955	(10 666)	-	2 269	25 051

5.11.6 Réconciliation des « émissions / remboursements d'emprunts » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Augmentation des dettes financières non courantes	4 014	11 590
Augmentation des dettes financières courantes	1 110	2 657
Retraitement de la variation des intérêts courus	(90)	(608)
Retraitement de la variation des dettes sur location financement	-	-
Emission d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	5 034	13 549
Diminution des dettes financières non courantes	(6 019)	-
Diminution des dettes financières courantes	(14 952)	(15 323)
Retraitement de la variation des intérêts courus	202	419
Diminution des dettes de location	(12 007)	(10 602)
Remboursement d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	(32 776)	(25 506)

Echéancier des dettes financières non courantes et instruments financiers au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Emprunts bancaires et obligataires	Dettes sur location financement	Total au 31 décembre 2024	Total au 31 décembre 2023
Entre 1 et 2 ans	11 716	7 080	18 796	18 819
Entre 2 et 3 ans	8 569	4 401	12 970	14 357
Entre 3 et 4 ans	22 736	2 456	25 192	9 689
Entre 4 et 5 ans	2 129	1 448	3 577	34 066
Plus de 5 ans	818	1 861	2 679	6 285
Total	45 968	17 246	63 214	83 216

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.12 Impôts différés au bilan

Les mouvements d'impôts différés sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2023	Résultat	Ecart de conversion	Variations Périmètre	Réserves	31 décembre 2024
<u>Impôts différés actifs</u>						
Engagements sociaux	1 656	(263)	(1)	0	425	1 817
Participation des salariés	69	0	0	0	0	69
Autres différences temporaires	5 745	1 590	98	0	(859)	6 574
Pertes reportables sur les bénéfices fiscaux futurs	2 294	1 360	(3)	0	0	3 652
Dettes locatives	5 344	(214)	58	0	701	5 889
Provisions dépollution, démantèlement	3 656	(2 152)	53	0	0	1 557
Marge sur opérations internes	1 310	128	1	0	(4)	1 435
Compensation des actifs et passifs d'impôts différés sur une même entité fiscale	(10 748)	(1 428)	7	0	1 140	(11 029)
Total des impôts différés actifs	9 326	(979)	214	0	1 403	9 964
<u>Impôts différés passifs</u>						
Divergences IFRS 15	(101)	91	0	0	0	(10)
Ecart d'évaluation	(2 458)	(258)	(31)	(59)	0	(2 806)
Droits d'utilisation	(5 863)	426	(74)	0	(701)	(6 213)
Provision règlementées	(3 513)	(424)	28	0	0	(3 909)
Instruments financiers	(207)	8	0	0	69	(131)
Actif de démantèlement	(264)	42	0	0	0	(222)
Compensation des actifs et passifs d'impôts différés sur une même entité fiscale	10 748	1 428	(7)	0	(1 140)	11 029
Total des impôts différés passifs	(1 658)	1 312	(84)	(59)	(1 773)	(2 261)
Position nette d'impôts différés	7 668	333	130	(59)	(370)	7 703

Groupe 4 DECEMBRE

Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.13 Provisions pour avantages aux salariés

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024					31 décembre 2023				
	France (1)	Grande- Bretagne (2)	Italie (3)	Autres	Total	France (1)	Grande- Bretagne (2)	Italie (3)	Autres	Total
Valeur nette comptable à l'ouverture	4 867	7 544	906	564	13 881	4 579	6 315	659	468	12 021
Coût des services rendus au cours de l'exercice	408	278	28	-	714	263	-	17	-	280
Coût financier	214	320	7	-	541	213	275	8	-	496
Ecart actuariels reconnus en capitaux propres	397	1 305	(2)	-	1 700	411	2 108	15	-	2 534
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cotisations versées	(545)	(1 554)	81	117	(1 902)	(545)	(1 285)	207	98	(1 525)
Prestations servies	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	370	-	7	377	-	131	-	(2)	129
Reclassement Actif financier en passif financier	(65)	-	-	-	(65)	(54)	-	-	-	(54)
Valeur nette comptable à la clôture	5 276	8 262	1 020	687	15 246	4 867	7 544	906	564	13 881

Groupe 4 DECEMBRE

Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Hypothèses actuarielles	31 décembre 2024			
	France (1)	Grande-Bretagne (2)	Italie (3)	Autres
Taux d'actualisation	3,40%	5,37%	3,38%	n.d.
Taux d'augmentation des salaires	2,00%	N/A	3,00%	n.d.
Taux d'inflation	2,00%	2,58%	2,50%	n.d.

31 décembre 2023			
France (1)	Grande-Bretagne (2)	Italie (3)	Autres
3,20%	4,51%	3,17%	n.d.
2,50%	N/A	3,00%	n.d.
2,50%	2,40%	3,00%	n.d.

Ventilation des actifs du régime

Actions	N/A	26%	N/A	n.d.
Obligations	N/A	34%	N/A	n.d.
Immobilier	N/A	2%	N/A	n.d.
Autres	N/A	38%	N/A	n.d.

N/A	26%	N/A	n.d.
N/A	32%	N/A	n.d.
N/A	2%	N/A	n.d.
N/A	40%	N/A	n.d.

- (1) Les provisions pour avantages aux salariés des sociétés françaises comprennent les indemnités de fin de carrière des salariés ainsi que, pour la société mère EPC, un régime de retraite souscrit dans le cadre de l'article 39 du code général des impôts, par lequel la société garantit le niveau futur des prestations définies dans l'accord.
- (2) La provision pour avantages aux salariés d'EPC UK correspond à une provision prévue dans le cadre d'un régime à prestations définies fonctionnant comme un fonds de pension. Ce fond est fermé aux nouveaux entrants et à l'acquisition de nouveaux droits. Les actifs de couverture sont valorisés à 30,6M EUR à la clôture. La variation de la provision liée aux modifications actuarielles (écarts actuarielles reconnus en capitaux propres) s'explique à hauteur de +1,0 M€ par un effet d'expérience.
- (3) Les provisions pour avantages aux salariés des sociétés italiennes correspondent à une provision prévue dans le cadre d'un régime à prestations définies. Il s'agit du régime des TFR, système de rémunération différée, éligible IAS 19R.

Les hypothèses actuarielles sont établies par des experts indépendants en fonction des zones géographiques ou des pays et des spécificités de chaque entité.

- Concernant la France, le taux d'actualisation est fourni par un actuaire indépendant et comprend uniquement des obligations d'entreprises en euros notées au minimum AA ;
- Concernant la Grande-Bretagne, le taux d'actualisation comprend uniquement des obligations d'entreprises notées au minimum AA et est analysé au regard des évolutions des courbes de rendement de ces obligations à 30 ans et des swaps à 50 ans.

Le coût des services rendus est inclus dans les charges de personnel au compte de résultat, et le coût financier en autres charges financières. Ces coûts comprennent également des coûts administratifs. Les provisions pour avantages aux salariés sont sensibles aux taux d'actualisation. Ainsi, une hausse de 0.5 point du taux d'actualisation diminuerait la valeur actuelle des obligations de 3,4 millions d'euros.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.14 Autres provisions

5.14.1 Les autres provisions au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Démant. Décontam. Dépol.	Provisions sur Contrats	Autres (1)	Total
Au 31 décembre 2023	14 169	553	10 716	25 437
Provisions supplémentaires	190	425	2 088	2 703
Reprises	(323)	(562)	(2 721)	(3 606)
Variation de périmètre	-	-	-	-
Variation du montant actualisé (effet temps et modification du taux)	(1 353)	-	-	(1 353)
Ecart de conversion	318	-	51	369
Au 31 décembre 2024	13 001	416	10 134	23 550

- (1) Les autres provisions pour risques et charges correspondent essentiellement aux risques de l'activité courante du groupe (litiges commerciaux et prud'homaux, franchises sur les sinistres assurés...).

La variation des autres provisions pour risques est liée à la sinistralité, aux plans de restructuration et la nouvelle évaluation du coût de traitement de déchets.

5.14.2 Les autres provisions au 31 décembre 2023

<i>En milliers d'euros</i>	Démant. Décontam. Dépol.	Provisions sur Contrats	Autres (1)	Total
Au 31 décembre 2022	13 333	1 237	7 645	22 214
Provisions supplémentaires	1 493	562	3 838	5 893
Reprises	(324)	(1 246)	(790)	(2 360)
Variation de périmètre	-	-	-	-
Variation du montant actualisé (effet temps et modification du taux)	(1 126)	-	-	(1 126)
Ecart de conversion	151	-	23	174
Autres mouvements (2)	642	-	-	642
Au 31 décembre 2023	14 169	553	10 716	25 437

- (1) Les autres provisions pour risques et charges correspondent essentiellement aux risques de l'activité courante du groupe (litiges commerciaux et prud'homaux, franchises sur les sinistres assurés...).

- (2) Les autres mouvements sont principalement constitués d'une provision pour charge constatée sur la plateforme Ecocentre chez EPC Colibri.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.14.3 Détail des autres provisions entre non courant et courant

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Non courant	21 842	23 741
Courant	1 708	1 696
Total	23 550	25 437

5.15 Fournisseurs et autres créditeurs

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dettes fournisseurs	86 625	76 680
Avances et acomptes reçus sur commandes	6 598	6 439
Dettes sociales	20 147	18 678
Dettes fiscales	20 454	21 541
Autres dettes	6 467	7 386
Total	140 291	130 724

5.16 La variation du Besoin en Fonds de Roulement

La variation du besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Variations du BFR & provisions courantes	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Stocks et en cours	(7 980)	6 056
Clients et autres débiteurs	5 541	(10 121)
Autres actifs long terme	-	37
Autres actifs courants	93	(507)
Sous total	(2 346)	(4 535)
Fournisseurs et autres créditeurs	9 654	(12 741)
Autres passifs long terme	301	(145)
Autres passifs courants	78	2 882
Sous total	10 033	(10 004)
Besoin en fonds de roulement	7 687	(14 539)
Provisions sur actifs circulant	596	1 273
Besoin en fonds de roulement net	8 283	(13 266)

Le BFR s'améliore nettement sur cet exercice (+8,3 M€). La hausse du niveau des stocks observée sur l'exercice et imputable à la croissance de l'activité explosifs et est largement compensée par la baisse de l'encours clients témoignant d'une gestion rigoureuse et efficace dans le suivi des recouvrements des créances sur l'exercice. L'augmentation des dettes fournisseurs est à mettre en regard de l'accroissement de l'activité et notamment sur l'activité explosifs.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

5.17 Incidence des variations de périmètre et transactions entre actionnaires

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Trésorerie acquise lors des entrées de périmètre (1)	208	70
Investissement en titres consolidés (2)	(1 888)	65
Impact des entrées de périmètre	(1 680)	135
Trésorerie cédée lors des sorties de périmètre	-	-
Désinvestissement en titres consolidés	-	-
Total des incidences de périmètre	(1 680)	135
Investissement en titres consolidés (3)	(1 193)	(668)
Augmentation de capital non souscrite (4)	-	498
Total des transactions entre actionnaires	(1 193)	(170)

(1) La trésorerie acquise concerne Blastcon, Vibraquipo & Vibratesting

(2) Prix d'acquisition de ces mêmes entités

(3) Pour rappel, en 2023, acquisition des titres minoritaires chez EPC UK ;

En 2024, acquisition complémentaires de titres EPC SA chez EJ Barbier (1 259 k€) et mouvement chez 4 Décembre (-66 K€)

(4) Augmentation de capital non souscrite sur la filiale EPC Colibri en 2023

5.18 Engagements financiers

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Avals et cautions (1)	22 630	20 505
Hypothèques et nantissements	3 830	4 841
Total des garanties données	26 460	25 346

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Effets escomptés non échus	417	145
Avals et cautions	2 788	2 933
Total des garanties reçues	3 205	3 078

(1) La ligne Avals et Cautions ne concerne que les cautions de marché

6. Information relative aux parties liées

6.1 Contrôle

Le groupe 4 Décembre propriétaire de 100% du Groupe EJB Barbier est contrôlé par Argos VII Lux GP Sarl. Cette société privée est enregistrée au Luxembourg sous le numéro B 228 124. Elle agit en tant que gérant de six sociétés en commandite enregistrées en vertu de la loi du Royaume-Uni, constituant ensemble Euroknights VII. Euroknights VII co-investit avec une société de Libre Partenariat française, Argos VII F&F SLP. Ces sept véhicules constituent le Fonds. Les différents véhicules investissant dans le fonds sont les suivants (avec les numéros d'enregistrement et les engagements respectifs envers le Fonds).

Les différents partenaires du fonds	Numéro d'enregistrement	Pourcentage de détention
Euroknights VII No 1 LP	LP17361	16,59%
Euroknights VII No 2 LP	LP17362	17,20%
Euroknights VII No 3 LP	LP17363	16,95%
Euroknights VII No 4 LP	LP17364	16,65%
Euroknights VII No 5 LP	LP17365	15,86%
Euroknights VII No 6 LP	LP17366	16,75%
Argos VII F&F SLP		
Total		100,00%

6.2 Relation avec les filiales

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

6.3 Rémunération du personnel dirigeant-clé

Le personnel dirigeant clé du Groupe 4 Décembre n'est pas rémunérée par la holding 4 Décembre. Le mandataire social de la société EPC S.A. au 31 décembre 2024 est rémunéré par la société EPC.

En milliers d'euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Rémunérations avantages en nature	600	574
Jetons de présence	76	68
Autres	44	40
Paieement en action		-
Total	720	682

6.4 Transactions avec des parties liées

Le Groupe n'entretient aucune relation avec des parties liées.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

7. Sociétés du groupe

Sociétés du Groupe	Pays	Pourcentage intérêts	
		31/12/2024	31/12/2023
Filiales - Intégration globale			
4 DECEMBRE	France	100,00%	100,00%
EJ BARBIER	France	100,00%	100,00%
ADEX SAS	France	63,90%	62,87%
EPC SA	France	63,90%	64,19%
EPC France	France	63,90%	64,19%
DEMOKRITE SAS	France	63,90%	64,19%
EPC DEMOSTEN	France	63,90%	64,19%
EPC COLIBRI SAS (anciennement 2B RECYCLAGE)	France	61,01%	61,29%
SMA	France	63,90%	64,19%
DIOGEN	France	63,90%	64,19%
EPC MINETECH	France	63,90%	64,19%
CORSE EXPANSIFS	France	46,80%	47,02%
EPC 2I (anciennement EPC INNOVATION)	France	63,90%	64,19%
SONOUVEX ⁽¹⁾	France	-	64,19%
EPC ITALIA	Italie	63,90%	64,19%
INTEREM	Italie	63,90%	64,19%
EPC UK	Grande-Bretagne	63,90%	64,19%
EPC METRICS Ltd	Grande-Bretagne	63,90%	64,19%
MINEXPLO	Grande-Bretagne	63,90%	64,19%
ADEX SERVICES LTD	Grande-Bretagne	63,90%	62,88%
EPC CHEMICALS LTD	Grande-Bretagne	63,90%	64,19%
EPC BELGIQUE	Belgique	63,90%	64,19%
EMPRESA DE EXPLOSIVOS INDUSTRIAIS LDA (EEI)	Portugal	63,90%	64,19%
GALILEO EXPLOSIVOS SA	Espagne	63,90%	64,19%
SERAFINA ORTEGA E HIJOS SA	Espagne	60,70%	60,98%
EPC ESPANA	Espagne	63,90%	64,19%
SILEX SEGURIDAD	Espagne	63,90%	64,19%
VIBRAQUIPO SL ⁽²⁾	Espagne	63,90%	-
VIBRATESTING SL ⁽²⁾	Espagne	63,90%	-
EPC SVERIGE	Suède	63,90%	64,19%
EPC NORGE	Norvège	63,90%	64,19%
EPCAP RE	Luxembourg	63,90%	64,19%
EPC JAPAN CORPORATION	Japon	62,34%	62,62%
EPC ANDINA SAC	Pérou	63,90%	64,18%
KĀMAĀN EXPLO	Nouvelle-Calédonie	60,70%	60,98%
BLASTCON AUSTRALIA ⁽²⁾	Australie	41,53%	-
EPC ANDES CHILI	Chili	32,59%	32,74%
EPC SINGAPORE PTE	Singapour	63,90%	64,19%
EPC BURKINA FASO	Burkina Faso	63,90%	64,19%
EPC ASIA PACIFIC FZE	Emirats Arabes Unis	63,90%	64,19%
EPC MINEEX SENEGAL	Sénégal	51,76%	51,99%
EPC EXPLO MAROC	Maroc	63,90%	64,19%
MARODYN	Maroc	63,87%	64,16%
MARODYN COTE D'IVOIRE	Côte d'Ivoire	63,87%	64,16%
NITROKEMFOR GUINEE	Guinée	63,90%	64,19%
NORMAT SERVICES	Bénin	47,92%	48,15%
EPC GUINEE	Guinée	63,89%	64,19%
EPC CAMEROUN	Cameroun	63,90%	64,19%
EPC GABON	Gabon	63,90%	64,19%
EPC COTE D'IVOIRE	Côte d'Ivoire	47,92%	48,14%
EPC CANADA	Canada	63,90%	64,19%

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

Sociétés du Groupe	Pays	Pourcentage intérêts	
		31/12/2024	31/12/2023
Entreprises associées – Mises en équivalence			
ARABIAN EXPLOSIVES (PRIVATE Ltd)	Emirats Arabes Unis	12,78%	12,84%
SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE SAS (SMG)	France	31,95%	32,09%
NITROKEMINE	Guinée	31,95%	32,09%
KEMEK	Irlande	31,95%	32,09%
KEMEK US Limited	Irlande	31,95%	32,09%
EPC-B SCRL	Belgique	42,60%	42,79%
MCS	Arabie Saoudite	25,56%	25,68%
Entreprises non consolidées			
CORSE CONFORTEMENT FORATION MINAGE	France	8,43%	8,40%
Blasting Services Limited	Grande-Bretagne	63,89%	58,91%
EDSL Limited	Grande-Bretagne	63,89%	58,91%
EXCHEM EXPLOSIVES Limited	Grande-Bretagne	63,89%	58,91%
Exchem Fuel Additives Limited	Grande-Bretagne	63,89%	58,91%
Exchem Defence Systems Limited	Grande-Bretagne	63,89%	58,91%
EPC HK Incorporated Limited	Chine	63,89%	58,91%
SANTOS DE CUNHA 7 (liquidée en 2024)	Portugal	-	18,80%
EPC EXPLO Congo (société en cours de liquidation)	Congo	63,89%	62,67%
EPC Cameroun Services	Cameroun	47,92%	47,00%
EXPLO NC	Nouvelle-Calédonie	31,95%	31,34%
EPC MALI	Mali	57,50%	56,40%
GRN	France	22,36%	21,93%
STIPS TI (société en cours de liquidation)	France	-	-
EPC Malaysia (en cours de création)	Malaisie	-	-

(1) Fusion dans EPC SA avec date d'effet au 01/01/2024.

(2) Acquisition 2024

8. Honoraires des Commissaires aux Comptes

	PricewaterhouseCoopers		BDO	
En milliers d’euros	Montant (HT)		Montant (HT)	
	2024	2023	2024	2023
AUDIT (a)				
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
- 4 DECEMBRE	10	16	13	12
- Filiales consolidées	398	445	238	301
Sous-total Audit	408	461	251	313
- Services autres que la certification des comptes (SACC) (b)				
- Filiales consolidées	27	3	-	-
Sous-total SACC	27	3		-
TOTAL	435	464	251	301

(a) Dont réalisé par les commissaires aux comptes de la société mère et des sociétés françaises : PricewaterhouseCoopers Audit 255k€ en 2024 (252k€ en 2023), et BDO 176K€ en 2024 (177k€ en 2023)

(b) Dont réalisés par les commissaires aux comptes de la société mère et des sociétés françaises : PricewaterhouseCoopers Audit 1k€ en 2024 (3k€ en 2023)

Les services autres que la certification des comptes, concernent principalement la compliance fiscale et attestation ratios financiers.

Groupe 4 DECEMBRE
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

9. Événements post clôture

Après l'attribution des contrats de fourniture de produits pyrotechniques et de fabrication sur le site d'explosifs pour les chantiers opérationnels CO6, CO7 et CO8 du TELT (Tunnel Euralpin Lyon Turin), un 4ème contrat pluriannuel a été signé pour la fourniture d'explosifs pour le chantier opérationnel CO5.

La future ligne ferroviaire Lyon-Turin comprend une section transfrontalière d'environ 67 km qui reliera Saint-Jean-de-Maurienne en France à Bussoleno en Italie où elle se raccordera à la ligne historique. Cette infrastructure européenne majeure, qui doit être mis en service en 2032, vise à faciliter la circulation ferroviaire du fret et des voyageurs à travers les Alpes, et plus largement au sein de l'Union européenne, dans un souci de développement des transports bas carbone.

L'ouvrage principal de la section transfrontalière nécessite le creusement d'un tunnel bitube de 57,5 km entre Saint-Julien-Montcenis (France) et Suse (Italie), représentant un investissement total de 8,6 Mds€. Le maître d'ouvrage de ce chantier est la société TELT, société détenue à 50% par l'Etat français et à 50% par l'Etat italien.

Côté France, le génie civil du tunnel de base est décomposé en 4 chantiers opérationnels (CO) numérotés de 5 à 8. Courant 2024, les travaux du lot CO5 « Travaux de construction du tunnel de base à partir de l'attaque de la descenderie de Villarodin-Bourget/Modane (73500) » ont été attribués au groupement d'entreprises « Eiffage GC / Spie Batignolles GC / GHELLA / COGEIS ».

Après la signature en septembre 2022, de deux premiers contrats de fournitures d'explosifs pour les chantiers opérationnels CO6 et CO7, puis en février 2024, la signature du chantier opérationnel CO8, EPC Groupe, via sa filiale EPC France, se voit à présent confier la fourniture des produits pyrotechniques et de services associés, comprenant notamment la fabrication sur site des explosifs en technologie SPUR pour le chantier opérationnel CO5. Le creusement à l'explosifs concernera un linéaire de 11 km.

Ces prestations, d'un montant estimé à environ 9 M€, démarreront en février 2025, et s'étaleront sur une durée de 5 ans.

Inauguration d'une nouvelle installation de production en Malaisie

EPC Groupe a inauguré, en février 2025, une nouvelle installation de production à la pointe de la technologie en Malaisie, étape importante dans son engagement continu à fournir des produits innovants, performants et des solutions de pointe sur le marché malaisien.

Cette infrastructure de pointe est le fruit de quatre années de collaboration avec TWG – TWM, où chaque acteur a apporté son expertise et ses connaissances pour établir une approche unique et centrée sur le client. L'engagement de EPC Groupe reste axé sur l'optimisation de la production dans les secteurs du minage, des carrières et des travaux d'infrastructures, en proposant des solutions sur mesure à forte valeur ajoutée.

Actuellement, trois MEMUs opèrent sur site, avec un quatrième en cours de livraison, tous connectés à notre suite logicielle propriétaire dédiée aux opérations de minage et aux services associés.

Avec cette expansion, EPC Groupe réaffirme son engagement envers l'innovation, la sécurité et l'efficacité des solutions proposées dans la région Asie Pacifique.